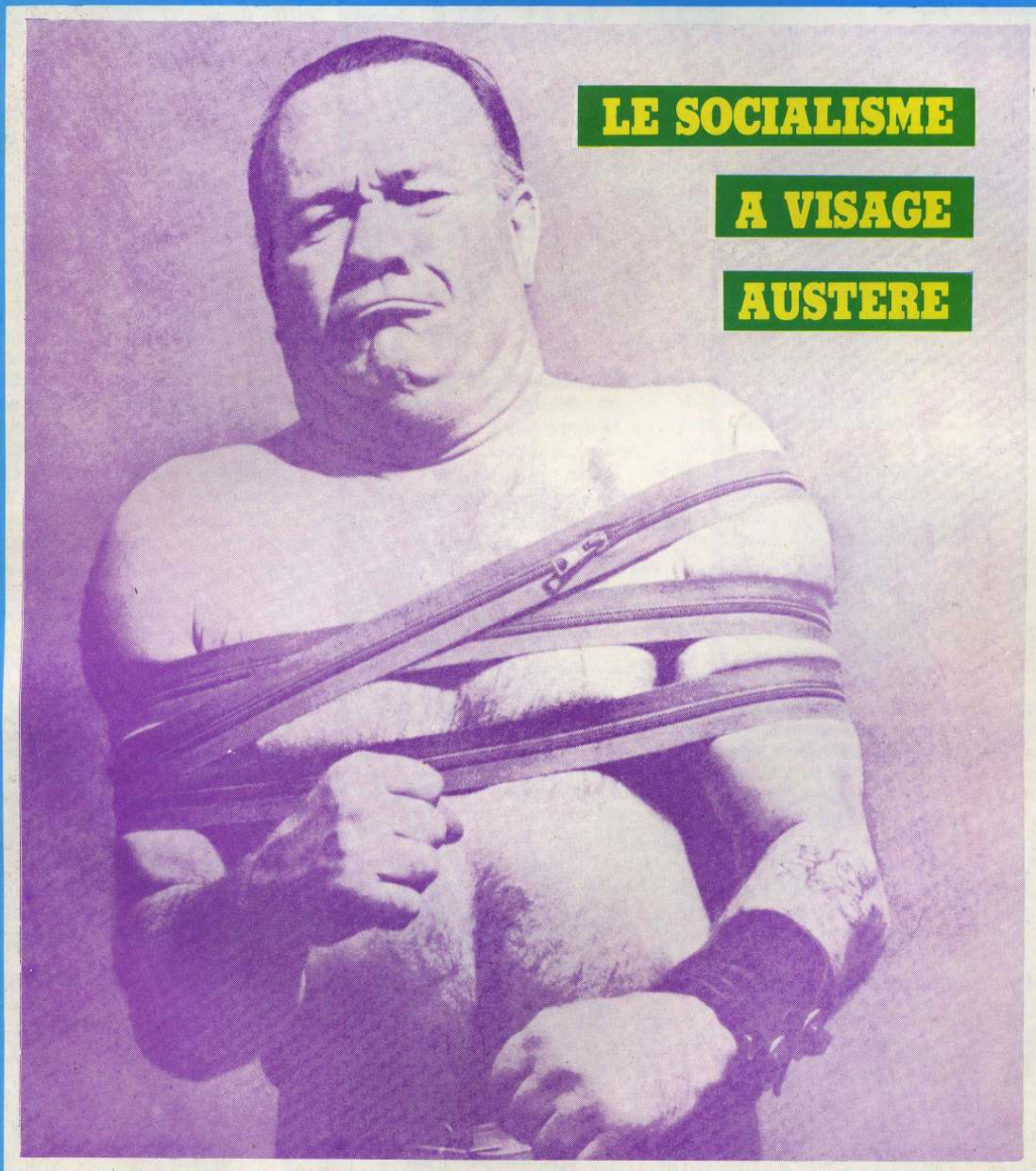


AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE / N°12 / AUTOMNE 82 / 10 F.



LE SOCIALISME

A VISAGE

AUSTERE

• la fin des radios libres • miskitos et sandinistes • armée,
service compris • solidarność à la croisée des chemins

AGORA

revue libertaire

Périodicité : bimestrielle

Directeur de publication : Solon Amoros

Dépôt légal : 3^e trimestre 1982

Commission paritaire : 62 601

I.S.S.N. : 0245 3630

Imprimerie : "Sacco" - 44 chemin de Catala - 31100 Toulouse. Tél. 49.32.01

Façonnage : "M.D.P." - 10 bis, rue des Teinturiers - 31300 Toulouse

Composition : "Caractères" - 16 impasse

Bélou - 31200 Toulouse. Tél. 23.96.75

Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos.

Rédaction et administration : AGORA, BP 1214, 31037 Toulouse Cédex

Prix du numéro : 10 F

Abonnement : 5 numéros, 45 F

Abonnement de soutien : 100 F et plus.

Diffusion militante : 5 exemplaires, 45 F
10 exemplaires, 90 F

Pour tout versement : AGORA, CCP 3-716-17 Y Toulouse.

PORTE-MONNAIE

Couplet traditionnel oblige. Depuis deux ans, AGORA se vend 10 F l'exemplaire. Depuis deux ans tout augmente sauf notre revue. Cela ne pouvait durer indéfiniment sans que l'on nous soupçonne d'avoir des fonds secrets ou d'émarger à une quelconque ambassade. Pour couper court à toute rumeur, le prochain AGORA (décembre) se vendra 12 F. Rassurez-vous, nous nous engageons à ne pas publier la liste nominative des radins qui, d'ici là, vont se précipiter pour s'abonner au tarif actuel. Heureux ?



Ont été mis à contribution pour ce numéro : Amoros Solon, Alvarez Tony, Ariso Claude, Auvray Michel, Azam Geneviève, Hernandez Juan, Bisou Fruité, Foisnon Christian, Favraud Hervé, Desgranges Julie, Batellier J.-F., Squatts du 19^e, Vadillo-Aurtenetxe Xavier, Jacques Paoli, et les copains et copines de l'Atelier de façonnage M.D.P., de l'Imprimerie SACCO et de la Coopérative CARACTERES.

DU CÔTÉ DES PRINCIPES

• AGORA est une revue libertaire indépendante de toute organisation. L'équipe de rédaction, composée d'individus ayant par ailleurs leurs propres engagements, n'est pas un groupe réuni sur une stratégie politique. En conséquence, les articles expriment la position de leurs auteurs. Etrangers au sectarisme, nous les publions, non parce que nous nous reconnaissons dans ces positions, mais parce qu'elles nous paraissent intéressantes à diffuser.

« Ils chantent tous ensemble mais chacun chante son propre chant. Ils sont maîtres de la nuit et chacun s'y veut maître de soi. » (Pierre Clastres).



CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST LIBERTAIRES QU'ON N'A PAS BESOIN D'ARGENT !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom

Prénom

Adresse

Abonnements :

5 numéros : 45 F

Par avion : 75 F

Etranger, TOM-DOM : 55 F

Soutien : 100 F et plus.

A retourner à AGORA

B.P. 1214

31037 TOULOUSE-CEDEX

C.C.P. 3-716-17-Y Toulouse

dans ce numéro

HEXAGONE

- 5. Economie : le socialisme à visage austère
- 8. Radios : les "pirates" sont fatigués
- 10. Corse : l'impasse nationaliste
- 12. En marge

CASE LIBRE

- 13. "Squatters" ?

SANS FRONTIÈRES

- 14. Pologne : Solidarność joue et gagne
- 16. RFA : Allemagne, lumière blafarde
- 19. Nicaragua : les Miskitos
- 21. Tutti Frutti.

REPÈRES

- 24. Armée, service compris
- 25. Le mythe égalitaire
- 27. Un service qui rend service
- 29. La gauche et les appelés
- 31. Conscription et armée de métier

KIOSQUE

- 34. Il pleut des livres

ARGUMENTS

- 36. Arts : "toute vraie liberté est noire"

NOTRE MÉMOIRE

- 39. "Tierra y Libertad"

LA ZIT...



Le bloc-notes de bisou fruité

J'ai vingt ans et ça ne me fait pas rire

Quand je serai grand, je serai tueur. Métier d'avenir, profession honnête, ça supporte la carte de visite. Comme à la boxe, t'as des catégories. Côté poids lourds : tu peux être chef d'Etat en Israël ou ailleurs. T'as que l'embarras du choix, l'assortiment est très varié. Si tu te sens pas l'envergure, tu peux te rabattre sur les poids plumes : terroriste rue des Rosiers ou ratonneur à Bastia. Artisanat ou industrie, la matière première ne manque pas. Pour l'instant...

C'est vrai que si t'es tueur artisanal, ça inquiète les voisins, t'as pas la considération... Mais c'est quand même pas toi qu'on va venir faire chier. Pour ça, non. Par précaution, tu peux à la rigueur changer de nom, t'appeler un jour Monsieur Copernic et le lendemain Madame Marbeuf, ça sonne bien et t'as ton nom dans les journaux...

Sauf que tueur industriel c'est plus satisfaisant côté vie familiale. Regarde Begin. Toute la journée il lâche sa diarrhée de bombes, de

napalm, de mitraille... il salive sur les mégatonnes. Six heures : on range les buvards, on ferme le bureau. Begin rentre à la maison, peinant, faire sauter ses petits-enfants sur ses genoux en regardant à la télé les corps déchiquetés des palestiniens : « regarde fifille, c'est papi qu'a fait pan-pan à l'arabe ». Roucoulement admiratif des voisins... Mais, que je

te dise un tueur industriel c'est jamais qu'un artisan qu'a réussi...

Tiens, l'Italie vient de lancer un mandat d'arrêt contre cinq militants d'extrême-droite. La justice socialiste étant égalitaire, sûr qu'on va pas tarder à les arrêter comme on l'a fait pour Scalzone. Y'a qu'à attendre un peu, un tout petit peu... Passe-moi quand même une chaise, j'ai peur de fatiguer.

Jongleur socialiste, c'est pas mal non plus, si t'as le don pour transformer le steack en haricots et les bavures en légitime défense. Et l'oreille des masses t'est acquise. Suppose que les communistes, ou les trotskistes, veuillent manifester parce que charcuter de la sorte les libanais ça les écœure tout de même un tantinet. Tu prends ton téléphone et tu leur dis : « pas de ça mes biquets, vous me feriez tant de peine ! » Et ils se battent pour replier leurs calicots au plus vite. Marx est mort, Lénine aussi, et mois ça va pas très bien.



PARLEZ-MOI DE NOUS

ET LE TIERS MONDE ?

Chouette canard, homogène et diversifié à la fois. Libre de toute organisation, donc de tout sectarisme et d'esprit de chapeau. On prend son pied à le lire... vraiment ! Une critique néanmoins : peu (très peu) d'articles sur le tiers monde. Ça me paraît pourtant être important (et c'est un euphémisme), à moins que je ne fasse preuve de géo-centrisme.

Philippe (La Réunion)

GAFFE AUX B.D.

Pour le "nouvel" Agora, une parution mensuelle serait très importante, mais aurez-vous le temps ? L'argent ? etc. Pourriez-vous nous parler des ventes, des abonnements, du fonctionnement de la revue... Gaffe aux B.D. Pas de B.D. du tout vaut mieux que du remplissage. Un peu de vie quotidienne ça ne fait pas de mal. Comment vivent les libertaires ? Comment se comportent-ils dans les entreprises ? Dans le quotidien, en dehors des manifs, des réunions ?... Les libertaires se situent-ils toujours dans une opposition systématique ou bien sont-ils capables d'aller plus loin et de construire ? Moi je le pense, faut en parler.

Michel (38)

PLUS DE POESIES

Telle qu'elle se présente actuellement, la revue est très chouette. La maquette jolie, l'illustration bonne ! La force d'Agora vient à mon avis de deux faits. D'abord sa présentation donne envie de la feuilleter, attire le lecteur. Ensuite, le non-dogmatisme des articles (ce qui, hélas est rare dans le mouvement anar aujourd'hui) donne envie de la présenter aux autres, de la diffuser. J'aimerais y trouver cependant plus de poésies et des articles tel celui sur Armand Gatti. Bravo et bon vent !

Didier (35)

POUR UNE RUBRIQUE CULTURE

Je trouve votre revue intéressante à bien des égards. J'ai noté malgré tout deux, nous dirons, lacunes. En effet, pourquoi ne pas ajouter à vos diverses rubriques, une rubrique culture (musique, cinéma...) ? L'autre chose qui manque, à mon sens, est la partie régionale. En effet, Agora étant une revue faite à Toulouse pourquoi ne pas y consacrer également un peu de place ?

Alain (31)

NE PAS SE TAIRE

Pendant deux mois les armées sionistes ont massacré systématiquement les populations palestiniennes et libanaises. Indépendamment des critiques politiques que nous pouvons formuler sur l'OLP et la gauche libanaise, ce fait est intolérable. Les libertaires ne peuvent se taire quand des armées massacrent un peuple et encore moins quand c'est au nom d'un racisme ouvert et d'une religion. Le sionisme (comme toute autre idéologie religieuse) va à l'encontre de l'idéal libertaire, du respect des autres peuples et de la paix. C'est pourquoi nous proposons de coordonner nos efforts pour apporter un soutien libertaire aux peuples palestinien et libanais et manifester en France une opposition résolue à la logique de guerre du sionisme.

CLC, 81, Fg. Reclus, 73000 Chambéry.



DES ARTICLES DE SURFACE

Nous nous devons de vous féliciter pour l'effort de présentation que vous fournissez ainsi que la qualité littéraire des articles que contient votre journal ce qui fait certainement d'Agora l'une des revues libertaires les plus agréables à la lecture. D'autre part, nous devons aussi saluer la démarche courageuse qui fait qu'Agora est ouvert à tous et nous savons ce que cela représente de problèmes. Quelques reproches : beaucoup d'articles sont de surface, non pas qu'ils soient mal documentés, bien au contraire, mais l'idée libertaire n'y est que sous-entendue. On a souvent l'impression que la pensée est close ou bien qu'elle est connue du lecteur... De nombreuses interrogations subsistent pourtant : la lutte de classe, les mythes du prolétariat, de l'âge d'or, de la participation syndicale, le scientisme... En résumé, nous souhaiterions un peu plus de théorie, non pas à s'en rendre malade, mais au moins de quoi pouvoir faire réfléchir.

Patrick (49)

LE PIEGE DES NEBULEUSES

Dans le dernier numéro, l'affiche "l'important c'est de participer" m'a particulièrement branché. On voudrait faire un collage sur notre quartier populo de la Goutte d'Or. D'autre part, on est bougrement intéressés pour diffuser Agora partout où ça peut se faire, étant donné que c'est la seule revue "anar" que nous arrivons encore à lire. C'est aussi la seule, à notre avis, qui donne envie à un "novice" de connaître le mouvement sans tomber dans le piège des longs descriptifs et historiques d'organisations nébuleuses, sectaires.

Eric (75)

CANARD INTERNATIONALISTE

Je ne vois pas l'utilité de passer mensuel. Il n'y a qu'à voir dans quel marasme s'enfonce n'importe quelle presse (nationale, militante, régionale...). Il y a bien sûr des problèmes financiers, mais aussi d'importants efforts militants sur de longues durées ! Il faut conserver votre formule bimestrielle, mais en la diffusant plus massivement dans les kiosques de gare (trust Hachette !) et dans les librairies principales des villes. C'est là véritablement un enjeu de taille pour le mouvement qui ne vous en voudra pas, pour une fois, de lancer une souscription pour ce nouvel Agora. Je voudrais faire quand même une critique : c'est qu'initialement votre canard était internationaliste et j'ai l'impression que la partie "Sans Frontière" perd, petit à petit, son importance. Et c'est bien dommage, car c'est fondamental. Ne pouvez-vous pas, avec d'autres revues étrangères, traduire certains articles de lutte pour que nous soyons informés de ce qui se passe ailleurs ? On n'a pas d'autres sources.

Hervé (75)

ECONOMIE



LE SOCIALISME A VISAGE

AUSTÈRE

UN an déjà... et il est encore loin le socialisme. Fini le rêve et les envolées sur la société future ? Il faut revenir aux comptes ? Eh bien, revenons-y : baisse du salaire réel, moins prestations sociales, plus cotisations sociales, plus impôts, égale : le socialisme se fera dans l'austérité.

TOUT semble se passer comme si les premiers mois du gouvernement socialiste avaient surtout servi à construire un consensus idéologique autour du gouvernement, à donner des preuves de bonne volonté, à créer un nouvel espace culturel d'exercice du pouvoir politique. Et le retour aux comptes est douloureux ! Les discours fermes mais rassurants du gouvernement qui nous affirme que contre tous les vents, le cap sera gardé, ne calment pas nos inquiétudes. L'austérité de droite, on connaît ; le projet qu'elle sert, aussi. L'austérité de gauche, nous commençons à l'expérimenter, et le projet qu'elle sert tarde à se manifester concrètement. A force de séparer les moyens, employés ponctuellement mais quotidiennement, du projet futur, fut-il généreux, il y a de gros risques de changement de cap et de perversion des objectifs. Et le cap est modifié dès lors que les contradictions, inévitables pour une gestion socialiste dans le cadre d'un système capitaliste, ne sont plus contradictions vivantes et dynamiques mais s'institutionnalisent dans un mode de gestion qui s'appelle rigueur, solidarité ou austérité.

Quand la droite parlait d'austérité, c'était la levée de boucliers. Le projet de société à laquelle elle nous renvoyait était clair : il fallait sauver le système capitaliste en crise, lui refaire une petite santé. Aux travailleurs de payer la note.

JUIN-JUILLET 81 : LA RELANCE

AU point de vue de la politique économique, il y eut effectivement changement de cap, avec des débats houleux au sein même du gouvernement. La voix de Delors avait du mal à percer, mais son heure ne tarderait pas...

Delors, c'est un fervent de l'économie libérale : pour lui et la sensibilité qu'il représente, les mécanismes de marché sont les plus efficaces pour corriger et amortir les erreurs de décision des entrepreneurs individuels (il était d'ailleurs contre les nationalisations). Mais, toujours selon cette pensée, les économies libérales, entièrement livrées à elles-mêmes, ne peuvent fonctionner. En effet, si les structures sociales sont rigides, les périodes d'accumulation du capital ne profitent qu'aux nantis : l'épargne est alors trop abondante par rapport à la consommation. De ce fait, l'investissement augmente sans que cela corresponde à une augmentation de la demande : la productivité du capital diminue.

Dans cette perspective, la justice sociale n'est plus seulement une revendication politique, mais devient un objectif de politique économique nécessaire au bon fonctionnement du système. Aussi, son action repose sur trois fondements : diminuer les inégalités tout en maîtrisant l'inflation, aider



Où est passé le Socialisme ?

l'investissement pour réduire le chômage et augmenter la compétitivité des entreprises.

Pendant les premiers mois du septennat, c'est le premier fondement qui fut mis en avant. Delors criait déjà aux excès mais c'était le temps des ministres dépensiers. La priorité des priorités était la lutte contre le chômage et les inégalités sociales. Pour cela, le gouvernement mit en place une politique de relance par la demande : augmentation du SMIC et des prestations sociales, créations d'emplois dans la fonction publique... La consommation et la production suivraient. C'était le temps des réformes.

Mais cette relance eut la vie courte. Elle s'est effectuée à contre-courant des économies qui nous entourent, lesquelles mènent la bataille de l'inflation et sont engagées dans un processus d'austérité. Outre le fait que les résultats au niveau du chômage ne pouvaient être spectaculaires, elle s'est accompagnée d'un développement des importations et de plus grandes difficultés à l'exportation, dues, entre autres causes, à un taux d'inflation trop important. Des mesures s'imposent alors et la rigueur est à l'ordre du jour : première dévaluation en octobre 81, ordonnances du 13 janvier 1982, deuxième dévaluation en juin 82 avec blocage des prix et des revenus, ou comment éviter la troisième...

Dans ce contexte, la relance apparaît comme une parenthèse vite refermée, dans un monde en crise, et pour longtemps.

L'AUSTÉRITÉ DE GAUCHE

LA rigueur qui pointe son nez depuis octobre 1981 est aujourd'hui clairement posée. Le gouvernement entend combattre l'inflation pour redresser notre situation extérieure, pour retrouver une compétitivité au niveau international. Dans le même temps, l'investissement des entreprises est stimulé par des aides publiques (aides pour l'emploi, pour l'innovation, financement d'un programme de 140 milliards de francs pour la filière électronique, stimulation de l'épargne populaire...).

Pour lutter contre l'inflation, l'arsenal des mesures est important et varie en fonction de l'idée qu'on se fait des causes de celle-ci. Un point commun marquait la pensée de gauche relativement à ce problème : le refus de rendre les salaires responsables de l'inflation.

Aujourd'hui, il s'agit de rompre la spirale inflationniste prix/salaires en modérant les revendications salariales qui, dit-on, poussent les entrepreneurs à anticiper sur les prix. Le blocage des prix et des salaires de juin à octobre 82 se voulait coup d'arrêt à des enchaînements inflationnistes, une sorte de giflle pour se ressaisir après avoir fait des bêtises. Mais, après la giflle, il faut garder les bonnes habitudes.

C'est le sens des négociations en cours sur le "comment" sortir du blocage. Il est exclu d'opérer un rattrapage des rémunérations : excepté pour les bas salaires, la baisse du pouvoir d'achat sera générale en 1982 (entre 5 et 10 % selon A. BERGERON), le rattrapage ne s'opérant que fin 83. De plus, le gouvernement entend supprimer l'indexation automatique des salaires sur les prix. **Le blocage est un moyen pour, à la sortie, obliger les partenaires sociaux à passer des accords de modération.**

Mais, l'austérité ne concerne pas seulement les salaires directs : les prestations sociales sont touchées (assurance-chômage, maladie, vieillesse et allocations familiales). Pour l'assurance-chômage, on veut trouver 300 milliards de francs d'économies ou de recettes d'ici fin 83. Outre la cotisation des fonctionnaires à l'UNEDIC dès novembre 82, d'autres moyens sont envisagés pour renflouer les caisses : retard de paiement des allocations-chômage de 15 à 20 jours,

de façon à éviter les cumuls de ces droits et des droits aux congés payés au titre de l'ancien emploi, retard pour ceux qui touchent des indemnités de licenciement, calcul des prestations non plus sur le salaire brut, mais sur le salaire net. Bilan : augmentation des cotisations, baisse très probable des prestations.

La phrase de J. Delors, prononcée à l'Assemblée Nationale du 18 juin, prend alors tout son sens : « *les mesures prises par le gouvernement dans la deuxième phase du changement devraient permettre aux entreprises industrielles de prouver leur dynamisme : ... allègement des coûts de production lié à la réduction de la taxe professionnelle et à la modération de la hausse des revenus* ».

Il s'agit donc bien d'austérité, et les moyens utilisés font partie de l'arsenal que la droite a déjà utilisé. Ils sont même plus forts, dans la mesure où il y a un consensus social autour de l'action du gouvernement.

LE CONSENSUS SOCIAL

LE consensus social donne tout son sens et son efficacité à la politique d'austérité. Il est maintenant tristement banal de dire que CGT et CFDT, chacune à leur manière, acceptent la gestion de la crise. Les programmes d'une rentrée sociale qui se place sous le signe de l'austé-

rité, sont éloquentes.

La CFDT donne la priorité à l'expression des travailleurs dans l'entreprise. Pour cette centrale, la mise en place des nouveaux droits doit fonctionner comme compensation face à la perte de certains "acquis", qu'elle n'hésite pas, d'ailleurs, à qualifier de privilèges. Le pouvoir d'achat ne doit être absolument maintenu que pour les bas salaires : cela revient à réduire l'éventail hiérarchique... mais par le bas.

Quant à la CGT, si elle opte pour un ton plus ferme, c'est pour mieux reculer par la suite. Elle refuse toute baisse du pouvoir d'achat et l'écrasement des salaires par le bas, mais affirme très vite son soutien à la politique du gouvernement et la nécessité de privilégier les bas salaires.

Les divergences de vues entre ces deux syndicats tiennent beaucoup plus aux populations auxquelles ils s'adressent et à leur conception du rôle du syndicalisme, qu'à des divergences fondamentales concernant la gestion de l'austérité. Les droits des travailleurs, pour la CFDT, c'est le moyen pour s'implanter dans nombre d'entreprises où le syndicalisme ne pouvait exister du fait de l'intransigeance patronale ; c'est l'expression, sur le terrain social, du projet politique d'un courant du PS (pour simplifier : la sensibilité rocardienne), c'est la mise en avant d'une utilisation du syndicalisme pour une gestion sociale du capita-

Le consensus nouveau est arrivé...





L'austérité expliquée au capital

lisme. Ce faisant, la CFDT s'inscrit parfaitement dans le climat de désillusion qui a porté la gauche au pouvoir et qui n'attend d'elle qu'une meilleure gestion du système.

Pour la CGT, la mise en avant du maintien du pouvoir d'achat contient des accents plus classistes, mieux adaptés à la vieille classe ouvrière qui fournit l'essentiel de ses bataillons syndicaux. C'est aussi l'expression, sur le terrain social du projet politique du PC et d'une partie du PS (dans ce qu'ils ont de commun) : courant centralisateur, visant à mettre en place une économie administrée où l'étatisation de la décision est la garantie de sa portée populaire, quel que soit son contenu. C'est aussi l'expression d'un syndicalisme qui sait respecter la division des rôles Parti/Syndicat.

Le consensus social autour de l'action du gouvernement est bien réel et les anicroches, ou coups de gueule, ne modifient rien sur le fond. Il s'agit d'une austérité contractuelle et non d'une austérité imposée. Qu'elle soit différente de nature parce que contractuelle, ne peut intéresser que les acrobates de la langue française.

Mais nous participons aussi d'une certaine désillusion et nous n'affectionnons guère les amalgames du type : austérité de droite, austérité de gauche, c'est la même chose. Quand on nous dit que "le cap est gardé" malgré tout, quelques fibres vibrent encore, mais elles s'épuisent à rechercher ce grand projet dont on nous parle.

L'AUSTÉRITÉ, POUR QUEL PROJET ?

ET il est des moyens qui pervertissent, dès maintenant, l'objectif fixé. Ainsi l'idée de diminution des inégalités et de resserrement de l'éventail des salaires ne peut que nous satisfaire. Mais, que ce nivellement se réalise par le bas est inacceptable : ce sont les salariés qui touchent entre 4000 et 8000 francs qui feront les frais de l'opération. A leur sujet, peut-on parler de "nantis" ? Qui plus est, le patrimoine n'est quasiment pas touché par l'impôt alors que l'inégalité de la fortune est encore bien supérieure à l'inégalité des revenus. La réforme fiscale tarde à venir et s'annonce fort tiède, ce qui rend d'autant plus inacceptable toute idée de compression des salaires, même si elle s'accompagne d'un resserrement de l'éventail.

En ce qui concerne le blocage des prix et des salaires, ou leur contrôle à la sortie du blocage, nul n'ignore qu'il existe plusieurs manières pour les entreprises de détourner le contrôle des prix (modifications superficielles, lancement de nouveaux produits) alors que le contrôle des salaires et prestations est parfaitement efficace : le rapport de force est inégalitaire et favorise les entreprises. Aucun discours sur la solidarité, mise à toute les sauces, ne pourra résoudre le dilemme de la lutte des classes. N'en déplaise à certains, le 10 mai n'a pas aboli les conflits de classes et il est très dangereux de désigner comme boucs émissaires : les travailleurs qui auraient des demandes inconsidérées ou les entrepreneurs qui, par machiavélisme politique, iraient jusqu'à saborder leur propre entreprise. Il est tout simplement des moments où la volonté politique est impuissante à modifier des données objectives. Faire croire l'inverse est une supercherie. Chevenement a, au moins, le mérite de l'honnêteté quand il déclare au Conseil des Ministres du 31 juin : « L'objectif dans la période actuelle, ce n'est pas le socialisme. »

Aussi restons-nous perplexes lorsque Rocard nous dit que « la rigueur des choix n'est acceptable qu'au prix d'avantages dans d'autres champs de la vie sociale ». Il

désigne là les droits nouveaux des travailleurs, la transformation du système éducatif et le temps libre. Passons sur les deux derniers éléments : nous en sommes toujours au point zéro. Pour ce qui est des droits nouveaux des travailleurs, ils ne peuvent à eux seuls définir un projet socialiste. Même si toute avancée vers une plus grande responsabilisation n'est pas négligeable, il s'agit là tout au plus, d'une meilleure participation à la gestion des entreprises pour les institutions représentatives et l'encadrement. Ce n'est certainement pas la voie de l'autogestion.

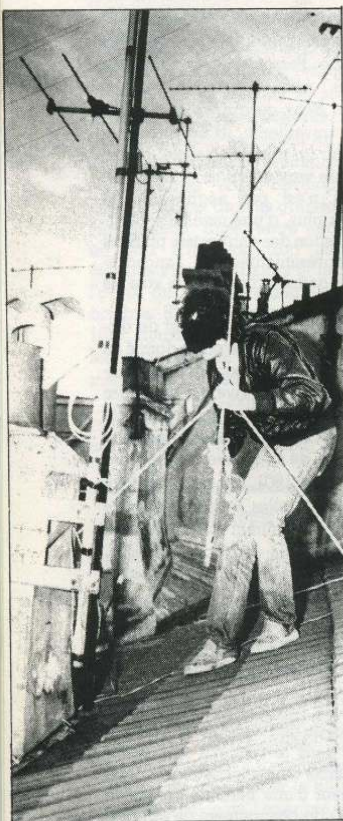
Un autre point d'appui important du discours sur le socialisme est le poids donné au tiers secteur (mutuelles, coopératives, associations) comme modèle vivant d'une autre manière de produire. Cinq projets de loi ont été examinés en juin et Henry prépare une modification de la réglementation des associations loi de 1901. Si ces initiatives sont sympathiques, elles touchent tout de même un secteur d'autant plus marginal qu'il n'est souvent pas productif. De plus, l'institutionnalisation de ce secteur n'est en aucun cas la garantie de son dynamisme : la vie associative ne peut être réellement dynamique et novatrice sans être portée par un mouvement et aucune loi ne palliera ce manque.

Finalement, s'il existe un projet politique au sein du PS et du gouvernement, il tarde à se manifester dans le sens du socialisme. Les premiers mois du septennat ont crédité le gouvernement d'une certaine confiance dans sa volonté de changement ce qui permet encore aujourd'hui la confusion entre le discours sur le socialisme et sa réalité. Il n'empêche que le langage de l'austérité est amer et nous rappelle de mauvais souvenirs. Affirmer la neutralité de la politique économique suivie eu égard aux objectifs, c'est faire semblant de croire que les moyens ne peuvent pervertir l'objectif. Et quand nous sentons que l'objectif de construction du socialisme se réduit à gérer la crise le moins mal possible, il est temps de dire aux gouvernants que nous n'ajouterons pas la résignation à notre désillusion.

Geneviève AZAM
(Septembre 82)



Maurois face aux patrons : « Je me rends ! »



RADIOS LIBRES

LES "PIRATES" SONT FATIGUES

C'ÉTAIT le 24 août 1979 au micro de "Radio Riposte". Une voix s'élevait contre la répression giscardienne qui frappait les radios libres : « Dans l'histoire de la France, il y a toujours eu des moments où les hommes ont dû prendre des risques pour la liberté ». Cette voix avait un visage, et ce visage un nom : François Mitterrand. Trois ans plus tard, en son nom, une commission Holleaux profite de l'accalmie des mois d'été pour brader une liberté d'expression que nombre de radios libres avaient d'ailleurs jetée aux orties depuis un certain temps.

S'IL fut un beau rêve, ce fut bien celui de la libération des ondes. L'évolution de la technique, par la miniaturisation et la banalisation de l'électronique, permettait de favoriser enfin l'expression de tous, d'envisager une transformation radicale de la radio en tant que moyen de communication. Après toutes ces luttes, entrecoupées de véritables westerns avec les policiers, on aboutit aujourd'hui à l'inverse de ce qu'on cherchait à obtenir : un nouveau quadrillage de la parole.

QUELQUE CHOSE BOUGEAIT

IL est un fait que la plupart des radios ne sont pas nées des luttes, mais de besoins complémentaires : élargir le champ de l'expression libre, permettre aux gens de maîtriser leur propre communication par l'appropriation d'une technique légère. Le schéma centralisateur traditionnel (professionnel-spécialiste-émetteur/canal/sujet-récepteur-passif) était battu en brèche en faveur d'une communication bi-directionnelle (émetteur-récepteur/canal/récepteur-émetteur). Et tant pis, parfois pour la qualité : la liberté était au bout du micro. Il ne fallait pas prendre la parole, mais la donner.

En ce sens, les radios libres rejoignaient les luttes. C'étaient les événements qui étaient au poste de commande, par la radio, sinon par le fait qu'elle prenait une part active à ces événements. Radios d'intervention et d'opinions quand elles devenaient le lieu

d'expression privilégié de tout un mouvement (Lorraine-Cœur d'acier). Mais aujourd'hui, où sont passés les mouvements ?

Et où sont passées les radios libres ? Celles qui servaient de moyen technique à une lutte ont tout naturellement disparu avec celle-ci. N'en doutons pas, elles renaîtront à la moindre occasion. Quant à la majorité des autres elles se sont peu à peu dévoyées sur le terrain du professionnalisme et du "divertissement" : à l'endroit même où les besoins financiers s'alourdissent, où les requins de l'information guettent, où la liberté disparaît au profit de la bêtise.

RIEN QU'UN 33 TOURS DANS MON SAC

C'E fut la plongée dans l'apolitisme. Sur Paris, la radio "RFM" se présentait ainsi : "Particularité : ni commentaires, ni débats, ni interviews". On tournait le dos à la réalité qui, selon un sondage, voulait que 63 % des auditeurs écoutent la radio pour avoir des nouvelles. Mais en même temps, on cessait d'avoir l'ambition d'être une radio libre, pour être une radio tout court. On faisait appel aux professionnels de l'information qui croyaient voir dans les radios libres des débouchés monnayables à long terme. Quant aux autres, ce qui les faisait marcher, c'était l'espoir d'une reconversion sociale. Les animateurs de radios libres à défaut de luttes cherchaient un métier.

L'alternatif débouchait, une fois de plus sur l'arrivisme.

Et, plus la qualité de l'écoute augmentait, plus l'intérêt des émissions baissait. On a tellement recopié les clichés du monopole, que certaines radios ont bien mérité le titre de "radios carbonées". Quant aux dernières venues, elles n'avaient souvent qu'un 33 tours dans leur sac. Il fallait faire front à l'arrivée sur le terrain des intérêts commerciaux, financiers ou politiques.

Grâce à tous ces éléments, le pouvoir socialiste pouvait entamer sa dérive. Première étape : Paris où se bousculaient plus de 150 demandeurs. Jouant la division, l'Etat n'a pas lâché son monopole puisqu'il n'y a que des dérogations précaires et révocables. Et, de plus, ménageant certaines sensibilités (associations puissantes, presse, politiques), il a même accordé des fréquences à des radios qui n'étaient qu'à l'état de projets. Ceux qui n'avaient rien fait pour libérer la parole des ondes, quand ils ne l'avaient pas purement et simplement combattu, se retrouvaient aux premières places.





Un lieu stratégique de pouvoir.

TU VEUX MON SOURIRE, ACHÈTE MON DENTIFRICE

B IEN sûr, on a d'abord servi les siens, ceux du sérail (par exemple Léo-Lagrange et la Ligue de l'enseignement), on a admis un émetteur confessionnel, une fréquence de presse, et, comble, Radio Service Tour Eiffel (autrement dit Radio Chirac). Cette dernière est l'exemple extrême des radios que nous prépare l'avenir. Comptant 27 professionnels, elle est financée à 25 % par la mairie, 20 % par les organismes consulaires et le reste par des "dons" ! Fusionnant avec "Vocation" de M. Bleustein-Blanchet elle s'appuie sur la puissance de l'argent et le pouvoir municipal.

La guerre de la publicité dans les radios libres n'est pas finie. Dans ce débat, la confusion est reine et on n'hésite pas à faire feu de tout bois. Bien sûr, on trouve les plus gros opposants à cette publicité chez les patrons de la presse régionale qui voient là une concurrence dangereuse et réelle, quand on sait que le prix de revient de 30 secondes de publicité radio est quasi nul et permet des marges bénéficiaires qui peuvent atteindre 98 %, alors que le journal ne peut guère espérer dépasser les 40 %.

Côté partisans de la pub, évidemment nombre de radios qui assurent que celle-ci garantirait leur indépendance. Ce serait bien la première fois qu'on assisterait à un tel paradoxe. A la Libération, par exemple, la publicité a peu à peu condamné à mort la presse d'opinion. En réalité, ce qui fait peur à certains c'est que l'absence de publicité pénalisera les radios sans liens avec des projets

sociaux et qui vont se voir obligés de concurrencer les tics du monopole, de s'appauvrir culturellement et politiquement. Ainsi, par la publicité, des stations même sans intérêt social (et on en connaît de grosses, voir les radios périphériques) pourront envahir les ondes et... durer.

LE POUVOIR NE SE SUICIDE JAMAIS

L A lutte pour les ondes commencée à Paris cet été va encore faire rage en France où 600 radios briguent leur place au soleil. Elle serait pourtant facilement réglable si les critères retenus étaient ceux de la liberté et du véritable changement. Mais l'information est un lieu stratégique de pouvoir trop important pour que l'Etat y cède plus d'espace qu'il n'est nécessaire. On sait qu'entre 87,5 MHz et 100 MHz on peut placer 42 stations. Pourquoi alors, en avoir dérogé si peu ? D'autant plus, que si on libérait la bande 104 à 108, détenue par le ministère de la défense qui ne l'utilise même pas, on pourrait atteindre le chiffre de 68 radios possibles.

Mais il ne reste plus que quelques "fous" pour avoir de telles revendications et plus personne pour oser passer à l'action directe en occupant les fréquences. La première révolution radiophonique est à l'agonie et le pouvoir n'a pu que l'achever. Les "radioteurs" se sont installés dans une profession au lieu de continuer de monter à l'assaut d'une parole immédiate et active, liée aux mouvements sociaux.

Hervé Favraud

POUR QUE VIVE "RADIO-LIBERTAIRE" !

P ENDANT que nous bronçons sur nos plages, "Radio-Libertaire" a été écartée de la liste des radios autorisées sur la bande FM Paris. Cette mesure a provoqué une émotion assez vive et un courant de solidarité (qui ne devrait pas se démentir) dans l'ensemble du mouvement libertaire international.

Emettant depuis maintenant quatre ans, et régulièrement depuis septembre 1981, sur 89,5 MHz, "Radio-Libertaire" avait réussi à conquérir un public assez large pour que certains sondages lui attribuent quelques 70 000 auditeurs. Dès la mi-juillet, s'est engagée une bataille pour sa liberté d'expression, bataille dont les périphéries sont à la mesure des voltes-faces socialistes. La mobilisation, difficile en ces mois de vacances, a quand même été exemplaire comme les faits en témoignent.

- mi-juillet, la commission Holleaux déclare « ne pas trouver » le dossier concernant "Radio-Libertaire". Après les actions des jours suivants, comme par hasard, le dossier réapparaît.

- 15 juillet, manifestation à l'Assemblée nationale, marquée par des agressions policières.

- 16 juillet, rassemblement devant la Maison de la Radio,

- 17 juillet, manifestation des radios libres,

- 20 juillet, à l'appel de "Radio-Libertaire" une manifestation "mixte" (autos et piétons) a lieu de la République à la Bastille,

- 21 juillet, grève de "Radio-Libertaire". Elle n'émet qu'un "bip-bip" permanent, image de ce que seraient les ondes si la censure socialiste s'imposait. D'autres radios libres se joignent à l'action.

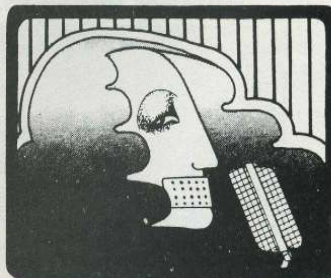
- 22 juillet, création du Comité Risposte regroupant les radios non dérogées,

- 23 juillet, "Radio-Libertaire" en appelle à la solidarité internationale et demande aux auditeurs d'écrire ou de téléphoner aux ministres concernés,

- 5 août, "Radio-Libertaire" est citée à la télévision par G. Fillioud qui reconnaît que « le mouvement anarchiste faisant partie du patrimoine culturel et historique de la France, devrait avoir la possibilité de s'exprimer... »

Depuis, sans que rien ne soit résolu, "Radio-Libertaire" continue d'émettre dix-huit heures par jour, avec le seul concours de bénévoles, sans publicité, ne vivant que par l'auto-financement de ses animateurs et de ses auditeurs.

Serait-ce parce qu'elle a quelque chose à dire qu'on l'a écartée ? C'est en tout cas une des raisons pour lesquelles il faudra la soutenir contre une éventuelle répression afin qu'une "voix sans maître" puisse continuer à se faire entendre dans la capitale.



"Radio-Libertaire", 145, rue Amelot, 75011 Paris.



CORSE

L'IMPASSE NATIONALISTE

LA Corse : une île imprégnée de tous les caractères qui font la colonisation. Ne serait-ce que d'un point de vue économique : le règne du "tout-tourisme", le désert industriel, et donc l'absence de classe ouvrière par rapport à un secteur tertiaire pléthorique, une agriculture où l'omniprésence de la vigne perturbe une production plus variée. Et puis, il y a aussi une culture étouffée, le pouvoir sans partage des clans, la présence militaire...

L y a loin du projet de statut de l'île défini en 1977 par les socialistes corses, repris la même année par le parti dans sa proposition de loi du 18 décembre 1980, confirmé par Mitterrand lors de sa campagne, promis par Gaston Defferre aux élus corses le 6 août 1981, et celui qui a été soumis aux électeurs cet été. Le Sénat lui avait d'ailleurs donné le coup de grâce en ne retenant que deux offices sur les six de prévus. Il n'en est resté qu'une peau de chagrin puisque l'assemblée corse, si elle gèrera les affaires de la région, est toutefois privée de toute possibilité législative. De plus, tout ce qui relève de la justice, de la défense, de la politique étrangère, douanière ou monétaire, reste exclusivement du domaine national. Enfin, bouquet final, elle peut être dissoute par le Conseil des Ministres... Comme quoi, la gauche française n'abandonne pas si facilement son idéologie jacobine.

On comprend que malgré leur trêve

d'avant le 8 août, les militants du FLNC aient dénoncé ce statut comme « une permanence du colonialisme ». Selon eux, il « n'a pour unique but qu'un abandon d'un pouvoir de façade aux mains de la classe politique locale, cautionnée par les états-majors autonomistes ». Les résultats des élections, et l'arrivée à la présidence de l'assemblée de Prosper Alfonsi (MRG) semblent venir confirmer ces inquiétudes.

L'ALTERNATIVE ECONOMIQUE

CETTE classe politique, toute plus ou moins liée aux clans, reste tributaire d'une vision économique pour le moins continentale, quand elle n'est pas, purement et simplement, capitaliste bon teint. La droite, bien sûr, s'y retrouve, mais la gauche n'est pas en reste quand parfois elle envisage une économie largement dépendante de l'Hexagone et de la "drogue douce"

de l'aide sociale.

Car la Corse, comme l'affirment les autonomistes, n'est pas tant sous-développée, que contre-développée, et il serait une erreur de poursuivre une aide à la consommation sans envisager prioritairement un soutien à une production différente. L'aide à la consommation, on sait ce qu'elle a signifié jusqu'à aujourd'hui : intermédiaires, magouilles, développement tributaire du tertiaire, dépendance territoriale...

Quant à ce que serait une aide à la production, c'est là que le débat commence : car de quelle production s'agit-il ? C'est la réponse à une telle question qui constitue la véritable ligne de partage entre les tenants d'un capitalisme géré à gauche et ceux qui défendent une marche réelle vers le socialisme. Les premiers, en tête desquels se place le PCF, rêvent d'un "tout-industriel" comme la droite construisait un "tout-tourisme". Ils lorgnent vers les secteurs à haute valeur ajoutée, sont prêts à abandonner certaines activités vitales mais menacées, se heurtent, tôt ou tard, à l'étroitesse du marché local, et finissent par s'en remettre à l'Etat centralisateur.

L'autre choix serait celui d'une économie plus auto-centrée, s'appuyant sur les ressources locales et donnant la maîtrise des principaux moyens de production à la région, sans craindre de s'opposer aux tendances d'un marché qui jusqu'ici a mené la Corse à l'agonie. Partir des besoins de la population et favoriser les petites unités de production, les autonomistes s'y disent prêts. Mais ceci ne serait qu'un coup d'épée dans l'eau, un simple rajeunissement du système, si les salariés

C'EST DÉJÀ DE L'HISTOIRE



• 1964, avril :

Max Siméoni fonde le CEDIC (Comité d'Etudes et de Défense des Intérêts Corses). Premier pas vers le mouvement autonomiste.

• 1968, 31 juillet :

fondation du FRC (Front Régionaliste Corse) par la fusion de différents groupes culturels dont le CEDIC.

• 1969 :

Scission du FRC. A droite se constitue l'ARC avec Siméoni. A gauche se poursuit le FRC avec Santoni, auteur de "Main Basse sur l'île", aujourd'hui candidat du PS dissident.

• 1970 :

Affaires des boues rouges de la Monte-

dison.

Création du PCP (Parti Corse pour le Progrès) qui est aujourd'hui une des composantes de la CCN (Consulta di i comitati nazionalisti).

Le FRC évolue vers une analyse "lutte de classe et colonialisme".

• 1973, avril :

le FRC se transforme en PPC (Parti du Peuple Corse).

• 1974, 22 mars :

premiers attentats nationalistes revendiqués par le Front Paysan corse de libération et par "Ghjustizia Paolina".

• 1975, avril :

affaire d'Aléria. Les Simeoni et l'ARC occupent la cave Delpelle pour protester contre la fraude viticole. Deux gendarmes



Yves Stella. Libéré lors de l'amnistie ayant suivi les élections présidentielles.

de ces petites unités devaient connaître une exploitation similaire à celle qui sévit dans l'Hexagone et ailleurs. Faire le pas vers une production autogestionnaire ou recréer une bourgeoisie, corse cette fois-ci, bien sûr, tels sont les deux chemins qui s'offrent au mouvement autonomiste. Mais si tout mouvement d'identité nationale s'oppose à la mondialisation du capitalisme, il est rare que cette réalité soit transformée en une option sociale.

NATIONALISME OU SOCIALISME

C'EST surtout vers l'UPC qu'il faut se tourner pour analyser les évolutions possibles du mouvement corse, car le FLNC marginalisé par les dernières élections, et malgré des réflexions politiques plus justes menées par sa vitrine légaliste (la C.C.N.), risque fort de se retrouver enfermé dans l'impasse militariste.

L'UPC de Simeoni, grand vainqueur de ces dernières élections, se dit prête à avancer sur la voie de la décolonisation et à se tourner vers une stratégie d'économie autonome. Mais, point trop n'en faut, et Simeoni affirme que « le socialisme pour la Corse, ce n'est pas la priorité. Il (faut) qu'on impose d'abord la démocratie. S'il y a démocratie, le colonialisme s'effondre de facto ». De telles déclarations confirment ce que l'on savait déjà : l'UPC n'a pas de projet social défini et ne voit de solutions que dans de simples transformations de l'institutionnel. Les raisons sociales d'un tel apolitisme ont été clairement cernées dans un récent article paru dans "Le Monde" : « Cette ligne politique constante depuis vingt ans résulte d'un choix stratégi-

que, mais aussi et avant tout d'un ancrage du mouvement autonomiste dans la société insulaire. En effet, le courant représenté aujourd'hui par l'UPC naît et se conforte dans les années 60 sur la base d'un mécontentement et de la marginalisation des classes moyennes exclues du processus de développement programmé et mis en œuvre par l'Etat. L'ARC, puis l'UPC, expriment le sentiment de frustration de ces classes moyennes, revendiquent leur droit à l'existence, mais ne remettent pas en cause fondamentalement le type de développement économique imposé à l'île ».

Cette réalité se trouve actuellement renforcée par le fait que l'UPC a fait de sa présence dans les institutions, un axe stratégique privilégié où elle risque de s'engloutir. En y entraînant toutes les contestations possibles, ou en empêchant qu'elles s'expriment, selon la règle qui veut que tout nationalisme « tend à se subordonner l'ensemble des mouvements sociaux au nom d'une unité nationale réelle ou à construire ». Le retour de Max Simeoni à la vie politique, après trois ans d'absence, consacre la force d'un courant réformiste qui prône le « désamalgame net avec l'indépendantisme ».

A partir de l'handicap nationaliste, il reste peu d'espace pour construire un au-delà du capitalisme, et l'action des nouvelles structures (assemblée, offices) risque fort de n'aboutir qu'à renforcer le pouvoir des notables locaux ou, à la limite, à en créer de plus modernistes.

Jacques PAOLI

LE DANGER RACISTE

LES étrangers représentent 23 % de la population totale de l'île, dont 60 % sont des maghrébins vivant en grand nombre dans les quartiers insalubres de Bastia. Par rapport à la population active, le chiffre de cette immigration est encore plus éloquent puisqu'il s'élève à 30 %. Il est vrai que les jeunes Corses désertent les emplois à cause des conditions de travail et des bas salaires (1). Ainsi, dans l'agriculture 48 % des emplois sont détenus par les étrangers et 57 % dans le bâtiment et les travaux publics.

C'est dans ce contexte que du 29 juin au 17 août on a pu compter jusqu'à 18 attentats racistes à Bastia sous le mot d'ordre : « Arabi fora ! ». Le rejet des immigrés par une partie importante de la population est malheureusement réel. Mais la responsabilité des politiques n'en est que plus accablante. De peur de perdre des voix, tous, y compris l'UPC, ont pris un temps de réflexion avant de condamner ces attentats. Seule, la CCN s'est immédiatement élevée pour défendre « les travailleurs immigrés, déracinés et surexploités ». Ce qui n'est pas allé d'ailleurs sans ambiguïtés. Ainsi, dans un même entretien (2), Yves Stella déclare : « nous ne transigerons jamais sur le racisme » pour ajouter un peu plus loin : « pour nous, il n'y a qu'une communauté maltraitée ici, les Corses. Les autres doivent être respectées, mais suivre ».

Ces silences ou ces ambiguïtés ne président rien de bon quant à la politique future des autonomistes. Lorsqu'un Simeoni déclare que « droite-gauche » ça ne veut rien dire, que pour lui, le combat passe « entre adversaires et défenseurs du peuple corse » on peut craindre que dans cette idéologie fumeuse, les immigrés se retrouvent les premiers sacrifiés et les attentats racistes involontairement justifiés.

1) Salaire moyen en 1979 : 2 800 F (France : 3 700 F)

2) "Libération", 27/8/82



sont tués ; l'ARC est dissous.

• 1976, 4 avril : FPCL et "Ghjustizia Paolina" créent le FLNC.

• 1976, 4 mai : l'ARC renaît sous l'étiquette APC.

• 1977, janvier : Libération de Simeoni.

• 1977, 14 août : premier congrès de l'UPC (Union du Peuple Corse).

• 1978, juin : arrestation d'Yves Stella, membre du FLNC qui deviendra après sa libération le leader de la CCN.

• 1980, janvier : affaire Bastelica sur les polices parallèles de "Francia". A Ajaccio, deux passants et

un CRS trouvent la mort.

• 1981, avril : le FLNC décide une trêve de ses "actions militaires", tandis que l'UPC et le PPC appellent à voter Mitterrand.

• 1981, 8 juillet : l'amnistie présidentielle libère 67 "patriotes".

• 1982, 11 février : nuit bleue du FLNC conçue comme un "avertissement au pouvoir" socialiste.

• 1982, 8 août : élections pour l'assemblée corse. L'UPC a 7 élus, et le PPC un.

• 1982, 20 août : nuit bleue en Corse du FLNC. 90 attentats. Simeoni condamne cette violence.

EN MARGE

PAIX SOCIALE PROGRAMMÉE

Au mois d'août ont été votés les premiers textes du vaste projet Auroux portant sur les droits nouveaux des travailleurs. A la fin de l'automne, sans surprise, l'ensemble du projet entrera en application. Depuis de mois on sait dans quel esprit a été rédigés ces documents qui prennent leur source dans le courant rocardien.

On peut d'ores et déjà à travers les premières mesures votées, relever certains éléments. D'abord, à propos du règlement intérieur dans les entreprises : celui-ci devra être révisé dans l'année, mais seulement dans les boîtes de plus de 200 salariés (soit 150 000). Les PME restent exclues de cette mesure. D'autre part, le règlement ne porte que sur l'hygiène, la sécurité et les sanctions. Dans ce dernier cas, le licenciement lorsqu'il est prononcé par le patron, doit être "justifié", ce qui ne change guère par rapport à la situation actuelle. Par contre, il y a quelques mois, la CGT proposait la mise en place du veto syndical en cette matière. Cette mesure, nettement plus radicale, non seulement n'a pas été retenue, mais la CGT elle-même en proie au réalisme l'a oubliée.

Le projet rend également obligatoire la négociation sur les salaires, la durée et l'organisation du travail. Encore une fois, Auroux limite le champ d'application aux entreprises de plus de 200 salariés. Ailleurs, il la recommande... Les syndicats, et surtout bien sûr la CFTD, appuient nettement ces mesures. Maire affirme que "l'extension du champ de la négociation suscite l'intelligence collective, ouvre de nouveaux espaces de libertés, permet aux travailleurs d'être directement acteurs du changement". Il est certes évident que le projet vise à faire intégrer par les ouvriers les difficultés de l'entreprise. Mais on imagine mal, par exemple, les hausses de salaires importantes qui puissent être obtenues par ces moyens, puisque pour dénoncer un accord, il faudra l'avis favorable de la totalité des signataires. Bref, pour augmenter le salaire, baisser le temps de travail, il faut l'accord... du patron... Les deux derniers textes renforceront la présence syndicale qui sera permise à tous les salariés, quelle que soit la taille de l'entreprise. Dans le cadre des C.E. et dans celui des Conseils d'atelier, le pouvoir syndical est accru. Le C.A. devient la structure tampon entre le patron et les salariés. Le syndicat est ainsi consacré en tant qu'outil institutionnel de négociation, de gestion.

Ces "droits nouveaux" pourraient à la longue transformer les entreprises, dans la mesure où ils cherchent à faire régner la "paix sociale" par l'entremise de l'encadrement syndical. Pour Auroux, "l'entreprise est d'abord un lieu de travail et elle doit le rester". Exit les conflits et les rapports de force. En avant pour la cogestion. On ne peut évidemment attendre d'un gouvernement, tout de gauche soit-il, qu'il s'inscrive dans une alternative différente.



"PARTIS PRIS", C'EST FINI

Lieu de débat de nombreux militants ayant rompu avec le schéma léniniste, "Partis Pris" jette donc l'éponge après 4 années d'existence et 35 numéros parus.

La disparition d'une revue proche est toujours le signe d'un rétrécissement des libertés, d'une régression de nos combats. Les problèmes financiers n'étant pas à l'origine de ce décès, il nous semble plus efficace d'en comprendre les raisons politiques que de se lamenter :

- avoir misé sur les mouvements sociaux au moment même où ceux-ci battaient de l'aile ;
- avoir cru que la victoire socialiste pourrait servir de détonateur, d'où la signature d'appels à d'hypothétiques regroupements (tels "C'est l'heure") ;
- avoir échoué dans la tentative de fusion avec "Franc-Tireur" et "Tumulte" ;
- avoir, enfin et surtout, échoué dans sa volonté de "remplacer les certitudes anciennes par des nouvelles".

Fatigue des rédacteurs et mauvaises appréciations politiques sont donc venues à bout de "Partis Pris". Aujourd'hui, les anima-

teurs de la revue proposent la création d'un réseau de débat (l'APRES : Ateliers Populaires de Réflexion et d'Expérimentation Socialiste) ayant pour but de "proposer aux mouvements sociaux (et au pouvoir) des réformes radicales" afin d'"empêcher la gauche de creuser sa propre tombe".

On pourrait être tenté de leur souhaiter bonne chance, même si d'aucuns augurent déjà l'issue fatale d'une telle option politique : l'échec ou l'intégration. Pour notre part, nous préférons à celui-là, les autres partis-pris.

TUONS FRANÇAIS

L'embargo sur les ventes d'armes à l'Argentine exigé lors du conflit des Malouines par la Grande-Bretagne, la RFA, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas a été rompu au cours du mois d'août par le gouvernement français. Considérant que le conflit ayant pris fin, plus rien ne s'opposait à ce que l'on "honore les engagements pris" en 80, la France livrera donc neuf avions "Super-Étendard" avec ses missiles correspondants.

A l'instar d'Israël qui saura, n'en doutons pas, tirer de juteux profits de son "expérimentation militaire" au Liban, la France socialiste n'a nullement l'intention de laisser tomber dans l'oubli l'impact, commercialement exploitable, des exploits de ses trop fameux "Exocet".

Sur la lancée, Charles Hernu profitait de sa visite officielle au Brésil, en septembre dernier, pour



PÉTITION

Le 8 mars 1982, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, François Mitterrand, président de la République annonçait pour la rentrée le remboursement de l'interruption de grossesse par la Sécurité Sociale.

Aujourd'hui, ce débat n'a pas été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale et, de ce fait, se trouve remis en cause pour la rentrée !

Le remboursement par la Sécurité Sociale est une mesure minimum indispensable de justice sociale ; il est loin de résoudre l'ensemble des problèmes posés par l'avortement, mais la Sécurité Sociale est un acquis des travailleurs et nous devons exiger ce remboursement, et nous devons exiger aussi que les engagements pris par le Président de la République soient respectés. Les femmes attendent de ce gouvernement qu'il tienne ses promesses.

Pour marquer notre volonté, une manifestation nationale aura lieu le samedi 23 octobre 1982.

Rejoignez-nous !

Planning Familial ; CNAFAL (Association Familiale Laïque) ; CSF (Confédération Syndicale des Familles) ; CSCV (Confédération du Cadre de Vie) ; SMG (Syndicat de la Médecine Générale) ; USM (Union Syndicale des Médecins) ; URP CFTD ; MLAC ; Coordination des Groupes Femmes ; Collectif Bichat.

signer un accord franco-brésilien de transfert de technologie navale militaire.

La volonté déclarée de "moraliser" les ventes d'armes n'a pas fait long feu. Le faux dilemme entre "le possible" (faire vivre un secteur employant 300 000 personnes) et "le souhaitable" (ne plus fournir les pays ne respectant pas les droits de l'homme) s'est soldé, une nouvelle fois, par la victoire du premier...

L'Etat donnant l'exemple, le groupe "Saviem-Creusot-Loire" ainsi que "Panhard" pourront renouer leurs discussions concernant la fourniture à l'Argentine de blindés légers anti-émeutes.

La France restera donc au troisième rang mondial des pays marchands de canons. C'est tout au moins ce à quoi s'attache la gauche au pouvoir, qui a fait sien le slogan des communistes et des marchands de canons : "Fabriquons et vendons français".

L'AVORTEMENT AVORTE

La droite nous avait habitude à des déclarations "savoureuses" en matière d'avortement. Mais, cet été, Bérégovoy a battu tous les records. A peine installé dans ses nouvelles fonctions de ministre des Affaires Sociales, il a renvoyé sine die le projet de remboursement de l'IVG. Il a même été jusqu'à avouer qu'il ne s'agissait pas d'une affaire d'argent (200 millions pour une Sécurité déjà en déficit d'un milliard, ce n'est effectivement pas grand chose), mais un problème de morale ! En somme, un consensus devait être réalisé. Avec qui ? Avec "Laissez-les vivre" ? Quand ? Vers l'an 2000 ? On connaît la chanson, sauf qu'après l'engagement pris par Mitterrand sur ce problème le 8 mars dernier, on espérait ne plus l'entendre. Et bien non ! La France profonde, à la veille des municipales, peut être rassurée : les socialistes au pouvoir assimileront toujours l'IVG à un acte honteux ou tout au moins marginal. Les femmes continueront donc à fréquenter les établissements publics non équipés pour pratiquer des IVG, les mineures devront toujours demander l'autorisation de papa/maman, l'IVG ne pourra être pratiquée que dans des délais limités, elle ne sera remboursée qu'à 75 %. Le réalisme électoral l'a emporté sur la liberté d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants, sur la libre disposition de son corps.

Il est vrai que le mutisme des mouvements de femmes (et ce ne sont pas les seuls) depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, n'a pu que contribuer à ce net recul. Pourtant, à l'annonce de cette mesure, le Planning Familial et plusieurs organisations dont le MLAC et la Coordination des groupes femmes, lancent une pétition minimum. Loin de reprendre les revendications les plus radicales (dépenalisation, suppression de toutes les restrictions, remboursement à 100 %...) elles demandent que le gouvernement tienne ses promesses. Pour appuyer cette simple pétition une manifestation aura lieu à Paris le 23 octobre. Moment important, même si les exigences d'hier ont été corrigées à la baisse.

CASE LIBRE

Une page blanche
offerte en toute liberté
à un mouvement.

UNE CERTAINE PRESSE

NOUS APPELLE "SQUATTERS"...

LE 30 juillet, à 10 h 30, à Paris des policiers du 19^e arrondissement s'introduisent par effraction, sans aucun mandat dans une maison occupée par le Collectif d'Initiatives et d'Animation de l'Ourcq, et embarquent manu-militari les personnes présentes. Cette opération policière totalement illégale, décidée alors qu'aucune procédure d'expulsion n'a été engagée, a pu être limitée grâce à l'intervention rapide de la Coordination des Occupants Rénovateurs du 19^e. Mais qui sont et que veulent ces Occupants ?

PARCE que nous refusons : le racket des agences immobilières, la liquidation de la loi de 1948, la mégalomanie de la ville de Paris et des promoteurs privés, depuis un an se développe un mouvement d'occupation des maisons vides dans le 19^e. Ce mouvement a pour but de créer des espaces de vie, tant individuels que collectifs, qui permettent à ceux qui les prennent en charge de développer des activités associatives sur le quartier, ainsi que des lieux de rencontre et d'expression.

Cette démarche s'inscrit dans la lutte pour le droit au logement à Paris, face au gaspillage dû à la spéculation (100 000 logements vides, l'exode vers les banlieues des personnes aux faibles revenus). Des associations participant à ce mouvement, regroupées au sein de la Coordination des Occupants Rénovateurs du 19^e, se voient aujourd'hui attaquées par le biais des procédures d'expulsion, dont nous contestons la légitimité. De plus, nous réfutons la juridiction expéditive du tribunal d'exception que sont les référés.

Une certaine presse nous appelle "squatters". Une façon d'essayer de faire croire que nous sommes venus "d'ailleurs" et que nous sommes des voleurs de maisons... En réalité, les vrais voleurs de maisons sont ceux qui : les accumulent, les louent à des prix exorbitants, les vendent à des promoteurs, les laissent vides et abandonnées (parfois plusieurs années en attendant, comme on dit, "le créneau"), et acceptent sans honte de les voir cassées à des prix d'or, parce que le mètre carré de terrain vaut encore plus cher que ce qu'il y a dessus.

La vérité, c'est qu'on est comme vous, exactement confrontés aux mêmes urgences : se nourrir, se loger, rompre la solitude... A Paris, 100 000 logements sont vides et fermés ! Alors, nous avons ouvert et habité cette maison. Et, à visage décou-



vert, nous l'avons aménagée, rénovée, meublée, afin d'y vivre agréablement et, aussi, afin de la partager au maximum. C'est pourquoi cette maison est également un lieu d'associations ouvert sur le quartier.

Pourquoi veulent-ils nous chasser ? Justement pour empêcher cette ouverture, parce qu'elle est un démenti opposé, dans les faits, aux gaspillages et aux réalisations de prestige ; parce que cette ouverture est la démonstration qu'il est possible de se prendre en charge ; que c'est "contagieux" et que c'est ça qui est dérangeant !

L'expulsion n'est pas une fin... Le problème de notre logement, et aussi le vôtre, reste non résolu. Et l'animation dans les quartiers ne se résume pas au tango des

matraques. De toutes façons, on continue... D'une certaine façon, on y est obligés. Et puis comme vous, sans doute, on ne veut plus se contenter de survivre... on veut aussi vivre !

Occuper les maisons vides, c'est lutter au quotidien, c'est reprendre le pouvoir sur notre propre vie.

Les occupants-rénovateurs
du 38, rue de l'Ourcq.

Tél. 203.70.34

Permanences le jeudi de 19 h à 21 h.
(Association d'animation recherche en psychiatrie sociale ; Agence presse chômeurs ; Association solidarité soutien expression ; Collectif aide solidarité animation ; Comité habitat et rénovation ; Collectif initiative animation Ourcq ; Comité action locale vie associative ; Comité action prison justice).

SANS FRONTIERES

POLOGNE

SOLIDARNOŚĆ A LA CROISÉE DES CHEMINS

DANS quelques mois, le pouvoir polonais aura bien du mal à fêter dans l'enthousiasme l'anniversaire du coup d'Etat du 13 décembre. Les neuf mois qui se sont écoulés depuis ont eu le visage de la répression. Dans tous les autres domaines, le WRON (conseil militaire de salut public), s'est révélé totalement impulsant.

LA situation économique s'est dégradée de façon alarmante. Malgré la militarisation, les usines fonctionnent bien en dessous des normes prévues. Dans le secteur des biens de production la baisse dépasse les 11 %. Ce chiffre officiel est d'autant plus révélateur qu'il s'agit d'un domaine particulièrement soutenu depuis un an par l'Etat. Dans les villes, les queues devant les magasins, le plus souvent vides, sont devenues phénomènes quotidiens. Pour les 7 premiers mois de l'année, on constate une baisse de 25 % des revenus réels de la population et une hausse de 104 % du coût de la vie. En matière d'austérité, le WRON remporte la palme, haut la main. Et pour la première fois dans un pays socialiste, le chômage est tel qu'on envisage de l'instaurer officiellement...

Depuis le coup d'Etat, les structures du Parti ont été, tant bien que mal, reconstruites, sans que celui-ci retrouve son poids et son autorité. Le Conseil militaire, ou plus simplement, le Bureau politique, détient la réalité du pouvoir. Et c'est en fait l'URSS, via Jaruzelski, qui continue à décider de la politique à suivre. Dans ce domaine bien peu de choses ont changé, sauf qu'aujourd'hui, les objectifs visés sont des plus dérisoires. Pour Moscou il s'agit, avant tout, de laisser traîner, pour Jaruzelski, de durer.

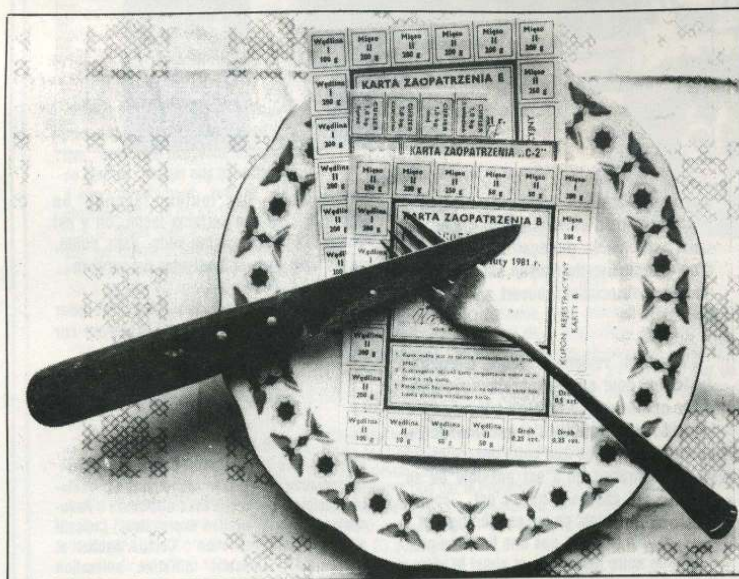
Mais le temps joue contre lui. La répression n'a pas tué l'opposition ; au contraire, elle l'a radicalisée.

LA MOBILISATION DANS LA RUE

LE coup d'Etat frappa brutalement Solidarność. En quelques semaines il perdit de nombreux militants, les uns internés, d'autres exilés. La peur aussi fit des ravages et contribua à éclaircir les rangs. Ce n'est donc que, peu à peu, que le syndicat a pu se reconstruire.

A l'étranger se sont mises en place des structures d'accueil pour les exilés et surtout, à l'intérieur, une Commission nationale provisoire (T.K.K.), dont l'un des membres les plus influents est Bujak, ancien président de Solidarność pour Varsovie. Sa tâche la plus difficile a été de remettre en route l'organisation. L'objectif est aujourd'hui presque atteint : dans les grandes villes, les réseaux clandestins fonctionnent et depuis le début de l'année, les moyens de propagande ont été multipliés. Dans ce sens, la radio et la presse clandestine ont joué un grand rôle. Les bulletins (on compterait quelque 1700 titres) fourmillent non seulement de renseignements utiles dans la vie quotidienne, mais aussi d'informations sur les luttes et de débats sur l'avenir. C'est par leur intermédiaire que le T.K.K. a appelé, dès juillet 82, aux manifestations de rue.

Car depuis le coup d'Etat, Solidarność a abandonné la tactique adoptée en août 80. Il s'agissait alors de rester dans les usines et surtout de ne pas sortir en manifestation dans la rue. Aujourd'hui, les usines contrôlées par l'armée, les mises à pied consécutives aux grèves sur le tas, ont amené à changer d'orientation. Le calme n'est plus à l'ordre du jour. Spontanément aussi, les gens se sont rassemblés place de la Victoire à Varsovie, ou couvert de fleurs les monuments commémorant les luttes ouvrières. Poussé par la base, Solidarność, qui voulait aussi tester la force de son organisation reconstruite, a appelé à profiter de tous les anniversaires pour montrer l'opposition



Le coût de la vie a augmenté de 104 % !



L'espoir d'en finir avec l'oppression.

dans la rue. Le souvenir des accords de Gdansk, la création du M.K.S., furent ainsi "fêtés" dans plusieurs villes.

Le 31 août, à l'appel du syndicat, toutes les grandes villes se soulevèrent comme prévu. La surprise est cependant venue des petites agglomérations, comme Lubin, où les heurts ont été très violents (au moins 3 morts). De même à Legnica, les manifestants montrèrent clairement leur volonté, d'autant plus remarquable que c'est dans cette ville que stationnent en permanence les forces soviétiques du Pacte de Varsovie. Il est clair que, cette fois-ci, la "peur des Russes" n'a pas joué. Le WRON et Moscou, ont été obligés de reconnaître le nombre important d'opposants, que la presse soviétique s'entête à présenter comme des "hooligans".

Pour Solidarność, il est aussi des bilans moins enthousiasmants à tirer, notamment celui de certaines régions qui n'ont pas bougé. Ainsi la Silésie, avec Katowice, est restée silencieuse. Or c'est là qu'il y avait une très forte implantation en 81, c'est là qu'eurent lieu les débats les plus radicaux lors du congrès de Solidarność. Si l'on reprend les thèses présentées par la Silésie à ce congrès, on peut mieux comprendre pourquoi, en dehors du fait répressif, on y a

hésité à descendre dans la rue, dans le cadre fixé par le K.T.T. Déjà en 81, pour la Silésie, tout débat avec le pouvoir était illusoire et l'épreuve de force centrale une nécessité.

QUELS OBJECTIFS POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

POSÉ depuis un an, le débat sur ce sujet reste ouvert. Les vieux tenants du dialogue avec le pouvoir maintiennent leur position. La prison n'a pas fait évoluer d'un iota l'attitude d'un Kuron. Dans sa lettre publiée le 14 juillet par l'hebdomadaire *Tygodnik Mazowiecki*, organe de Solidarność à Varsovie, il schématise ainsi sa vision de l'avenir : « *Solution A : le pouvoir ou une partie de celui-ci accepte de conclure une véritable entente avec la société, représentée par les organisations indépendantes des autorités, du Parti et de l'Etat, c'est-à-dire surtout par Solidarność... Solution B : Les autorités poussent la société vers une explosion qui provoque la chute du pouvoir (...). Les institutions qui disposent d'une confiance populaire (...) doivent immédiatement créer un gouvernement national. Un tel gouvernement devra (...) entamer l'action envisagée dans la solution A.* » Autrement dit, ou l'union

sacrée tout de suite, ou l'union sacrée un peu plus tard. Il est indéniable d'ailleurs, les bulletins le prouvent, que cette position reste assez partagée. D'autant plus que l'épiscopat joue un jeu assez analogue. Cherchant à tout prix à maintenir sa place institutionnelle, l'Eglise est aujourd'hui, face au pouvoir, la seule structure légale, voire le seul parti politique.

N'en déplaise aux anticléricaux primaires — dont je suis —, l'Eglise a été, et peut être, en Pologne un instrument utilisable contre l'Etat. En tout cas, les Polonais l'utilisent plus qu'elle ne les domine, à preuve que les déclarations apaisantes de Mgr Glem à la veille du 31 août, n'ont rencontré d'écho, ni à la base du clergé, ni chez les manifestants. Les heurts violents ont montré le fil tenu sur lequel se tient l'Eglise.

Mais, si les cartes sont dès à présent distribuées, la partie est loin d'être jouée. Au contraire, à l'heure actuelle, chaque partenaire compte ses atouts. Si, pour le pouvoir, il s'agit de durer, pour Solidarność il s'agit de ne pas disparaître ni par le fait de la répression, ni en étant relégué au second plan par un mouvement social plus vaste. Dans tous les bulletins, le thème de la grève générale est lancé. Mais quels objectifs, quelles perspectives et donc, quel contenu donner à cette grève ?

Solidarność, visiblement et depuis longtemps, ne vise pas de "grand soir". Or, la situation risque de lui imposer des affrontements encore plus durs. L'organisation syndicale jouera-t-elle le jeu de la grève générale en y jetant toutes ses forces ? Ne préférera-t-elle pas éviter l'éventualité de sa disparition dans une telle action, et donc, choisir de s'installer, pour un temps très long, dans la clandestinité ? Telles les "commissions ouvrières" en Espagne sous le franquisme, Solidarność pourrait alors envisager un travail clandestin de longue haleine, et en même temps, éviter ce qu'a toujours repoussé la "bureaucratie" syndicale apparue au cours des années 80-81, à savoir, un changement radical.

Solidarność, encore une fois, se retrouve face à un choix difficile : être un syndicat ou devenir un large mouvement social.

Violette MARCOS

UN ANARCHISTE BELGE ARRÊTÉ A VARSOVIE

Le 6 juillet dernier Roger Noël, dit Babar, anarchiste et animateur d'une radio-libre bruxelloise, était arrêté à Varsovie alors qu'il remettait un émetteur aux membres de Radio-Solidarność. Depuis cette date il est détenu à la prison de Rakowiec.

Babar est bien connu à Bruxelles en tant que fondateur du groupe autonome "bertaire du '22 mars", membre d'une imprimerie autogérée, pilier de la coordination anti-nucléaire et président de l'ALO (association pour la libération des ondes).

Arrêté en même temps que des syndicalistes polonais, il est inculpé des délits d'"introduction illégale de matériel interdit" et de "possibilités de diffusion de fausses nouvelles pouvant contribuer à destabiliser l'Etat". A ces titres, il risque trois à dix ans de prison en vertu de la loi martiale.

Une demande de libération sous caution a été rejetée par les autorités polonaises. Pour tous ses amis, c'est maintenant une attente inquiète. Mais, pas une attente inactive, car l'action de Babar est un prolongement cohérent de son engagement politique pour la liberté d'expression. En Belgique, un comité de soutien s'est constitué en vue d'obtenir sa libération. Il a déjà imprimé des affiches et des pétitions (qu'on peut lui demander) et fait appel à de nombreuses personnalités. On doit le contacter à :

ASBL "22 mars", 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Tél. 02 / 736.27.76.



R.F.A.

ALLEMAGNE, LUMIERE BLAFARDE

TREIZE années de pouvoir ininterrompu ont usé la social-démocratie allemande. Le miroir que nous tendait le "miracle économique" est passablement ébréché. Récession, chômage, scandales financiers, montée de la vague pacifiste... Les médias se plaisent à nous décrire les coulisses du désastre.

En effet, un spectre hante l'Allemagne. C'est le règne du "Lust am Untergang", le plaisir du désastre. Jamais les astrologues, gurus et autres constructeurs d'abris anti-atomiques n'avaient pris autant de place dans les pages publicitaires des journaux.

Des craquements apparaissent dans la coalition sociaux-démocrates-libéraux au pouvoir. Les récentes élections où les écologistes ont fait leur entrée dans les parlements régionaux, et ceci au détriment des libéraux du FDP, accentuent les contradictions internes de la coalition. Une atmosphère de fin de règne flotte sur Bonn.



Petra Kelly

"NE PAS OUBLIER LA RUE..."

ENTRETIEN AVEC PETRA KELLY,
PRÉSIDENTE DE "DIE GRÜNEN",
PARTI ÉCOLOGISTE

— Comment expliques-tu le succès de ton parti dans toutes les dernières consultations électorales ?

— Les succès des "verts", leur naissance même, il faut les mettre sur le compte de l'échec du SPD. Nous sommes l'expression directe du mécontentement général à l'égard de la politique suivie par la social-démocratie. Celle-ci ne se différencie guère de celle de la démocratie-chrétienne, exception faite de l'Ostpolitik, des rapports avec les pays de l'Est. Il y a à la base, évidemment, de nombreux militants qui ont des opinions semblables aux nôtres, mais c'est le clan "armementiste" et productiviste qui y détient le pouvoir.

— Quel est l'enjeu des prochaines élections législatives nationales ? Présenteriez-vous des candidats ?

— Pour le SPD les prochaines élections peuvent signifier le passage à l'opposition. Quant à nous, je pense qu'aujourd'hui nous sommes mûrs pour faire notre entrée au Bundestag. Un mouvement de base fort comme le nôtre, doit avoir une voix au Parlement, non pour participer à une quelconque coalition, mais pour pouvoir s'exprimer, protester, rendre les décisions transparentes. Les parlements sont pour nous comme des marchés, des lieux d'échange où l'on va défendre notre point de vue.

QUELQUE chose a bien changé au royaume du "miracle allemand". La crise est bien là avec sa kyrielle de chiffres étouffant le malade. La croissance est arrêtée : 0,5 % en 1982. Le chômage atteint le chiffre inquiétant de 1 800 000 sans-emploi, soit un peu plus de 7 % de la population active, et en tout cas une augmentation de 45 % pour cette dernière année. L'endettement public ne redescend plus des sommets vertigineux atteints dans les dernières années. Les salaires réels n'ont augmenté que de 7 % de 1975 à 1981, contre 33 % entre les années 1968 et 1974. Fait sans précédent, en 1981, les hausses de salaire ont été inférieures à l'augmentation du coût de la vie.

Les bases de la paix sociale en RFA, l'Etat social et le "Mittbestimmung" (ou cogestion dans les entreprises), sont remises en cause par le patronat sous prétexte de crise économique. Avec cette remise en cause, c'est tout un pan des conceptions "sociales" dans les rapports de production qui s'effondre. D'autre part, des marques prestigieuses qui faisaient la fierté de l'économie allemande, telles Rollei, Pelikan, Dual, Bauknecht et aujourd'hui AEG-Telefunken mettent la clef sous la porte. En 1982 le nombre d'usines fermant leurs portes dépassera les 16 000.

JOURS DE BROUILLARD

SUR ce fond économique morose, les partis s'entre-déchirent et l'homme de la rue retrouve les vieux démons du racisme. Les quelque 4,6 millions de travailleurs étrangers, dont 1,5 million de Turcs, désignés par le doux euphémisme de "gastarbeiter" (travailleurs hôtes) sont considérés comme des voleurs d'emplois. Selon un sondage réalisé en 1981, 79 % de la population allemande considère qu'il y a "trop d'étrangers" dans le pays.

Par contre, l'étendue des manifestations de ces dernières années est le reflet de la défiance, du refus du système politique et de



Les "verts" en campagne

l'institution parlementaire dans laquelle les sociaux-démocrates ne représentent plus guère l'espoir.

L'installation des euromissiles, avec l'appui du SPD, avait provoqué les plus grandes démonstrations pacifistes d'Europe... et les premières fissures publiques au sein du SPD. A l'annonce du réarmement, il fut, en effet difficile pour les nombreux "ohne mich" (les "sans moi" des années 50) de prendre ce virage du parti. Il y a bel et bien continuité entre les "sans moi", le manifeste des savants atomistes de 1956, l'ensemble du courant antinucléaire et la foule de Bonn en 1981. Pour les jeunes, l'objection de conscience est presque devenue la règle.

La jeunesse conteste l'ensemble des réalisations dont la social-démocratie s'enorgueillit. La société industrielle et les impératifs de la croissance économique ne font plus recette. Aujourd'hui, 40 % des jeunes ne voteraient pas du tout si les écologistes n'existaient pas. On n'est donc pas en présence d'un comportement marginal, mais plutôt d'une mutation structurelle de l'électorat.

La crise s'est engouffrée dans la coalition gouvernementale elle-même. Le malaise du SPD se traduit par une hémorragie constante des membres. D'Alexander Schubart, animateur de la lutte contre l'extension de l'aéroport de Frankfurt, à Petra Kelly, présidente du

— N'as-tu pas peur que votre participation au Parlement vous discrédite dans les luttes menées sur le terrain ?

— Le Parlement n'est pas un but mais il fait partie d'une stratégie. Bien sûr, le danger existe toujours de glisser vers des modes de pensée parlementaires et d'oublier la rue. Mais tel n'est pas mon chemin ; ce n'est pas ce que je me suis construit dans mon rêve, mon utopie. Si un jour les "verts" envoient un ministre au gouvernement, ils ne seront plus les mêmes que ceux que j'ai voulu aider à construire.

Une opposition radicale peut être efficace au Parlement, mais le plus important est de travailler à la base, sur le terrain. Plus on développe la désobéissance civile et la résistance non-violente, plus on s'approche d'une société démocratique. Construire des maisons écologiques, des capteurs solaires, des boutiques de gestion et d'entraide, et tout cela en tenant compte du rôle important joué par les femmes... Mais, peut-être un jour s'avèrera-t-il que nous avions tort d'entrer au Parlement...

Bien sûr, nous ne participerons qu'à la politique pratique. Je peux m'imaginer tolérant des gouvernements minoritaires sous certaines conditions. Si le SPD décidait l'arrêt définitif de son programme nucléaire, le désarmement unilatéral..., alors, on pourrait commencer à discuter ensemble.

— Cela veut dire qu'avec 6 à 8 % de l'électorat vous pouvez avoir un poids réel sur les décisions politiques ?

— Cela peut arriver, mais alors les "verts" devront rester à tout prix intègres. Nous avons établi des mécanismes pour cela : le mandat impératif doit lier le parlementaire à la base, la rotation doit permettre de changer tous les deux ans les parlementaires écologistes, la limitation des revenus, enfin, établir la cession au parti des appointements dépassant la barrière des 2 000 marks mensuels, environ 5 500 francs.

— L'Allemagne fait partie du bloc occidental. Est-ce que tu prônes l'abandon de l'OTAN ?

— Je demande la dissolution des deux blocs militaires ! La course au désarmement devrait commencer au plus tôt. La défense devrait être prise en charge par l'ensemble de la population. Les formes qu'elle prendrait restent à définir. Chez nous, on n'a jamais développé une culture démocratique de la non-violence.

— Tu rejettes donc, la violence comme mode d'action ?

— Une déléguée berlinoise soutenait que les pierres pouvaient parfois être des arguments. Pour moi, cela n'est pas vrai. Je peux tout aussi bien occuper une maison sans violence. La non-violence ne signifie pas seulement absence de violence mais elle peut être aussi une force positive pour aller vers une société sans pouvoir établi.

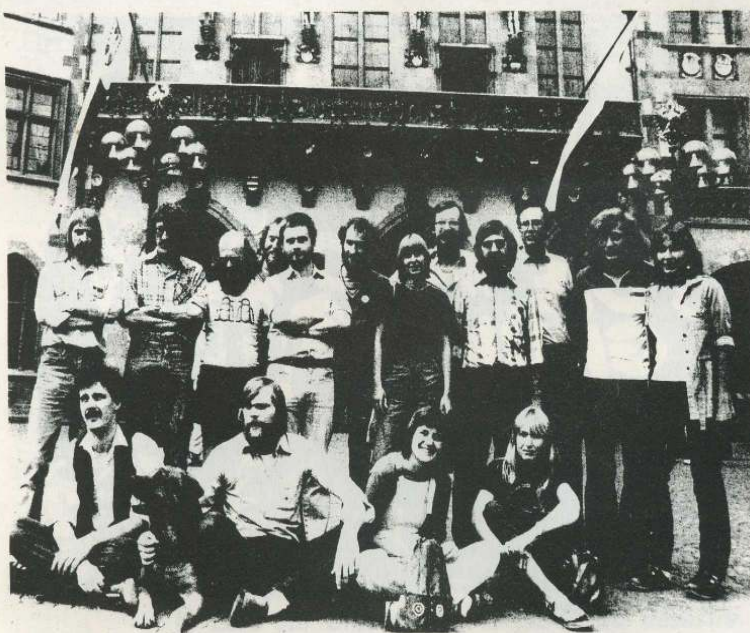
— Pourquoi alors ce besoin de lutte au niveau parlementaire ?

— Dans le Rômer à Frankfurt nous avons six représentants. Depuis, les sessions sont plus vivantes. Nous avons chassé l'ennui de la politique. Mais j'avoue que parfois j'ai peur que les "verts" atteignent, mettons les 15 %, et deviennent un parti s'orientant vers le pouvoir.

— Et cela malgré les garde-fous qui régissent la vie du parti ?

— Oui, il y a pas mal de choses qui ne sont pas encore au point. Je pense, par exemple, qu'il faudrait échelonner la rotation. Nous pensons également, plus tard sûrement, laisser un délégué pour toute une période législative. Mais ce qu'il ne faut surtout pas faire, c'est adopter la conception des autres partis. Il faut que nous sachions nous-mêmes où cela ne marche pas. A Baden-Württemberg la rotation ne se fait pas. Je ne peux que le regretter. Moi-même j'arrive au terme de mon mandat : il a duré deux ans et prendra fin en octobre.

Mais je ne voudrai pas passer sous silence l'existence aussi d'une forte pression masculine. Nos hommes se sentent menacés dans leur compétence par une femme. La première année on m'a fait la cour de tous côtés. La deuxième, on m'a fait sentir que j'étais une menace pour certains hommes avides de pouvoir...



La liste écologiste de Frankfurt

Parti Ecologique, en passant par Manfred Coppik fondateur du parti de gauche DSP, nombreux sont les transfuges du SPD qui occupent la scène des luttes populaires. Dans les rangs du SPD, Oscar Lafontaine et Erhard Eppler se taillèrent un franc succès au Congrès de Munich, en avril dernier. Leur motion demandant un moratoire pour l'installation des fusées Pershing II obtenant près de 46 % de voix.

"ES GRÜNT GANZ SCHÖN": LE VERT POUSSE PAS MAL

A LA crise d'identité des socialistes allemands s'ajoute leur déclin électoral. Les sociaux-démocrates subissent défaite sur défaite dans les scrutins régionaux.

L'élection d'Hamburg confirme une nouvelle attitude du corps électoral et constitue le

signe avant-coureur de la chute de la coalition SPD-FDP, car avec la conquête du land d'Hessen par la démocratie chrétienne, celle-ci aura la possibilité de bloquer au Bundesrat (Chambre Haute) tous les projets législatifs de l'actuel gouvernement. Or, aujourd'hui, rien ne paraît pouvoir empêcher une victoire démocrate-chrétienne.

A la lumière des récentes élections de Hamburg on constate le désintérêt d'une grande partie de l'électorat. Les abstentions atteignent 22,4 % dont beaucoup d'anciens électeurs du SPD. On remarque également une forte poussée des "verts" qui, avec 7,7 % des voix obtiennent 9 sièges et la possibilité d'arbitrage au parlement régional. Le SPD ayant 55 sièges contre 56 pour le CDU. Mais, sans aucun doute, le fait le plus marquant est l'élimination des libéraux du FDP qui n'atteignent pas la barrière des 5 %.

Le rôle de troisième force, d'arbitre, tombe

dans les mains des écologistes. Pour eux, il n'est pas question d'établir des alliances avec l'une ou l'autre des forces en présence, mais de peser de tout leur poids sur ces gouvernements minoritaires. Présents aux parlements de Bremen, Hamburg, Berlin, Niedersachsen et Baden Würtemberg, ils le seront sans nul doute à celui d'Hessen, où les élections se dérouleront le 26 septembre.

Les "verts" obtiendraient, d'après les sondages, plusieurs députés aux prochaines élections législatives nationales (Bundestag). En attendant, ils toléreront les parlements sociaux-démocrates minoritaires, car il y a quelques points de convergence dans leurs programmes respectifs. Ainsi, sous l'action de son opposition interne, le SPD a commencé à tourner le dos à l'énergie nucléaire, arrêtant le chantier de Brokdorf. Egalement, la création d'emplois dans le secteur social et l'arrêt de l'Abrisspolitik (politique de démolition en faveur de la spéculation foncière) trouvent grâce aux yeux des "verts".

Mais cette bienveillance passive suffira-t-elle au maintien au pouvoir de la social-démocratie ? Vingt-trois années après le congrès constitutif de Bad-Godesberg, le doute ronge le SPD. Que veut dire aujourd'hui "être social-démocrate" ?

Si pour Willy Brandt, le SPD doit faire un pas vers les pacifistes et autres écologistes, pour le Pr Richard Löwenthal, membre de la commission SPD des valeurs fondamentales et tête de l'aile droite du parti, il devrait opter clairement dans la querelle entre économie et écologie, en faveur de la "société industrielle fondée sur la division du travail" et ne pas chercher à rallier ces pestiférés anti-productivistes. Quant au "Cercle de Frankfurt", c'est-à-dire la gauche du SPD, pour lui, le parti ne pourra retrouver son identité socialiste qu'au prix d'une salutaire cure d'opposition.

Sur le terrain, partout où la contestation des grands projets de construction voit le jour (Frankfurt, Biblis, etc.), les écologistes ne cessent de progresser. Dans la commune voisine à la piste Ouest, en projet, de l'aéroport de Frankfurt, le candidat écologiste Norbert Schwappacher a de fortes chances de se voir accorder un mandat municipal.

Mais de quoi sera fait le futur politique ? Si les sociaux-démocrates, comme il est fort probable, retournent à Bonn sur les bancs de l'opposition, les forces politiques pourraient se réorganiser en République Fédérale. Le clivage passant par les impératifs de la croissance dans une société industrielle, l'aile gauche du SPD est aujourd'hui déjà bien plus proche des "verts" que du camp syndicaliste de tendance bourgeoise. De même l'aile gauche du parti libéral FDP, le "Cercle de Sylt", n'a plus grand chose en commun avec les libéraux bourgeois.

On imagine fort bien une évolution au bout de laquelle les ailes droites du SPD et du FDP, c'est-à-dire le camp productiviste, parviendraient à une coalition avec le CDU. De leur côté, leurs ailes gauches, avec les "verts", le petit parti de Coppik et les transfuges du SPD déçus par la politique menée ces dernières années, formeraient le camp "anti-bourgeois".

Cette vision de la future vie politique n'est peut-être qu'une vue de l'esprit. Elle montre, en tout cas, dans quel sens souffle le vent sur la scène politique allemande.

Xavier VADILLO-AURTENETXE



Squatters à Berlin-Ouest

NICARAGUA

Les Miskitos ont mal à la révolution

DANS le dernier numéro d'AGORA, le problème des Indiens Miskitos n'a pu être qu'évoqué dans le cadre d'un article général sur le Nicaragua. Mais l'essentiel y était déjà dit.

Il nous a cependant paru capital de revenir plus amplement sur la politique sandiniste à l'égard des Indiens en raison de la gravité des faits.

Ce sera l'occasion de souligner nos clivages politiques fondamentaux avec une extrême-gauche généralement complice.



Armstrong Wiggins (deuxième à partir de la gauche)

La Côte Atlantique du Nicaragua constitue un monde à part, avec un passé différent, une culture autre, une population distincte. Représentant 56 % du territoire nicaraguayen, elle fut successivement contrôlée par les pirates, les Anglais puis les multinationales américaines introduites par Somoza. Tout la distingue de la Côte Pacifique, depuis son économie (mines d'or, forêt, pêche et chasse) jusqu'à sa population : 150 000 Indiens Miskitos, 15 000 Indiens Sumus, 1 000 Indiens Ramas, 25 000 Créoles anglophones, descendants des esclaves noirs. Enfin, quelque 50 000 personnes immigrées de la Côte Pacifique au cours de ces 30 dernières années.

Si cet "autre Nicaragua" n'a pas réellement été impliqué dans la lutte armée contre la dictature, les Indiens n'en sont pas pour autant restés indifférents. Dès 1973 était créée l'alliance pour le développement des peuples Miskitos et Sumu, l'Alpromisu, que Somoza tenta à plusieurs reprises de dissoudre en raison de son hostilité au régime. Après la victoire sandiniste, l'organisation prit le nom de Misurata. Mais l'alliance strictement tactique des sandinistes avec les Indiens n'allait pas durer longtemps, le pouvoir en place ayant rapidement la victoire indécente...

Quiconque aborde aujourd'hui la question en prenant la défense des Miskitos ne manquera pas de s'attirer les foudres avec son convoi d'"arguments" qui, à défaut d'être originaux, ont le mérite de révéler la nature néo-stalinienne de ceux qui les avancent : « valet de l'impérialisme », « agent de la CIA » et autre amabilités du genre.

L'EXPLOITATION YANKEE DE L'AFFAIRE

CAR il ne fait aucun doute que l'administration Reagan a sauté sur l'occasion pour tirer profit du drame des Miskitos. Les Américains pleurent aujourd'hui sur le sort de ce peuple, dénoncent la "barbarie" sandiniste, se mobilisent contre "le communisme assassin". L'hypocrisie et l'amnésie qui les caractérisent de longue date n'est plus à décrire : elles sont devenues proverbiales. Ainsi, le Haut Commissariat aux Réfugiés a reçu une aide américaine de 2 millions et demi de dollars pour assister les 10 000 Miskitos réfugiés au Honduras alors que l'aide versée pour les réfugiés salvadoriens dans ce

même pays n'est que de 6 millions ! Les USA ne sont-ils pas pourtant responsables de l'exil de ces 300 000 Salvadoriens fuyant les atrocités commises par une junte militaire soutenue financièrement et militairement par Reagan ? (1).

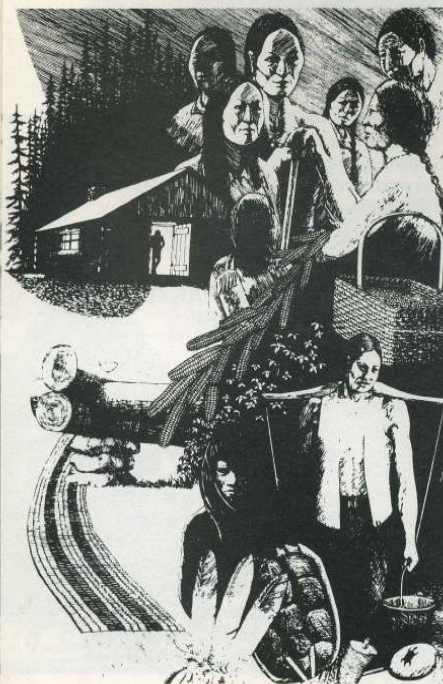
L'instrumentalisation de l'affaire par les yankees est à ce point évidente qu'ils ne prennent même pas la peine de sauver les apparences. Pas un seul mot sur les autres peuples indiens du Nicaragua qui, s'ils sont moins nombreux, ont surtout l'inconvénient d'occuper des territoires bien moins intéressants d'un point de vue stratégique. Le territoire Miskito par contre a, pour eux, le mérite de s'étendre de part et d'autre du fleuve frontalier Coco...

Les points étant ainsi mis sur les "i" et les propos charognards des USA tenus pour ce qu'ils sont, on ne peut pour autant, sous couvert d'unité anti-impérialiste, taire le sort réservé par la direction sandiniste aux Indiens. Et ce d'autant moins qu'il s'agit du premier cas latino-américain d'un gouvernement de gauche confronté à ce problème. L'affaire revêt donc, par là-même, valeur de symbole car si le problème est posé aujourd'hui dans un pays où les Indiens sont minorité, comment pourrait-il manquer de se poser au Guatemala où ils sont largement majoritaires ? Les peuples indiens des trois Amériques l'ont bien compris et restent les yeux rivés sur le Nicaragua.

LES "ERREURS" SANDINISTES

APRÈS des campagnes diffamatoires contre les porte-paroles des Indiens, après les dénégations sur leurs pratiques expéditives, les dirigeants sandinistes finissent aujourd'hui par reconnaître que leur politique envers ces communautés n'a pas été exempte d'erreurs... dans le passé !

En effet, on commença par museler l'autonomie de l'organisation Misurata en la contraignant à intégrer dans son sigle la marque de sa récupération sandiniste. Elle devint Misurata. On fit entrer le délégué miskito S.



EXTRAITS DE LA "DECLARATION DE PRINCIPES" SANDINISTE

1. - La nation nicaraguayenne est une, territorialement et politiquement ; elle ne peut être démembrée, divisée ou affectée dans sa souveraineté et son indépendance. Sa langue officielle est l'espagnol.
2. - Au Nicaragua, tous les citoyens sont égaux en droits, sans distinction de race ou de religion ; la révolution combattra toutes les formes de discrimination raciale, linguistique et culturelle sur son territoire.
- (...)
6. - Les ressources naturelles de notre territoire sont la propriété du peuple nicaraguayen représenté par l'Etat révolutionnaire, lequel est le seul apte à mettre en œuvre leur exploitation rationnelle et efficace ; il est reconnu aux communautés indiennes le droit de recevoir un quota des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources forestières, pour les investir dans des travaux de développement communal et municipal, en conformité avec les plans nationaux (...).

Managua, le 12 août 1981.

Fagoth au Conseil d'Etat, puis on l'arrêta et emprisonna avec 6 autres responsables de Misurata en février 81 lorsque, ayant pris trop au sérieux les appels sandinistes à l'autogestion, ils présentèrent un "Plan 81" sur le développement de leur région. Le plan fut catalogué de "séparatiste", Fagoth baptisé "agent de la CIA"... Si aujourd'hui cet ex-responsable Miskito est réfugié au Honduras et joue le jeu des USA, chose indéniable, les sandinistes ne sont pas blancs comme neige dans cette histoire.

La campagne d'alphabétisation fut également à l'origine de profondes dissensions entre Miskitos et Parti/Etat sandiniste, ce dernier voulant imposer la langue espagnole. Comme le rappelle le dirigeant Miskito antisomoziste Armstrong Wiggins : « Ça nous a choqué de les entendre se vanter, plus tard, d'avoir eux-mêmes, les sandinistes, organisé la campagne d'alphabétisation en miskito parce qu'ils en avaient décidé ainsi. En fait, c'est nous qui nous sommes battus pour cela ! » (2). Et quand il parle de bagarre ce n'est pas une figure de style. Pour preuve, la fusillade contre des alphabétiseurs de Misurata qui entraîna 7 morts et 17 blessés Miskitos le 21 février 81 à Prinzuhuala.

LE FOND DU PROBLEME

L'AFFRONTLEMENT le plus sérieux et touchant au vrai problème est parti de la question des terres. Donnons la parole à Wiggins : « Ils (les Indiens) ne sont pas habitués à accepter les ordres ou à être esclaves à gages, comme le paysan chez nous. Ce sont des hommes libres, ils vont chasser pour la viande et jusqu'à maintenant la communauté a toujours eu de la viande et du poisson. Les après-midi, ils aiment être ensemble pour discuter, se rendre visite, se raconter des histoires et jouer : telle est la vie du peuple Indien (...). Ce qu'ils (les sandinistes) considèrent comme primitif c'est le fait que les Indiens acceptent de vivre dans une communauté sans électricité, avec une économie de subsistance où nous ne produisons

pas et n'avons pas non plus la capacité de produire un surplus pour l'économie nationale. Ainsi, ils affirment que c'est notre faute si l'Amérique Latine est arriérée et qu'on doit nous forcer à devenir des producteurs pour l'Etat » (3).

Pour le sandinisme, progrès social et qualité de la vie vont de pair avec planification étatique et industrialisation. C'est le marxisme-léninisme dans toute sa splendeur ; en route vers le capitalisme d'Etat ! Pour nier l'identité indienne, le Nicaragua "révolutionnaire" avance les arguments colonialistes les plus éculés. Il faut avoir lu la déclaration du commandant sandiniste Luis Carrion pour s'en convaincre : « Il est impossible de reconnaître le miskito en tant que seconde langue parce que c'est une langue très insuffisante qui ne permet pas le développement culturel et intellectuel des gens » (sic !). (4). Ainsi, tout comme le décret-loi du Chili sur les Indiens Mapuche en mars 80 ou le décret de 1924 aux USA imposant la citoyenneté américaine aux Indiens, la déclaration de principes sandinistes résoud le problème Miskito par l'assimilation et l'acculturation (voir encadré). Toute velléité d'autonomie est contrée par l'article 1^{er} ; toute la culture indienne et ses liens particuliers avec la nature est niée dans l'article 2 en réduisant l'Indien au statut de citoyen. Quant à la colonisation de leur territoire par l'Etat, leur assujettissement aux diktats de Managua et l'attaque à leur anti-productivisme : tout y est dans l'article 6.

Enfin, les sandinistes sont passés aux actes. Début janvier 82 a eu lieu la déportation de 8500 Miskitos « pour les protéger contre les raids des contre-révolutionnaires et les installer dans des régions plus propices à l'agriculture et à l'élevage », nous dit le discours officiel. Les somozistes qui font effectivement des incursions au Nicaragua à partir de la rive hondurienne du territoire Miskito ont bon dos. Le plan de déportation était prévu depuis 1980 et l'Agence de presse sandiniste "Nuevo Nicaragua", dans son empressement à préciser les projets du pouvoir, ne fit que confirmer ses intentions purement intégrationnistes : « Chaque famille disposera de 250 m² (contre 40 m² sur la côte Atlantique), d'eau potable, de postes de distribution de produits de première nécessité et même d'une cour de volley-ball » (sic).

Qu'il y ait eu massacre de Miskitos lors de cette déportation comme l'affirment les USA ou seulement quelques "bavures" dont l'arrestation de 40 Indiens "liés aux contre-révolutionnaires exilés" comme l'affirment les sandinistes importe finalement peu eu égard à ce qui guette le peuple Miskito : 24 villages ont été évacués, 16 d'entre eux détruits, le bétail abattu, les récoltes brûlées, la zone militarisée. Tout est en place pour un véritable génocide culturel au nom de la révolution sandiniste.

Juan Hernandez

(1) En outre, le Département Intérieur des USA est, en ce moment même, aux prises avec les Indiens Navajos dont il veut déporter 8000 membres afin d'exploiter plus rationnellement encore le sous-sol de leur territoire.

(2) Interview parue dans "Akwesasne Notes" n° 4, automne 81. La traduction française, ainsi que d'autres documents, a fait l'objet d'un livre "Nicaragua : colonialisme et révolution" (Association INTI, 37, rue Meslay 75003 Paris).

(3) Idem.

(4) In "Barricada", organe du FSLN, le 2 septembre 81.

TUTTI FRUTTI

ARRÊTER LES BÂTEAUX POUBELLES

Produire de l'énergie nucléaire n'est pas tout, il faut encore savoir que faire des déchets et il y en a de trois sortes. Ceux de faible et moyenne activité (rayonnements bêta et gamma) dont la période d'activité est en général inférieure ou égale à trente ans. Puis, il y a ceux qui émettent des rayonnements alpha en quantité et dont la durée de vie est de beaucoup supérieure à 30 ans. Dernière catégorie, les déchets de très haute activité qui doivent être "refroidis" avant stockage. Dans les résidus du retraitement des combustibles irradiés il reste du plutonium et autres neptunium, curium... dont la durée d'activité qui est de quelques milliers d'années pour le plutonium, atteint plusieurs millions d'années pour le neptunium ! Pour une tonne d'uranium irradié, il faut compter près d'un kilo de ces déchets, et le retraitement ne permet de récupérer que le plutonium. Pour le reste, comment s'en débarrasser. En France, c'est l'ANDRA (Agence Nationale de Gestion des déchets radioactifs) qui "s'occupe" du problème. On se souvient des luttes menées autour de St-Priest-la-Prugne où on envisageait un "stockage de surface" en pleine zone de faille. Ailleurs, certaines avaient même envisagé d'envoyer les déchets dans le soleil, mais ça devait coûter trop cher... En attendant, c'est surtout la solution maritime qui est retenue. Entreposés dans des fûts de 400 kg, les déchets sont balancés par grand fond, sans que l'on connaisse très bien encore les mouvements sismologiques qui les agitent et au péril de perturber encore plus la vie océanique. Près de nous, les navires les déversent dans l'Atlantique, au large des côtes espagnoles de la Galice. C'est pour s'opposer à une telle irresponsabilité que Greenpeace s'est démenée tout cet été sur place pour empêcher ces largages. A l'aide de leur bateau "Sirius", ils ont d'abord intercepté le navire anglais "Gem" avec ses 2 700 tonnes de déchets nucléaires, puis le néerlandais "Scheldeborg". Leur action a été prolongée par des manifestations aussi bien en Espagne qu'aux Pays-Bas. Greenpeace, déjà remarquable dans la lutte pour l'arrêt de la chasse aux baleines, continue à employer des méthodes d'action directe qui ont jusqu'ici fait la preuve de leur efficacité. Leur nouveau combat est de première importance pour l'avenir des océans, et donc pour le nôtre. On peut joindre Greenpeace en France au :

3, rue de la Bûcherie, 75000 Paris.

LE GENDARME SUD-AFRICAÎN

Les services secrets sud-africains (DONS) ne chôment décidément pas. Le 17 août dernier, ils coordonnaient trois actions d'envergure dans la région : l'assassinat par lettre piégée de la journaliste Ruth First, leader de l'opposition sud-africaine (ANC) ; la tentative du putsch contre le gouvernement de gauche des Seychelles ; l'avancée de l'invasion du territoire angolais par l'UNITA aidée de troupes sud-africaines.

Un rapide coup d'œil sur la politique sud-africaine dans la région peut s'avérer instructif.

Au Mozambique : Les opérations du DONS visent à affaiblir un pays voisin susceptible de venir en aide au Congrès National Africain (ANC), organisation politico-militaire regroupant noirs, métis et blancs sud-africains. A ces fins, les services secrets impulsent les actions de son dernier né "autochtone" : le MNR.

En Angola : Il s'agit là d'une part de destabiliser un régime hostile et, d'autre part, de détruire le SWAPO (organisation populaire du sud-ouest africain) afin de préserver son contrôle sur la Namibie, pays qu'elle occupe depuis des décennies. Le DONS est à l'origine de la création de l'UNITA qu'elle épaula militairement et financièrement. L'invasion à grande échelle de l'Angola est, aujourd'hui, à l'ordre du jour.

Au Zimbabwe : L'objectif reste le renversement d'un gouvernement présidé par un "rouge" afin de prouver qu'un "gouvernement de noirs marxistes" est inévitable. Le DONS arme et finance les groupes armés du ZIPRA.

En Zambie : Si les activités sud-africaines sont moins visibles dans un pays considéré comme le plus modéré du Cône Sud Africain, elles n'en sont pas pour autant inexistantes. Le DONS prête main forte à l'opposition intérieure. En outre, ses actions au Mozambique (voie ferrée de Beira, coupée), en Angola (voie ferrée de Benguela, coupée), et au Zimbabwe (voie ferrée de Gwelo, contrôlée par le ZIPRA) pèsent lourd dans l'isolement du pays.

Dans l'Océan Indien : Les cibles sud-africaines ne manquent pas et le DONS s'en donne à cœur joie. Voyez plutôt :

- en 78, des mercenaires prirent le pouvoir aux Comores avec la complicité sud-africaine et contrôlent aujourd'hui encore la situation,

- en novembre 81, une cinquantaine de mercenaires en provenance d'Afrique du Sud tentaient de renverser, une première fois, le gouvernement socialiste des Seychelles,

- ajoutons à ce panorama un nouvel objectif : l'île Maurice où en juin dernier, les élections ont donné le pouvoir à une coalition de gauche.

Le gendarme du Cône Sud africain, chantre de l'apartheid, joue décidément toutes les cartes pour assurer sa survie.

ÉLECTION ET MORT D'UN TUEUR

Les élections libanaises d'août dernier qui se sont tenues dans les circonstances que l'on sait (invasion militaire israélienne, pressions et terrorisme de l'extrême-droite libanaise) ont donc donné la présidence de la république à celui qu'il était convenu d'appeler "l'homme fort du Liban". Soit. Mais au-delà des euphémismes journalistiques, voyons d'un peu plus près qui était l'heureux élu auquel Bégin envoya ses "vœux les plus chaleureux", et Reagan ses félicitations.

Fils de chef-fondateur du Parti phalangiste, Béchir Gémayel n'était pas à proprement parler un inconnu. Il doit sa formation militaire aux phalanges chrétiennes et à sa précocité ; notre petit chérubin jouant déjà aux cow-boy dès l'âge de 11 ans avec de vrais balles... En août 76, il devenait commandant à poigne de toutes les "forces libanaises" regroupant les phalanges chrétiennes, le parti national libéral de Chamoun, les "Marada" de Soleiman Frangie et les Gardiens du cèdre. Ce poste, il allait le conserver en éliminant tous ses rivaux au sein de la communauté maronite : juin 78, il faisait massacrer 35 personnes dont le fils de l'ex-président Soleiman Frangie ; juillet 80, il organisait un "bal-trapp" contre les miliciens de son partenaire et néanmoins rival Chamoun pour les faire rentrer dans les rangs.



Avec un tel palmarès de meurtres à son actif, notre pince-sans-rire pouvait en appeler, au soir de son élection à "dépasser les querelles de fractions" pour la mise en place d'un "état fort et capable où la loi est souveraine, où tous ses habitants sont égaux et où l'armée puisse imposer sa loi".

On comprend, dès lors, les vifs applaudissements de l'UDF et du RPR. On saisit aussi l'empressement avec lequel le PFN s'était félicité de l'élection d'un tel assassin : le Parti des Fascistes Notaires voulant sans nul doute par là remercier les phalangistes pour la mise à sa disposition des camps d'entraînement militaire au

Liban, camps dont il utilise régulièrement les services à l'occasion des congés estivaux...

Et l'on voulait nous faire croire que le fait que ces élections aient eu lieu dans l'enceinte même de la principale caserne de l'armée libanaise ne constitue nullement un symbole... Quoi qu'il en soit, le fracas encore tout récent de la bombe qui lui a coûté la vie au bout de trois semaines de mandat, ne saurait effacer de notre mémoire la franche et amicale accolade à Gémayel que l'ambassadeur de France au Liban ne sut réprimer !

LA CHASSE AUX SORCIÈRES

La mort du général Dalla Chiesa est pleurée, en Italie, même par les syndicats. Par-delà la signification politique de son assassinat, tout le monde semble oublier que cet homme s'était permis de reconnaître qu'"une police propre n'existe pas ou elle n'est pas une bonne police" qu'il était responsable du massacre de la prison d'Alessandrie (Piémont), de la pratique des "repentis", du pacte signé avec la Mafia pour combattre le "terrorisme rouge". Il n'a jamais hésité à restreindre les libertés, ni reculé devant la théorie de l'amalgame. Le 7 avril 1979 il lance une vague d'arrestations dans les milieux de l'Autonomie Ouvrière accusée de couvrir idéologiquement les activités des Brigades Rouges. Des accusations farfelues, mais spectaculaires, pleuvent en particulier contre Toni Negri, Franco Piperno et Oreste Scalzone, leaders du groupe Potere Operaio (qui s'était d'ailleurs auto-dissous en 1972). Pour en finir avec ces théoriciens perçus comme dangereux, les Italiens ont appelé à la rescousse la police des pays européens. Et la France socialiste a répondu... "présent !". Antonio Negri est maintenant détenu à Rome. Franco Piperno, accusé d'avoir participé à l'enlèvement d'Aldo Moro, avait été précédemment extradé par Giscard, libéré en Italie pour "manque de preuves", à nouveau poursuivi sous d'autres charges. Alors qu'il venait du Canada qui lui a accordé l'asile, le 12 juin, Defferre le fera refouler à l'aéroport de Roissy. Un mauvais point pour les libertés. Mais il y a aussi grave et c'est l'affaire Scalzone. Le 29 août, Oreste Scalzone est arrêté à Paris sur ordre judiciaire italien alors qu'il était très légalement installé en France depuis novembre 1981. Chez la centaine de militants italiens réfugiés en France (anciens des B.R., de Prima Linea, de Potere Operaio) de telles mesures font craindre que ce pays ne s'aligne sur des pratiques assez répandues en Europe. Déjà en RFA, en Italie et en Espagne (avec l'affaire du journal "Egin") règne le syllogisme policier suivant : si quelqu'un ne dénonce pas les "terroristes", c'est qu'il est lui-même "terroriste". Serait-ce alors le début de la mise en place d'un espace liberticide européen englobant une France qui aurait oublié d'être socialiste ?

AGORA : VERS LE MENSUEL



Envisager une revue libertaire à diffusion nationale paraissant en province, c'était déjà une gageure. La faire fonctionner, se développer, grandir pendant plus de deux ans, sans interruption et avec régularité, semblait une utopie. Paris tenus ! AGORA existe, vit de ses propres ressources et rencontre un écho qui va s'amplifiant.

Mais dès juin, nous vous disions que nous voulions plus et mieux. Depuis, votre courrier a montré que vous aviez la même ambition que nous. La parution bimestrielle d'AGORA l'obligeait à faire l'impasse sur de nombreux sujets, lui empêchait de se diversifier, de s'ouvrir aux luttes ; bref, nous étions à l'étroit. C'est décidé, la revue deviendra mensuelle ! Mais, vous nous connaissez, pas tout de suite et pas n'importe comment. Un mensuel ça se construit, ça se prépare...

Bien sûr, nous ne changerons rien de ce qui a été la spécificité politique de notre revue ; le non sectarisme, l'absence de tabous, la recherche de la qualité technique, le plus grand sérieux dans la documentation, l'ouverture au plus grand nombre... Le mensuel ce sera encore cela.

Sa naissance est prévue pour avril 1983. C'est loin, dites-vous ? Pas tant que ça. Car, d'ici là, il nous faudra, ensemble, gagner un combat : celui de la diffusion. Si nous voulons que, comme jusqu'ici, AGORA soit dotée d'une bonne assise financière, il lui faudra doubler ses abonnements, doubler ses dépôts-ventes avant sa transformation. D'autre part, pour continuer à débattre avec vous sur la revue dont nous avons besoin, AGORA a prévu, d'ici avril, de rencontrer ses lecteurs dans plusieurs villes. Ensuite, l'équipe de rédaction devra se réorganiser pour faire face aux nouvelles échéances. Enfin, avril c'est aussi mesurer notre efficacité en n'envisageant qu'un premier galop d'essai de trois numéros (avril/mai/juin) avant un véritable ancrage dans le mensuel.

Certains nous ont écrit, ou nous ont dit, qu'une seule chose les inquiétait : tiendrons-nous le rythme ? Ceux qui nous suivent depuis le début, savent bien que nous avons toujours su doser nos efforts, que nous n'avons jamais avancé d'un pas sans être sûrs de la stabilité du terrain. Cette fois-ci, certes le pas est de taille, mais nous croyons autant à la possibilité de notre pari, qu'à sa nécessité. A une seule et unique condition : votre soutien. Là, l'optimisme est de règle. Nous vous faisons confiance !

AGORA
B.P. 1214
31037 TOULOUSE CEDEX



ensemble

c'est possible

Nous avons six mois devant nous pour transformer nos désirs en réalités. Six mois qui vont demander un effort considérable de tous et de chacun. Et d'abord, l'effort pour faire connaître plus amplement AGORA.

CAMPAGNE DE DIFFUSION

En France, quoi qu'on en dise, rien n'est fait pour aider les revues aux tirages modestes. Le monopole Hachette veille au grain et impose des conditions de diffusion qui ne favorisent que les nanties, celles qui ont déjà pignon sur rue ou un banquier dans leur moteur. Pour les autres... qu'elles se débrouillent. Les autres, c'est aussi nous.

La diffusion actuelle d'AGORA est pratiquement confidentielle, connue presque uniquement des "initiés". Même si, patiemment, nous avons pu mettre sur pied une soixantaine de lieux de vente en France, cela s'avère insuffisant. Le théorème de la presse est sans mystère : une revue pour être connue doit être lue, et pour être lue, elle doit être vue.

Alors, les objectifs sont clairs : il nous faut multiplier par deux et d'ici avril, la diffusion d'AGORA, la faire arriver aussi bien dans les lieux les plus connus que dans les coins les plus reculés. Ensemble... c'est possible ! et la recette est simple : il y a cinq façons de grandir.

uble ...

possible !

1. FAIRE CONNAITRE LA REVUE

La faire connaître sur nos lieux de travail et de vie. Pour cela, nous pouvons vous fournir gratuitement des affichettes. Bientôt, des dépliant d'abonnement seront aussi à votre disposition. N'hésitez pas à nous les demander.

Et puis, certainement, des personnes autour de vous ignorent l'existence même de la revue, des camarades intéressés seraient susceptibles de s'y abonner. Ne laissez pas traîner leurs adresses... nous en sommes friands. Ils recevront un exemplaire gratuit d'AGORA.

2. RECUEILLIR DES ABONNEMENTS

L'abonnement c'est l'oxygène de la revue, son minimum vital. Pour passer mensuel, le nombre actuel d'abonnés est insuffisant. Si chacun de nous trouve deux autres abonnés, et n'oublie pas de se réabonner lui-même... c'est gagné ! Simple, non ?

Vous pouvez aussi souscrire pour vos amis, des abonnements-cadeau : 60 F, deux personnes de votre choix

PARIS
AGORA RENCONTRE
SES LECTEURS
le 22 octobre à 20 h 30
Cercle Garcia Lorca
15, rue Gracieuse (5^e arr.)

dont vous nous signalez les adresses, recevront AGORA jusqu'au mois d'avril (3 numéros). Sans doute, de nouveaux lecteurs en perspective...

3. UN MEILLEUR RESEAU DE DIFFUSION

On a toujours une place dans son cartable ou sa musette pour loger quelques exemplaires d'AGORA qu'on peut vendre au fil des rencontres. Devenir diffuseur, ce n'est pas plus compliqué que ça. Alors, combien en voulez-vous ?

4. MULTIPLIER LES POINTS DE VENTE

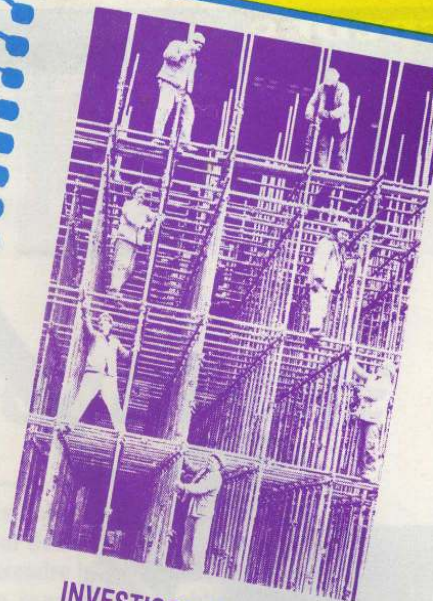
Dans chaque ville, des endroits plus ou moins sympathiques ou sympathisants existent. Deux solutions s'offrent : soit vous nous communiquez les adresses de ces lieux de vente possibles (librairies, kiosques, cafétérias...) et nous nous occu-

pons des contacts et du suivi. Soit, et c'est le mieux, vous vous chargez d'y déposer des exemplaires, d'en contrôler l'affichage, de recueillir et de nous faire parvenir l'argent de la vente (dont 25 % environ reste au libraire).

5. POURSUIVRE LE DIALOGUE

Peut-être avez-vous d'autres idées pour qu'AGORA soit plus connue, et donc plus diffusée ? On les attend avec impatience. Et surtout écrivez-nous pour nous dire ce que vous pensez de la revue, comment l'améliorer, encore et toujours...

Voilà, il nous reste six mois pour qu'AGORA donne sur la rue. D'ici avril, nous ferons le point, à chaque parution, des difficultés et des réussites, nous inventerons les solutions nécessaires pour que notre revue puisse continuer à défendre la liberté grandeur nature !



DEUX BRIQUES
POUR UN LOCAL

INVESTISSONS DANS L'ESPOIR

Passer mensuel suppose engager une nouvelle dynamique de rédaction et donc d'organisation matérielle. Nos conditions actuelles de travail ne nous le permettraient pas : nous sommes envahis par les archives, nous galopons après les documents, personne ne peut rapidement nous joindre... A terme ce serait l'étouffement. Un local, pour travailler dans de bonnes conditions, nous est donc nécessaire afin de gagner le pari du mensuel. Dès aujourd'hui, ce local, nous l'avons. Mais acquérir un tel lieu, ce n'est pas donné. L'aménager en salles de travail, de documentation, de maquettes, peindre, tapisser, brancher le téléphone... tout cela coûte cher et, sans vous, ne pourrait durer bien longtemps. Alors, exceptionnellement, nous nous jetons à l'eau en vous appelant à participer à une souscription pour nous aider à réaliser ce rêve indispensable. Pour une fois, dans le mouvement anti-autoritaire, ce n'est pas un appel au secours, mais un appel à bâtir, un appel à l'espoir. Il nous faut d'ici avril, deux millions de centimes. Cela n'est rien si nous nous y mettons tous. On commence de suite. Acquérons ce moyen technique nécessaire à la réalisation d'un mensuel libertaire de qualité. Aidez-nous à grandir !

(Envoyez vos chèques à la revue, CCP 3-716-17 Y Toulouse, mention "un local pour Agora").

AGORA

REPERES

Dossier réalisé par Michel
Auvray

DERRIERE LES MYTHES, LA SERVITUDE

Entamé à plusieurs reprises ces dernières années, et chaque fois escamoté, le débat sur la conscription pourrait bien rebondir à l'occasion de la prochaine réforme du service national et, plus particulièrement, du vote d'un nouveau statut des objecteurs. Rien ne permet certes de penser que les députés fassent preuve d'une audace novatrice. Sujet tabou entre tous, la conscription apparaît immuable. La nécessité d'une réflexion enfin débarrassée des préjugés et des mythes dont la gauche est si friande n'en est que plus évidente. Et actuelle.



ARMEE,

SERVICE COMPRIS !

CONSCRIPTION ORIGINES ET EVOLUTION



LE MYTHE EGALITAIRE

LE service militaire obligatoire est loin d'avoir les origines qui lui sont souvent attribuées. Nul doute que la République se soit prévalue de la démocratie pour étendre la contrainte. Force est pourtant de constater que, d'une part, le principe de l'obligation du service des armes est fort ancien et que, d'autre part, l'égalité proclamée de tous devant la loi a longtemps masqué — et masque encore — une profonde inégalité sociale : impôt du sang, impôt du temps, le service militaire a presque toujours été un impôt sur la misère.

Un principe autant bafoué qu'affiché

DU principe à ses applications concrètes, grande est la distance. Ainsi, chez les Francs, chaque groupe social se doit de pourvoir à sa sécurité, mais le recours aux volontaires est suffisant jusqu'au VIII^e siècle.

Le X^e siècle consacre l'avènement d'une caste de guerriers, qui se réserve l'emploi des armes. Pourtant, le service militaire des masses n'a pas complètement disparu : les "vilains" doivent travailler à la construction puis à l'entretien des châteaux, de même que se battre, au niveau local, avec leur armement rudimentaire.

La naissance de l'Etat moderne, au XIV^e, s'accompagne d'une modification radicale de l'organisation militaire. En un siècle, l'exercice des combats passe entre les mains de combattants soldés. Le peuple est cependant astreint à prendre part à des formations auxiliaires. Une conscription royale voit même le jour, dès 1448 : des "francs-archers" tirés au sort dans les paroisses, s'ajoutent à l'armée régulière.

A l'instar des souverains d'Espagne et de Suède, Louis XIV instaure, en 1668 des "milices provinciales" basées sur le recrutement obligatoire d'éléments populaires. Certes, seul un homme sur dix, ou un sur vingt, est recruté selon les régions et les années.

Le hasard qui, en principe, régit le recrutement, connaît de singulières influences : aristocrates, membres du clergé et titulaires d'offices, ne sont pas concernés par le tirage au sort ; les habitants des villes, qui fournissent souvent des volontaires engagés par leurs soins, échappent à l'obligation, de même que nombre de privilégiés et leurs protégés. Le remplacement étant toléré, et

ceux qui en ont les moyens n'hésitent pas à s'acheter un remplaçant, seuls les plus pauvres des paysans ne peuvent, au fond, échapper au service.

Du droit à l'obligation

DE la conquête des droits universels de l'homme découle, avec la Révolution, celui de se défendre par les armes. Les enrôlements volontaires se révèlent rapidement insuffisants, les fameux "volontaires de l'an II" sont fréquemment réquisitionnés. Et vives les résistances. Car le recrutement de la "levée en masse" n'est pas moins inégalitaire que celui des formations de l'Ancien Régime. Bien sûr, toute autre est la portée de l'obligation. Pourtant, le Comité de Salut Public n'en décide pas moins l'exemption des gardes nationaux et des employés au service de l'Etat. Par ailleurs, la pression des notables s'exerce, et il n'est pas rare que tels fils de famille aisée ou tel corps de métier bénéficie d'une exemption totale.

Le principe de l'armement général du peuple, un moment réalisé par une mesure de circonstance, ne va pas tarder à être dévoyé par la réaction thermidorienne. Du droit de se défendre par les armes, on est passé à l'extension du devoir de servir par les armes : le 5 septembre 1798, la loi Jourdan codifie la conscription. La bourgeoisie applique en quelque sorte, le système de recrutement des milices royales aux troupes régulières. Tous les conscrits ne sont pas recrutés et les hommes mariés, notamment, ne sont pas concernés. Or, le nombre de réfractaires est si important que, à peine six mois plus tard, le Directoire admet que les conscrits puissent désigner des volontaires. Les jeunes ainsi désignés étant autorisés à fournir des rem-

plaçants, seuls les dépossédés sont, comme auparavant, réellement tenus de partir.

Tirage au sort et remplacement

BABOUÉ dès 1799, le principe de l'obligation est bientôt régi par plusieurs mesures qui en modifient le sens : le remplacement est réglementé en 1802 et, deux ans plus tard, des exemptions sont prévues, notamment pour les chargés de famille, les séminaristes et les étudiants.

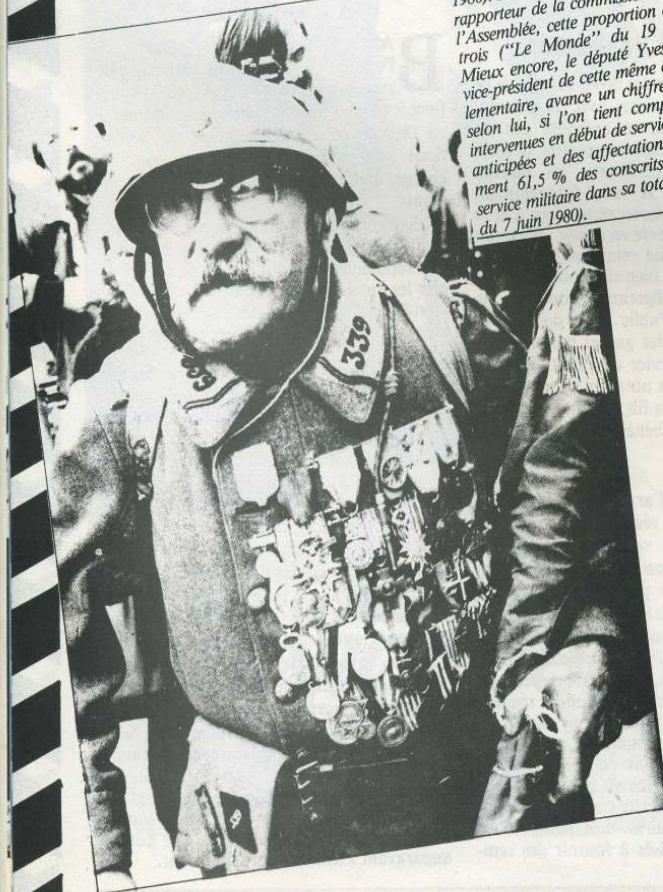
Supprimé dès son accès au trône par Louis XVIII, l'enrôlement forcé est pourtant rapidement rétabli. Ne visant qu'à combler les carences du volontariat, la loi Gouvion Saint-Cyr du 10 mars 1818 confère aux mesures inégalitaires des proportions considérables.

Inscrits maritimes, élèves de grandes écoles, séminaristes et candidats à l'enseignement sont d'abord, dispensés de se présenter au tirage au sort qui détermine l'ordre de passage devant le conseil de révision. Celui-ci arrétant son travail dès qu'il a réuni le nombre d'appelés correspondant à l'effectif fixé pour le canton, seuls ceux qui ont tiré les numéros les plus bas sont susceptibles d'être incorporés. Les arrêts du sort ne sont réellement définitifs que pour les plus démunis : les détenteurs des "mauvais numéros" reconnus aptes sont en effet autorisés à s'acheter un remplaçant dont le prix représente l'équivalent de plusieurs années de salaire d'un journalier agricole. Inaccessible à la plupart des jeunes, donnant lieu à un véritable trafic, le remplacement est finalement interdit en 1855, sauf entre parents. Mais ceux qui ont été désignés n'en sont pas moins autorisés à verser à l'Etat une somme forfaitaire correspondant à ce que coûtait auparavant l'achat d'un remplaçant.



DES HOMMES ET DES CHIFFRES

Dispensés pour raisons "sociales", exemptés (aux trois jours) ou réformés (après l'incorporation) pour motifs médicaux réels ou simulés, le bien des conscrits évitent, en toute légalité, le poids de la contrainte prétendue commune. Le nombre de ceux qui échappent ainsi à l'obligation du service national est, depuis quelques années, l'objet d'une singulière bataille de chiffres : Selon la Direction du service national, 74 % des jeunes hommes en âge d'être appelés effectuent le service ("Le Monde" du 7 juin 1980). Aux dires de Jean-Pierre Becher, alors rapporteur de la commission de la défense de l'Assemblée, cette proportion est de deux sur trois ("Le Monde" du 19 octobre 1979). Mieux encore, le député Yves Lancien, alors vice-président de cette même commission parlementaire, avance un chiffre bien inférieur : selon lui, si l'on tient compte des libérations intervenues en début de service, des libérations anticipées et des affectations spéciales, seulement 61,5 % des conscrits accomplissent le service militaire dans sa totalité ("Le Monde" du 7 juin 1980).



L'inégalité du système de recrutement instauré par la III^e République naissante n'est pas moindre. Certes, la loi du 27 juillet 1872 met en place, à l'instar du vainqueur prussien, une puissante armée basée sur la conscription ; certes, le service est désormais dû à titre personnel et le remplacement, en conséquence, interdit. Le principe d'égalité n'en est pas moins sérieusement bafoué : les dispenses sont souvent accordées, tandis que les ministres du culte, membres de l'Instruction publique comme, plus largement, tous ces piliers du régime républicain que sont les fonctionnaires, sont systématiquement exemptés. Ensuite, bacheliers et élèves des grandes écoles peuvent n'accomplir qu'un an de service, à condition de payer leurs frais d'entretien. Enfin, le tirage au sort voit sa fonction modifiée : les "bons numéros" ont droit à n'effectuer qu'un an de service, les "mauvais", eux, cinq ans.

La loi Freycinet du 15 juillet 1889, qui réduit la durée du service à 3 ans, marque une notable évolution : désormais, toute la "classe" est en principe tenue d'accomplir un service de même durée. L'inégalité se fait moins criante mais les jeunes bourgeois continuent de passer outre au sort commun : ceux qui s'engagent à servir dix ans dans l'enseignement, comme ceux qui ont obtenu certains diplômes ou poursuivent leurs études ne doivent pour leur part, qu'un an de service.

Ce n'est finalement qu'en 1905 que, la loi du 21 mars ramenant la durée du service à 2 ans, tous les jeunes se voient appliquer les mêmes dispositions : le tirage au sort est définitivement aboli, et pour la première fois, la quasi totalité des recrues incorporées.

Fiction juridique

Le "service obligatoire, universel et égalitaire" avait été instauré, non sans bien des résistances. La "tradition" républicaine dont s'enorgueillissent tant les politiciens aura jusqu'alors bel et bien consisté à faire reposer le poids du service sur les plus exploités et dominés des individus. Or, égalitaire et réellement obligatoire pour tous, le service ne le sera qu'entre 1905 et 1962, pas même une soixantaine d'années.

Fin des guerres de décolonisation, émergence de l'armement atomique, professionnalisation accrue, la fin de la guerre d'Algérie entraîne une diminution considérable des effectifs : 8,3 % des conscrits sont déclarés inaptes en 1961, 20,5 % en 1965, 26,5 % en 1967. En six ans, l'augmentation du nombre de ceux qui échappent en toute légalité au service est supérieure à 500 %. Et, depuis lors, l'universalité prétendue de l'obligation se réduit aux trois quarts voire aux deux tiers de chaque "classe" d'âge.

Passe-droit, magouilles et combines en tout genre, dans le domaine de l'individualisme, les enfants de la bourgeoisie sont assurément les mieux placés. Point n'est dès lors besoin de s'étonner qu'aujourd'hui comme au siècle dernier, ce soit au sein des milieux populaires que se rencontrent la plupart des réfractaires. Régime républicain ou pas, le service n'est pas davantage égalitaire qu'au cours des siècles précédents mais c'est cette fiction juridique, ce principe qui veut que tout le monde est censé y être astreint, qui sert de symbole permanent de l'égalité de tous devant la loi et les institutions.

UN SERVICE QUI REND BIEN DES SERVICES

EN faisant de chaque homme un soldat, la généralisation du service militaire avait, à la fin du XIX^e siècle, préparé les massacres les plus meurtriers de tous les temps. Depuis lors, la finalité du service, qui était depuis 1872 d'instruire militairement tous les hommes valides pour qu'ils soient, lors d'une mobilisation, aptes à combattre, s'est évanouie. Les conditions de la guerre moderne rendent, sinon impossible, du moins fort improbable le recours aux armées de masse et la conscription n'a plus stratégiquement de raison d'être.

Le nouveau pouvoir pourrait, à l'instar de bien d'autres pays, mettre un terme à l'enrôlement forcé et recourir au recrutement de volontaires. Du temps où il était dans l'opposition, Charles Hernu ne semblait guère troublé par une telle éventualité : « On pourrait avoir, disait-il en 1977, soit un service très court avec des périodes de réserve et un volontariat, soit un volontariat seulement. » (1). Persistance des mythes, crainte de heurter une partie des militaires de carrière, volonté de ne pas aggraver les dissensions au sein de la majorité, la position personnelle du ministre a fort peu de chances de se concrétiser à court terme. Les divergences politiques ne sont pas seulement en cause. Si les timides réformes du service national ne vont point dans le sens d'un affaiblissement de la conscription mais se matérialisent par un changement « de son contenu et de son efficacité » (2) c'est bien parce qu'après avoir accédé au pouvoir, les socialistes sont, au fond, peu désireux de se passer d'un instrument qui n'a pas cessé d'être utile à l'institution militaire comme au système.

La plus grande agence d'intérim

ABSENT de l'organisation de la "Force Nucléaire Stratégique", très peu employé à servir les matériels les plus modernes, le contingent est réduit à jouer, comme la "piétaille" au Moyen-Age, le rôle de valet d'armes. La marine n'incorpore que peu d'appelés, l'aviation guère plus, et c'est le corps de bataille terrestre qui impose l'emploi de 200 000 conscrits. Pourtant, seul un tiers des appelés affectés à l'armée de terre reçoivent une réelle formation de combattant. Plus de la moitié des recrues sont, de fait, affectés à des postes techniques ou administratifs, effectuent des tâches subalternes, à proprement parler non-militaires, mais, il est vrai, utiles au fonctionnement de l'appareil.

Le contingent représente un potentiel productif considérable et les appelés servent à tout, même à effectuer les travaux personnels de certains officiers. Toutes ces activités pourraient, comme c'est le cas dans certains pays européens, être aussi bien assurées par des civils avec, bien sûr, un autre statut, une autre rémunération et d'autres droits. Ce qui n'est autre, qu'une survivance des corvées du Moyen Age, ne se révèle pourtant guère rentable. Gardes inutiles et parades grotesques, revues sources de sanction et appels angoissants ne sont point



AL'EXTENSION du domaine militaire à l'ensemble du corps social correspond le développement de nouvelles formes de service. Mais élargi ou non, le recrutement forcé des individus n'a jamais été conçu que pour des raisons financières, des besoins d'effectifs, dans un but d'embrigadement.

productifs. Le nettoyage et l'entretien, le nettoyage encore et surtout, des locaux, des armes et des effets rythment les journées des soldats fréquemment inoccupés.

Les pratiques archaïques occultent cependant l'évolution qui, peu à peu, se dessine. En retardant ou en suspendant les activités professionnelles des appelés, le service militaire joue de longue date le rôle d'un parking de chômeurs potentiels visant à réduire artificiellement les statistiques et le danger d'explosion sociale qu'ils représentent. Parallèlement, on assiste aujourd'hui à une utilisation plus judicieuse de travailleurs disponibles du fait de la conscription : des chercheurs scientifiques sont détachés auprès de laboratoires, le service de santé accueille médecins et infirmiers du contingent ; mille jeunes effectuent le service comme pompiers, 7000 comme gendarmes auxiliaires, plus de dix mille autres comme enseignants ou techniciens outre-mer.

Plus révélatrices, plus insidieuses aussi, sont les interventions des conscrits dans nombre de secteurs d'activité. Ici, des soldats participent aux récoltes qui n'ont pu être effectuées à temps, là, ils nettoient un fleuve ou remettent en état des chemins. Que des incendies ravagent les forêts, et par centaines, ils viennent prêter main-forte, qu'un pétrolier répande son chargement sur les côtes de Bretagne et les sol-

datos tentent de faire disparaître les terribles dégâts. En venant en aide aux populations en difficulté, l'armée remédie quelque peu à l'absence de matériel des corps spécialisés, elle pallie à l'insuffisance des effectifs. Et, face au chômage croissant, elle "joue de plus en plus le rôle d'une grande agence de travailleurs intérimaires avec les avantages de l'ordre, de la hiérarchie, de la discipline et de la mauvaise paye." (3)

Vers un service civil ?

L'IDÉE d'un service civil n'est pas nouvelle et, depuis les "Chantiers de la Jeunesse" du régime de Vichy, maints projets ont vu le jour, tant après 1968 (et son mouvement social), après 1973 (et le mouvement contre la loi Debré) qu'après 1975 (et l'emploi de la Cour de sûreté de l'Etat contre les comités de soldats) : en bref, chaque fois que l'armée a voulu restaurer son image de marque et détourner la contestation de la jeunesse. Etendu pour certains aux jeunes femmes, limité pour d'autres à la plupart des conscrits exemptés et dispensés faute de besoins, ce service civil éviterait de créer des emplois publics indispensables à la couverture de besoins sociaux insatisfaits.

Dénoncée, depuis une quinzaine d'années, par les objecteurs qui se refusent à en être les

cobayes, la mise en place d'un tel service s'est jusqu'alors heurtée, plus encore qu'à l'opposition d'une partie de la caste politique, à des difficultés résultant de l'absence de structures adéquates. La gauche au pouvoir, le danger est loin d'être écarté. A considérer les déclarations du ministre de la défense, qui prévoit un élargissement du service national "qui devra englober la défense civile des populations, des missions d'intérêt général" (4) et celles de François Mitterrand, qui veut instaurer une "coopération élargie" (5), force est d'admettre que les intentions des gouvernants ne diffèrent pas de celles de leurs prédécesseurs. Les orientations non plus : le nombre de gendarmes auxiliaires a été augmenté de 50 % et les tâches extra-militaires de tous ordres confiées aux appelés ont tendance à se multiplier, au point que les états-majors se plaignent.

L'utilité humaine d'un service civilisé a beau être moins contestable que l'encasernement, il n'en aurait pas moins pour fonction de remédier à peu de frais aux insuffisances des secteurs socio-culturels, de masquer les carences et les responsabilités d'une politique asservie à la recherche du profit et, ce faisant, permettrait de désamorcer en partie l'antimilitarisme viscéral des jeunes. S'il est vrai que l'instauration d'un service civil généralisé reste peu probable dans un proche avenir, l'extension des activités civiles accomplies par les soldats n'en est pas moins certaine.

Car les avantages que tire l'armée de ces interventions ne sont pas minces. Les 4000 soldats qui, au retour des vacances d'août 1973, réglaient la circulation ou venaient en aide aux automobilistes malchanceux, lui servirent d'expérimentation à la police des mouvements, comme la marée noire de 1978 lui fut l'occasion de tester sa capacité à occuper un territoire en contrôlant informations et déplacements. Mais surtout, ce qui lui tient lieu de manœuvres préfigurant des situations de crise a pour effet d'accoutumer la population à la participation de militaires à la société civile. Face à une catastrophe que la logique du profit tend à présenter comme fatale, comme lors de grèves qui ont pour particularité de gêner les usagers, les soldats, donc les militaires, apparaissent

SERVICE MILITAIRE ADAPTE



Aux Antilles, en Guyane et à la Réunion, "départements français" comme chacun le sait, service militaire et service civil sont associés depuis une vingtaine d'années. Plusieurs milliers de jeunes subissent, chaque année, ce traitement quelque peu singulier : deux mois de formation militaire, un à trois mois d'apprentissage rudimentaire aux métiers du bâtiment et de génie civil, et le reste à réaliser quasi gratuitement logements, aérodromes et routes. Embrigadement, "spécialité" pratiquement imposée, surexploitation, voilà de quoi satisfaire le plus exigeant des patrons.

comme utiles à la population, la protégeant contre les "agressions" de toute nature. Le caractère redoutable des forces armées est occulté et le service militaire, ainsi dissimulé sous l'apparence d'un service public efficace et inoffensif, sert de masque démocratique à l'armée tout entière.

Un masque démocratique

L'INSTITUTION militaire n'a pas l'exclusivité du travail de domestication des couches dominées. Force est cependant de reconnaître que, gouvernement socialiste ou pas, l'armée continue d'y contribuer fortement. Préparation à l'exploitation, élément de reproduction des valeurs les plus réactionnaires, temps fort du conditionnement à l'acceptation de l'ordre social, le service militaire demeure l'instrument d'embrigadement qu'entendaient en faire, sur les cendres de la Commune de Paris, ses promoteurs. A l'instar des républicains de la fin du siècle dernier, qui voulaient réconcilier le pays autour du drapeau et faire de la conscription à la fois un moyen d'unification patriotique et un mode d'intégration civique, Charles Hernu a en effet pour souci d'établir "entre la nation et son armée, un lien solide, fort, permanent, amoureux" (sic) (6).

L'heure n'est certes plus à l'instauration de "bataillons scolaires" semblables à ceux que dirigeaient les instituteurs des années 1880. Mais les intentions de celui qui déclare qu'"il faut arriver à l'armée préparés, et préparés par l'école, le lycée et l'université" (7), ne sont pas moins inquiétantes. La valorisation de l'"esprit de défense" a succédé à celle du "sentiment national" et les responsables de la militarisation de la jeunesse visent tout autant à faire de l'armée un symbole d'unification nationale, de la conscription un moyen de nier les antagonismes de classe et du service le lieu privilégié de la soumission des esprits à la politique totalitaire de défense.

1) Entretien publié in "Civils, si vous saviez...", Maspéro, p. 174.

2) Charles Hernu, dans une interview parue in "Le Monde" du 11 juillet 1981.

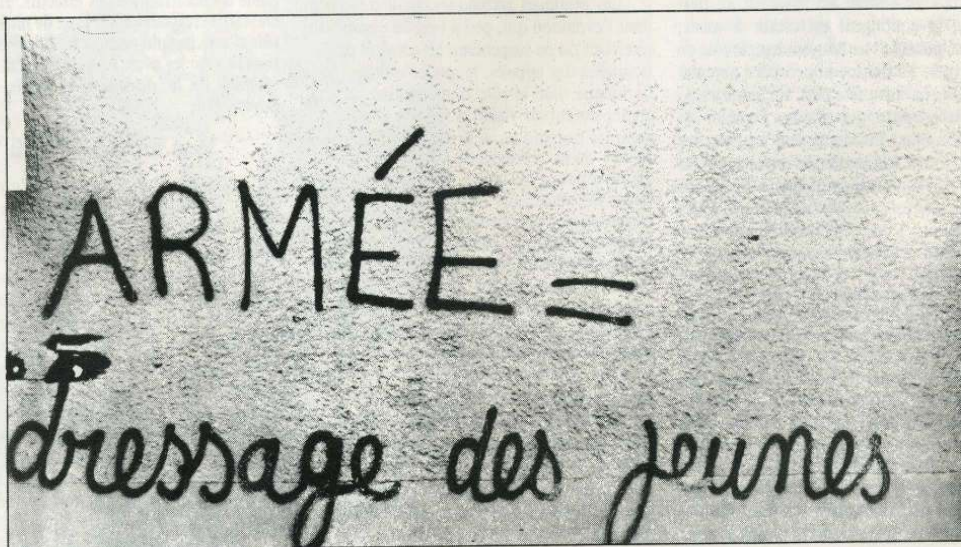
3) "Objection", n° 15, décembre 1974.

4) Hernu, in "Le Monde" du 11 juillet 1981.

5) François Mitterrand, in "Le Monde" du 2 juillet 1981.

6) Rapporté in "Libération" du 31 avril 1982.

7) Charles Hernu, in "Le Monde" du 11 juillet 1981.



LA GAUCHE ET LES APPELES



« C'EST vrai que nous nous entendons bien avec l'armée de la France, et c'est tout naturel » (1). François Mitterrand peut, sans conteste, se féliciter. Les états-majors sont aux anges et Bigeard, qui devait prendre le maquis à l'arrivée de la gauche au pouvoir, congratulate sincèrement celui qui, il y a quarante ans, fut réfractaire aux Chantiers de la Jeunesse : « Charles Hernu n'a touché à rien, et c'est bien » (2). Dans le domaine de la défense et, plus précisément, dans celui du service national, le bilan de 18 mois de gouvernement socialiste est en effet affligeant.

LES NON-VOLONTAIRES DE L'AN II

Un bilan globalement dérisoire

PROMESSES bafouées, engagements reniés, la politique menée depuis le 10 mai 1981 est pire encore que ce que pouvaient escompter ceux-là même qui se montrent fort sceptiques à l'égard des changements issus des urnes. La sécurité militaire est débaptisée, la réduction de la durée du service reportée aux calendes, tandis que les tribunaux militaires, dont l'existence est artificiellement prolongée, vont être simplement remplacés par des juridictions spécialisées. Ceux qu'Hernu qualifiait il y a peu de « manœuvres-balais » (3) sont, comme auparavant, considérés comme des citoyens de seconde zone corvéables à merci. Comme auparavant, des soldats ont été sanctionnés pour avoir osé réclamer ce que la gauche leur promettait : durée du service à six mois et respect des libertés démocratiques.

Utile comme bulletin de vote, la voix des appelés est, en bref, étouffée dans le carcan de l'institution nullement ébranlée par la portée des réformes entreprises. Les arrêts de rigueur, dont la disparition a été annoncée à grand bruit, sont purement et simplement remplacés par une période dite d'"isolement", réduite, il est vrai, mais tout aussi exceptionnelle : 20

jours de garde à vue sans défenseur. Affichant leur volonté de réduire les inégalités, les autorités socialistes ont même pris des dispositions d'une hardiesse douteuses : les scientifiques, médecins, vétérinaires et autres pharmaciens qui accomplissaient autrefois, de fait des avantages dont ils bénéficiaient, un service de 16 mois, sont désormais tenus d'effectuer un an de service, alors que leur report d'incorporation est prolongé jusqu'à l'âge de 27 ans. Les enfants sages sont même récompensés : la solde des appelés de « 1^{re} classe » (sic) est augmentée et les étudiants titulaires d'un brevet de préparation militaire bénéficient d'un report d'incorporation supplémentaire. Les futurs cadres du pays échappant au sort commun, les dépossédés vont, quant à eux, être embrigadés plus tôt : c'est, une fois encore, sous couvert de réduire le chômage que l'âge réglementaire d'appel sous les drapeaux va être abaissé le 19 à 18 ans.

Finis l'attentisme ?

L'ARRIVÉE de la gauche au pouvoir avait mis un terme à la répression dont étaient victimes ces coupables de délit d'opinion que sont réfractaires et militants antimilitaristes. L'amnistie effaçait les peines et



les délits militaires, les poursuites contre les objecteurs insoumis et les renvoyeurs de papiers militaires étaient suspendues, de même que tous les objecteurs refusés placés en appel différé jusqu'à l'adoption de nouveaux textes législatifs.

Guère plus libérale que celle qui avait été votée à l'initiative de Giscard d'Estaing lors de son accession à la présidence, la loi d'amnistie promulguée en juillet 1981 ne réglait pourtant rien la situation des réfractaires qui n'avaient

pas fait une demande de statut d'objecteur. Certains qui, s'étaient présentés aux autorités, avaient été, tels Hervé Kerrain et Bernard Corbel, condamnés à deux ans d'emprisonnement. Et nombreux furent les insoumis qui, dès le mois d'octobre 1981, reçurent un nouvel ordre de route. Cohérents avec eux-mêmes, la plupart se refusèrent à la soumission et les autorités, qui avaient un moment temporisé en reportant du 31 décembre au 28 février le délai qui leur était accordé pour régulariser leur situation, s'étaient finalement résolues à se débarrasser de certains d'entre eux par l'exemption ou la réforme. Mais, dès lors, bien des insoumis "totaux" se retrouvaient à nouveau "en cavale".

L'arrestation durant le week-end du 15 août, de Richard Laurent — insoumis autrefois membre de la rédaction d'"Avis de Recherche" et sorti de la clandestinité après les élections — laisse-t-elle augurer d'un regain de la répression ? S'il est encore trop tôt pour en conclure que la situation transitoire qui prévalait depuis plus d'un an est parvenue à son terme, plusieurs éléments n'en permettent pas moins de penser que le climat d'attentisme dont étaient à la fois bénéficiaires et prisonniers les objecteurs et les insoumis est sur le point de se dissiper. D'abord, il est vrai parce que devrait succéder à l'adoption d'un nouveau statut des objecteurs une situation radicalement différente : d'une part, parce que les insuffisances et les ambiguïtés de la nouvelle loi seront, à plus ou moins long terme, la cause de multiples luttes ; d'autre part, parce que les autorités socialistes ne semblent guère disposées à tolérer que des objecteurs refusent de subir un service civil tout de rose repeint et, plus encore, que l'objection s'affirme comme une contestation du militarisme.

Utilisant l'arme de la division, les autorités mettent actuellement à jour leurs fichiers et, considérant comme en règle les objecteurs insoumis âgés de plus de 29 ans, se préparent à rappeler les autres. Nul doute que si elle aboutissait, la décision de rappeler les objecteurs en situation d'insoumission depuis des années ne suscite une agitation dont il reste, il est vrai, difficile de prévoir l'ampleur.

Maladresse, volonté délibérée de tester la résistance des objecteurs insoumis ? Le fait est que plusieurs d'entre eux ont déjà été informés qu'ils seraient prochainement incorporés. Le fait est, aussi, qu'après dix ans d'insoumission, le mouvement objecteur semble sortir du sommeil où il était ces derniers temps plongé. Lors du camping antimilitariste, des objecteurs insoumis ont décidé d'élaborer une riposte collective et, ce faisant, de préparer la nouvelle lutte qu'ils peuvent être conduits à mener.

Souvent étroitement liée à la répression dont sont l'objet réfractaires et résistants à la militarisation, l'activité des groupes antimilitaristes était inexorablement marquée par la quasi-disparition des procès. La nouvelle loi sur l'objection une fois votée, tout porte à croire que la répression qui, à plus ou moins longue échéance, s'ensuivra, se heurtera à l'agitation d'un mouvement qui, sans plus attendre, vient de se doter d'une coordination nationale.

1) Cité in "Le Monde" du 16 juillet 1982.

2) Rapporté in "Le Monde" du 21 août 1981.

3) Point de vue signé Charles Hernu et publié in "Le Monde" du 27 février 1980.

QUEL STATUT POUR LES OBJECTEURS ?



Tissu de mesures discriminatoires et restrictives, le statut des objecteurs promulgué le 21 décembre 1963 a vécu. Un nouveau texte législatif va, selon toute vraisemblance, être très prochainement adopté. Des améliorations non négligeables en découleront : l'interdiction de la propagande sera supprimée, le délai pendant lequel l'appelé peut demander l'obtention du statut élargi, le recours en Conseil d'Etat retardera l'incorporation, les affectations seront diversifiées.

Sous la pression des luttes, une proposition de loi avait été déposée, le 19 décembre 1979, par les députés socialistes. Il y a pourtant tout lieu de craindre que le futur statut ne soit plus répressif que ne l'envisageaient alors les parlementaires du P.S. Nul doute que les conditions d'attribution du statut ne soient assouplies. Mais l'obtention sera toujours conditionnée à l'acceptation d'une demande. De même, autant la reconnaissance de l'objection après le service militaire paraît probable, autant l'obtention du statut pendant le service armé semble encore interdite. La durée du service civil sera-t-elle, bien que réduite, toujours plus longue que celle du service militaire ? Et verra-

t-on, comme le stipule l'avant-projet du ministère de la défense, des objecteurs insoumis ou déserteurs à leur affectation se faire retirer le bénéfice du statut ? Pour l'heure, il n'est guère loisible de déterminer avec précision le contenu exact du futur statut qui va être, au fond, le fruit d'un compromis entre les humanistes — tenants d'une grande tolérance et qui pensent que la normalisation se fera d'elle-même — et les politiciens "réalistes" — partisans de la fermeté et décidés à satisfaire les exigences de la hiérarchie militaire.

Mais on peut, sans risque d'erreur, affirmer que la loi sera plus libérale que la précédente et que, par suite, le nombre d'objecteurs sera en augmentation très nette. Certains se satisferont, bien sûr, de cette libéralisation tant attendue. A considérer les revendications des objecteurs réclamant, depuis des années, la suppression de la commission juridictionnelle, la régularisation de tous les objecteurs insoumis ou refusés comme, plus largement, la reconnaissance du droit à l'objection à tout moment, pour tous motifs, l'on voit mal cependant comment bien des objecteurs pourraient se satisfaire d'aménagements aussi minimes.

Vacances efficaces

Quatrième du genre, le camping antimilitariste qui s'est déroulé, du 30 juillet au 1^{er} août, au col de la Loge, est certainement l'un des plus fructueux. Réunis, à l'initiative d'un groupe très implanté localement, "Objections en Monde Rural", 221 personnes venues de 36 départements différents ont pris part à des débats aussi riches que variés. Travail en commissions, échange d'expériences, confrontation des diverses pratiques locales, le bilan de ces rencontres où, outre nombre d'isolés, une trentaine de groupes étaient représentés, se solde par plusieurs décisions concrètes.

Celle, surtout, de se doter d'une coordination nationale antimilitariste dont la prochaine réunion aura lieu les 30 et 31 octobre à Lyon (au CEP, 44, rue St-Georges 69005 Lyon). Celle ensuite, de poursuivre la publication bi-mensuelle du bulletin de liaison "Objections", qui change d'adresse ("Objections", BP 117, 07100 Annonay cedex). En dehors des actions et coordinations spécifiques (armée/éducation, femmes et armée, objecteurs insoumis), deux axes prioritaires ont enfin été décidés pour l'année à venir : campagne contre le service national, à l'automne et particulièrement autour du vote du nouveau statut des objecteurs ; campagne anti-guerre et contre le nucléaire, qui devrait, elle, culminer lors de la réunion des ministres de l'OTAN à Paris, au printemps prochain.

ARMÉE DE MÉTIER ET CONSCRIPTION

L'ÉPOUVANTAIL ET LA RECRUE FORCÉE



P RATIQUEMENT unanime à reconnaître les défauts les plus criants du service militaire, la caste politicienne n'en est pas moins prompte, dans sa quasi-totalité, à faire preuve d'une démagogie éhontée pour préserver envers et contre tout l'existence de la conscription. La gauche et l'extrême-gauche, qui souvent brandissent l'épouvantail de l'armée de métier, sont en grande partie attachées à magnifier les prétendues vertus démocratiques de cette institution. Absence d'analyse ? Méconnaissance de l'histoire ? Et si les illusions nourries à l'égard du contingent ressemblaient à s'y méprendre à une singulière myopie politique ?

N UL doute que la participation de l'ensemble de la population à sa propre défense ne constitue un principe éminemment démocratique. Nul doute aussi que le service national ne permette à des éléments populaires d'être intégrés à l'appareil de défense. Cette modalité particulière du recrutement des armées qu'est le service militaire est cependant radicalement différente, tant dans sa finalité que dans ses formes, de l'organisation spontanée que se donna le peuple à certains moments de son histoire. Toujours utilisé par le pouvoir d'Etat en vue de la satisfaction de ses propres intérêts, l'enrôlement forcé des individus n'a assurément rien à voir avec une formation populaire reposant, avant tout, sur l'adhésion déterminée et volontaire.

Armé, le peuple a toujours effrayé les tenants du pouvoir. Doit-on pour autant en déduire que c'est la peur qui pousse des personnalités politiques de droite à se déclarer favorables à la suppression du service militaire obligatoire ? L'argument prêterait à rire si ce n'était les mêmes personnalités qui, alors qu'elles exerçaient le pouvoir, entendaient maintenir à tout prix le même service militaire. Prenez les Debré, Messmer et Chirac. Tous trois ont été, successivement, Premiers ministres de gouvernements de la V^e République. Tous trois ont utilisé le contingent, tous trois n'ont touché en rien au service militaire et tous trois ont, une fois seulement après avoir quitté l'exercice du pouvoir, réclamé sinon la suppression du contingent, du moins sa réduction.

Critiques et suggestions novatrices seraient-elles liées à la fonction politique de celui qui les formule ? C'est ce que maints exemples permettent de penser : à droite comme à gauche. Louis-Napoléon Bonaparte, qui se faisait fort de critiquer, comme député, la pratique du remplacement, n'aura rien de plus pressé, une fois devenu l'empereur Napoléon III, que de lui substituer celle de l'exonération. Et Charles Hernu, qui se déclarait il y a peu favorable au volontariat, se montre, comme ministre, partisan de réformes dont la timidité n'a d'égale que l'hypocrisie.

La gauche est, dans son ensemble, si accrochée à ses mythes, que ceux qui s'en réclament préfèrent fréquemment taire leurs positions iconoclastes de crainte de passer pour de fieffés réactionnaires. Comme si, quantité mise à part, ni l'Ancien Régime, ni le Premier Empire, ni le Second n'avaient connu l'obligation du service des armes. Comme si, en 1872, l'Assemblée nationale qui avait décidé d'étendre l'obligation du service militaire n'avait pas été majoritairement composée de députés conservateurs...

Le frein aux aventures militaires ?

L'EXISTENCE du contingent est-elle, comme le prétendent volontiers ses plus farouches partisans, « la garantie, pour notre peuple, de pouvoir compter sur ses fils afin que ne soient pas confiées à l'armée des missions contraires à ses intérêts » ? (1). Ceux qui persistent à ne voir dans l'institution militaire qu'un appareil neutre, apolitique, et qui insistent sur l'unité de l'armée comme si la lutte des classes ne la traversait pas, reconnaissent, de fait, les limites de cette thèse, tant est manifeste leur volonté de gagner à leur cause la haute hiérarchie.

Il serait, à l'évidence, illusoire de penser que les militaires professionnels ont à tout jamais renoncé à l'idée de conduire la politique des peuples qui les entretiennent. Le nombre de coups d'Etat qui, dans le tiers-monde, mettent en place des dictatures militaires ne cesse d'être inquiétant. Mais ces régimes ne connaissent-ils pas, le plus souvent, des forces armées largement constituées d'appelés ? A considérer la place occupée, par exemple, par les appelés grecs en 1967, par les soldats chiliens en 1973 et, récemment, par leurs collègues polonais, on peut douter de l'efficacité du contingent à faire échec aux coups de force militaires.

Certes, la passivité des appelés fut l'un des éléments qui entravèrent la réussite du putsch du "quartieron de généraux" qui, le 22 avril 1961, avait pris le pouvoir à Alger. Pourtant, « les fameux paras putschistes étaient à 95 % appelés, officiers compris » (2). Et la composition de l'armée qui avait approuvé voire appuyé, le 13 mai 1958, un autre coup de force, n'en était pas moins identique. « La plupart des coups d'Etat (ayant) été le fait d'armées de conscription » (3), l'existence du contingent constitue-t-elle, au moins, un frein aux aventures militaires ? Instrument des conquêtes de Napoléon, la conscription a été généralisée au moment même où la III^e République étendait son empire colonial. Et loin d'empêcher les conflits impérialistes ou les guerres coloniales, le service militaire a toujours fourni aux possédants les soldats dont ils avaient besoin. Jamais la guerre d'Algérie, par exemple, n'aurait duré aussi longtemps ni pris de telles proportions s'il n'y avait eu, aux côtés des baroudeurs, des centaines de milliers de conscrits pour quadriller le pays. N'en déplaise aux communistes et autres gauchistes, les guerres impérialistes ont aussi été faites avec la participation d'anti-impérialistes convaincus, les guerres coloniales avec des anticolonialistes qui ne l'étaient pas moins, comme nombre de grèves et manifestations ont été réprimées par d'anciens militants.

Fratrnisations ?

À la place des appelés au sein des forces armées constitue-t-elle, au moins, un moyen d'empêcher que l'armée ne soit employée comme force de répression antipopulaire ? Bien sûr, des fraternisations se sont heureusement produites. La révolte du 17^e régiment de ligne, en 1907 ? Démesurément grossie, de peu de portée, et en définitive légendaire « fallacieuse. (Car) jamais personne, et surtout pas leurs officiers, n'avait demandé

PREUVE PAR 9

L'armée de la "nation" a beau être dite "de conscription", force est de reconnaître qu'au sein des forces armées, les appelés sont loin d'être majoritaires. A preuve ces quelques chiffres extraits du "Journal Officiel" en date du 30 mars 1982 : les effectifs militaires s'élèvent, très précisément, en France, à 577 128 personnes (314 177 dans l'armée de terre, 100 427 dans l'armée de l'air, 68 384 dans la marine et 80 928 dans la gendarmerie). Les appelés du contingent étant au nombre de 262 355, une simple soustraction suffit à chiffrer le nombre de professionnels, personnels sous contrat (de 3 à 5 ans, renouvelables) ou de carrière (au minimum pour neuf ans, souvent quinze) : 314 733 hommes et femmes. Auxquels s'ajoutent quelque 80 000 employés civils, fonctionnaires du ministère de la défense. Auxquels s'ajoutent aussi force membres des formations répressives officielles et officieuses : 110 000 policiers, 18 000 CRS, 400 000 officiers et sous-officiers de réserve, sans compter les nerfs des milices patronales et autres salariés des agences de "surveillance". Significative est l'évolution actuelle : 1954 policiers, 1000 gendarmes et 2000 gendarmes auxiliaires supplémentaires seront en fonction l'année prochaine. A l'inverse, le nombre d'appelés incorporés a, depuis 1977, diminué de 20 000. Armée « de conscription », on vous dit...

aux braves pioupious du 17^e de tirer sur qui que ce soit » (4). Singulière légende, en effet, qui occulte complètement le fait que le même régiment avait, deux ans plus tôt, contrôlé les grèves de Sète, que la veille même de la mutinerie, le 10^e cuirassier chargeait la foule à Narbonne et que, le jour même, la troupe tirait sur les manifestants, faisant, à quelques kilomètres de là, plusieurs victimes. 1907 fut même une année particulièrement riche en charges de régiments contre le peuple. Mais qui se souvient des soldats réprimant les mouvements sociaux à Paris, Nantes et Raon l'Étape ? Curieuse mémoire collective : l'armée n'a jamais autant été utilisée comme force de répression que lorsque le service militaire était précisément généralisé.

Nul doute que lors d'affrontements sociaux d'importance, de profondes divergences ne soient apparues au sein de l'armée. Pendant la Révolution bourgeoise, par exem-

ple, les mercenaires royaux étaient loin d'être attachés dans leur totalité à l'Ancien Régime. L'armée royale était, comme la société tout entière, traversée de contradictions, et au contact des foules en mouvement, bien des fantassins s'interrogèrent sur leur fonction : des mercenaires participèrent à la prise de la Bastille et à Rennes comme à Strasbourg, certains rejoignirent les émeutiers qu'ils avaient pour mission de réprimer. A l'inverse, l'armée de la République, composée elle d'éléments populaires, n'hésita pas à tuer des manifestants réclamant, en mai 1795, du pain et l'application de la constitution de 1793. Or, dans le même temps, des gendarmes, militaires de carrière s'il en est, s'insurgèrent « qu'ils (voulent) bien aller combattre aux frontières mais non tirer sur le peuple » (5) : 18 d'entre eux seront même guillotins pour cela.

Depuis le début de ce siècle, des forces de répression spécialisées ont été créées (gendarmerie mobile en 1921, CRS en 1944) et l'intervention de l'armée dans les conflits sociaux s'est faite plus rare. Ou du moins moins violente. Mais que l'armée s'avise de remplacer les grévistes de secteurs publics et c'est avec des appelés du contingent qu'elle le fait le 4 décembre 1947, comme le 11 décembre 1948, des milliers de réservistes ont été rappelés pour briser des grèves ; ces dernières années, les grévistes des PTT, de la RATP et, surtout, des services de la voirie, ont été, à plusieurs reprises, remplacés par ces travailleurs intérieurs affublés d'un uniforme que sont les soldats.

Pouvoir et fusil

L'AVEUGLEMENT des forces progressistes qui persistent, malgré le spectacle des opprimés concourant à leur oppression, à entretenir des croyances aussi chimériques n'est pas seulement lamentable mais criminel. Semblable attitude n'est guère surprenante de la part de ceux qui, à l'instar des régimes liberticides de l'Est, songent avant tout à préserver ce formidable instrument de contrôle qu'est le service militaire. Mais celle des militants qui œuvrent sincèrement à l'émancipation des individus et qui consentent à reconnaître dans le service national le « service du capital », tout en incitant à l'accomplir, est-elle moins affligeante ?

Visant à neutraliser l'armée de l'intérieur, l'activité propagandiste des révolutionnaires au service semble, jusqu'alors, de peu d'effet. L'irruption, depuis une dizaine d'années, de comités de soldats qui visent, le plus souvent, à conquérir les droits les plus élémentaires dont sont privés les citoyens encasernés, ne saurait être négligée et leur indispensable combat ne peut qu'être approuvé. Celui des détenus qui se lèvent dans les prisons aussi, tant il est vrai que la révolte, que la résistance collective aide à survivre dans l'univers totalitaire.

Mais accomplir le service contraint, forcé, par peur des sanctions, est une chose. C'en est une autre de revendiquer l'obligation pour tous et toutes, comme d'inciter les jeunes à s'y plier. Insatisfaits par leur inaction ou rapidement réprimés à la moindre action, les militants qui choisissent d'y aller dans l'espoir d'y "faire quelque chose" n'échappent pas davantage que les autres à l'intoxication. Et condamnés à faire semblant dans le but d'être efficaces à long terme, ils sont acculés, bien



la conférence de presse du comité de Soldats du 19^e R.G. à Besançon.

souvent, à penser comme ils vivent à défaut de vivre ce qu'ils pensent.

On se permettra de douter, enfin, non point de l'utilité d'une telle organisation de soldats, mais de son efficacité, tant pour atteindre des objectifs qui ne visent que l'aménagement de la contrainte, qu'à s'opposer à l'utilisation de l'armée comme force de répression. Inquiétante est en effet la facilité avec laquelle les soldats appelés, il y a peu, de manière limitée mais répétée, à briser des grèves, ont pu s'accommoder de leur tâche sans autre réaction que la publication, parfois, d'une protestation formelle. Assurément, "le pouvoir est au bout du fusil". Mais un fusil a deux bouts et c'est le pouvoir d'Etat qui est du côté de la crosse.

Un faux dilemme

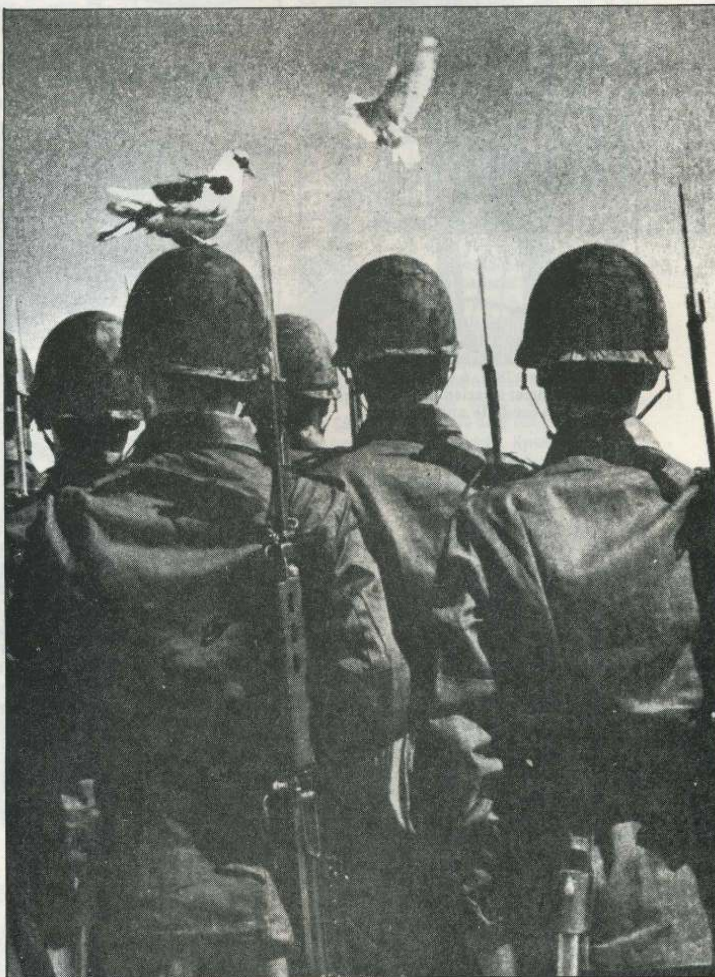
RECRUTEMENT massif de techniciens nécessaires à la maintenance de systèmes d'armes fort complexes, professionnalisation de certaines unités destinées à intervenir essentiellement en Afrique et dans le bassin méditerranéen, l'augmentation du nombre de professionnels du métier des armes est, en Europe, générale. Et l'alternative conscription ou armée de métier est un faux dilemme : comme en convient Hernu, « on abuse en effet des mots : il n'y a pas vraiment aujourd'hui conscription généralisée, mais déjà un service national qui sert de valet de pied à l'armée de métier » (6). L'armée de métier existe actuellement en France, à côté du contingent, occultée par l'alibi de la conscription. On peut s'en offusquer, on se doit de la dénoncer, mais n'en déplaie aux léninistes tenants de thèses qui ne sont autres que celles du mouvement démocratique bourgeois du XIX^e siècle, le mode de recrutement des armées est loin d'être lié au régime politique en vigueur.

Danger fasciste, le recrutement de volontaires aux contrats courts ? Peut-être, quoi qu'il reste à prouver que ces fonctionnaires de la mort sont foncièrement moins "démocratiques" que les membres des corps spécialisés dans le maintien de l'ordre. Mais le service militaire ne fait-il pas courir les mêmes risques ? Une partie de l'appareil militaire, et sans doute le plus réactionnaire, tire son comportement de sa fonction d'encadrement du contingent. Pris dans une structure très rigide, conditionnés à l'obéissance aveugle, les conscrits ont toujours été beaucoup plus influencés par l'armée qu'ils ne l'ont influencée. La discipline qu'ils subissent, l'entraînement qu'ils reçoivent, les sanctions qui les menacent, les rendent susceptibles d'obéir à n'importe quel ordre. N'importe lequel. En définitive, l'exaltation des vertus guerrières, la valorisation du chauvinisme et du sexisme, le conditionnement des esprits, l'embrigadement militaire sous toutes ses formes ne constituent-ils pas le plus terrible des dangers de fascisation d'un peuple ?

Le service national n'est, au fond, pas davantage compatible avec une société soucieuse de promouvoir les libertés que ne le sont l'armée de métier ou le terrorisme nucléaire. Ni l'une ni l'autre de ces formes du militarisme ne sont admissibles par les antimilitaristes conséquents et l'on ne peut que regretter qu'elles ne soient que rarement combattues de concert.

L'épouvantail armée de métier, c'est un peu comme l'arbre qui cache la forêt. Car le contrôle social permanent fait peu à peu disparaître l'éventualité d'une répression frontale tandis que la militarisation croissante de bien des secteurs hypothèque gravement l'avenir. Et ce qui est le plus à redouter aujourd'hui c'est que l'armée n'ait plus à sortir des casernes parce que le phénomène militaire aurait progressivement pénétré l'ensemble du tissu social.

- 1) Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central du PCF, in "La voix de la paix", mars 1972.
- 2) Antoine Sanguinetti, in "Civils, si vous saviez...", Maspéro, 1977, p. 169.
- 3) Charles Hernu, interview publiée in "Le Figaro magazine" du 1^{er} mars 1980.
- 4) Guy Bechtel, "1907, la grande révolte du Midi", Laffont, 1976, p. 260.
- 5) Jean-Paul Bertaud, "La Révolution armée", Laffont, 1979, p. 303.
- 6) Charles Hernu, "Soldat-citoyen", Flammarion, 1975, p. 165.



BIBLIOGRAPHIE TRES SELECTIVE

- Daniel PENNAC, "Le Service militaire au service de qui ?", Ed. du Seuil, 1974.
- Comité de Lutte des Objecteurs, "Objecteurs en lutte contre la militarisation", édition revue et augmentée, juin 1980.
- Avis de Recherche, "Cavales insoumises", mars 1982.
- Bernard REMY, "L'Homme des casernes", François Maspéro, 1976.
- Bernard DOCRE et Patrick MARS, "M comme Militaire", Alain Moreau, 1979.
- Nicolas SITERRE, "un an dans le kaki", La Brèche/Syros, 1980.
- Et, toute fausse modestie mise à part : Michel Auvray, "Histoire des réfractaires en France (Objecteurs, insoumis, déserteurs, renvoyeurs de papiers militaires...)", à paraître très prochainement.

KIOSQUE

LA JUNGLE DE LA HONTE

Le poumon du monde est malade ; malade de la colonisation, et le "cri des indiens" a du mal à s'extraire de la forêt pour parvenir jusqu'à nous.

C'est à travers l'histoire de quatre peuples de l'Amazonie que Richard Chapelle a voulu témoigner de la désastreuse rencontre de notre civilisation avec les Indiens du Brésil. Parce qu'ils ne

savent pas dire "non", et que la propriété leur est inconnue, les Nambikwara sont dépouillés de leurs terres. De végétal, leur horizon s'est transformé en bitume. Les Kreen Akarore ont été décimés par les maladies des Blancs et les différentes déportations qui "libèrent" des terres pour favoriser l'implantation d'énormes fazendas. Ils étaient fiers de leur civilisation ; les voilà maintenant réduits à la mendicité sur le bord

des routes. Les Blancs ont fait découvrir le travail aux Xavante, mais ils n'arrivent pas à leur inculquer la notion de bénéfice. Ce sont les seuls qui semblent pouvoir prendre leurs problèmes en main. Par leur lutte, ils commencent à faire reculer les "fazendeiros" ; ne tolérant sur leur territoire que de petits propriétaires. Les Waimiri Atroari, eux, refusent tout contact avec les Blancs. Les rares rencontres se soldent par des massacres. Mais le "progrès" les accule dans leurs derniers refuges à grands coups de bulldozers.

Et, on ne peut compter sur la Fondation Nationale de l'Indien pour résoudre ces dramatiques situations, car, malgré quelques employés de bonne volonté, l'organisme est étouffé par l'immobilisme légendaire de l'administration brésilienne. Le cri des Indiens ne doit pourtant pas rester sans réponse. La première tâche de ceux qui ne veulent pas les voir se taire définitivement est l'information. R. Chapelle s'y est employé ; à nous de poursuivre cette solidarité.

C.A.

Richard Chapelle, *Le Cri des Indiens*, Flammarion.



Il y avait en 1894, à l'État-Major français, un jeune officier alsacien très savant, patriote et de bonne conduite appelé Dreyfus.



Voilà quatre ans qu'un brave et honnête officier alsacien, qui ignore pourquoi on l'a condamné, vit désespéré sur un rocher au milieu du grand Océan.

DREYFUS DANS LE TEXTE

Cinq années s'écoulent de l'arrestation d'Alfred Dreyfus à sa libération, du 15 octobre 1894 au 20 septembre 1899. Cinq années durant lesquelles il est transféré de la prison du Cherche-Midi à celle de la Santé, de l'Île-de-Ré au bagne de l'Île Royale, puis détenu à l'Île du Diable, "rocher inculte qui avait servi précédemment de lieu de détention pour les lépreux". Cinq années pendant lesquelles les "journées se ressemblent, lugubres et monotones", cinq années où, souvent sans nouvelles de ses proches, Dreyfus résiste jusqu'à la limite pour voir son innocence reconnue. C'est le journal que tient, au jour le jour, cet ancien officier d'état-major condamné pour trahison, que vient de rééditer François Maspéro.

Que l'on ne s'y méprenne pas. L'"Affaire Dreyfus" qui fait alors grand bruit, divise profondément la société et bouleverse, finalement, l'échiquier politique est alors inconnue de l'intéressé qui est, selon ses propres termes, "retranché du monde des vivants". Précedé d'un texte de Pierre Vidal-Naquet et suivi d'un post-face du propre petit-fils de Dreyfus (Jean-Pierre Lévy), le témoignage très personnel de celui qui était, bien malgré lui, au centre de l'"Affaire", n'en constitue pas moins un document humain irremplaçable.

Alfred Dreyfus, "Cinq années de ma vie", Petite Collection Maspéro, Histoires.

LE RETOUR DU RECLUS

Maspéro, dans sa collection "La Découverte" a réédité en deux volumes l'ouvrage d'Elisée Reclus "L'homme et la Terre". B. Gillin, qui avait déjà présenté l'auteur dans la revue "Hérodote", parue en janvier 81 (voir Agora n° 11), nous propose ici une longue préface qui permet de mieux saisir l'itinéraire de cet éternel voyageur.

Ce géographe que l'on redécouvre aujourd'hui, fut en même

temps un libertaire passionné par tous les mouvements d'émancipation de la fin du siècle dernier. "L'Homme et la Terre" qui fut son dernier ouvrage, permet de voir l'étendue de ses recherches, l'originalité de sa méthode qui, dépassant la géographie traditionnelle, pose les premiers fondements d'une géopolitique.

V.M.

Elisée Reclus, *L'Homme et la Terre*, Maspéro.



LOUIS LECOIN

Riche et ô combien passionnante est la vie de Louis Lecoïn qui, du secrétariat de la Fédération Communiste Anarchiste en 1912 à la grève de la faim hâtant l'adoption d'un statut des objecteurs cinquante ans plus tard, fut l'une des personnalités les plus marquantes du mouvement libertaire : un demi-siècle durant, Lecoïn se dépensa sans compter pour défendre les libertés des individus face aux États oppresseurs, au point de devoir lui-même subir douze longues années d'emprisonnement pour ses activités pacifistes et anarchistes.

Sylvain Garel a consacré sa maîtrise d'histoire à Louis Lecoïn. La petite brochure qui en est extraite paraîtra peut-être décevante à ceux qui ont lu le Malthus et les ouvrages auto-biographiques de cet homme hors du commun : "Le Cours d'une Vie" et, surtout, "De prison en prison". Cependant cette trentaine de pages trop courtes donnera sans doute aux autres l'irrésistible désir d'en savoir plus sur celui qui fut, le plus souvent, un franc-tireur du mouvement.

M.A.

Sylvain Garel, "Louis Lecoïn et le mouvement anarchiste". Volonté Anarchiste n° 19.

L'ANARCHISME AUX U.S.A.

Cet ouvrage vient combler, en partie, un trou béant dans notre mémoire et joue sans nul doute un rôle pionnier en langue française.

On y découvre la naissance d'un anarchisme religieux au tout début, puis d'un anarchisme individualisme bien campé dans son siècle ; l'apparition du mouvement ouvrier et la création des premiers syndicats ; la naissance de l'anarchisme communisme et les mobilisations ouvrières qui devaient déboucher sur le meeting de Haymarket avec son tragique dénouement.

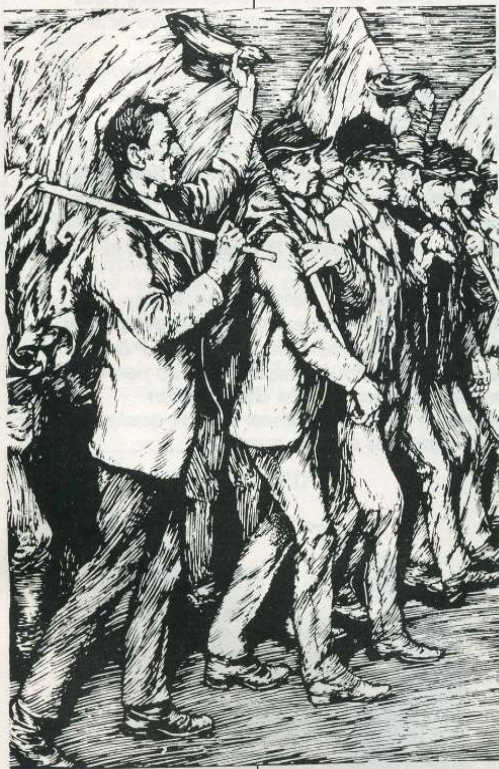
Les thèmes de débats passionnés, parfois houleux, et qui secouent encore le mouvement libertaire n'y manquent pas : la violence et la lutte armée ; le syndicalisme ; l'amour libre ; l'individualisme et le collectivisme. Le chapitre sur l'AIT et les courants libertaires aux USA est particulièrement intéressant.

Hormis les expériences communautaires libertaires qui n'y sont qu'effleurées (le sujet à lui seul devant faire l'objet d'un ouvrage du même auteur, chez Payot), l'un des centres d'intérêt

de cette étude reste la description d'un anarchisme américain et la mise en lumière des clivages apparus dès le départ, entre les courants autochtones et ceux défendus par les immigrants européens tentant bien souvent de plaquer aux U.S.A. les "modèles" qu'ils transportaient dans leurs valises...

L'on y décelé déjà des traits qui feront la particularité de l'anarchisme américain contemporain : une empreinte de libéralisme économique, des références à la nature, le respect des consciences individuelles, l'apparition d'une culture parallèle. Espérons que Ronald Creagh nous livrera bientôt comme il en exprime l'intention, le second volet de cette étude : l'apparition de la génération post-Haymarket (Emma Goldman, Berkman, Cafiero, Malatesta...), les dernières années du siècle passé et surtout l'anarchisme aux U.S.A. au XX^e siècle.

"Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique : les origines (1826-1886)", de R. Creagh, Ed. La Pensée Sauvage, B.P. 141, 38002 - Grenoble Cedex.



EN VRAC

Nous avons également reçu les ouvrages suivants :

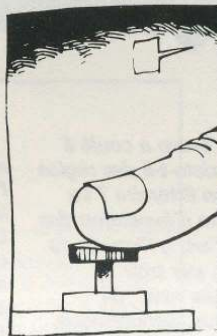
— Yves Eudes, *la conquête des esprits : l'appareil d'exportation culturelle américain* (Maspéro, Cahiers Libres) : "Révélant le rôle stratégique de l'arme culturelle dans l'affirmation du leadership mondial des Etats-Unis, ce livre propose pour la première fois une étude détaillée des divers organis-

mes qui en sont l'instrument, de leurs mécanismes et de leurs stratégies, beaucoup plus discrets et méconnus que ceux des appareils économiques et militaires".

— Bernard Lareynie, *la mer... cette délicate salope* (L'En Dehors, 46, rue du Mirail, 33000 Bordeaux) : Recueil de poèmes : « Ce qu'il me reste à vivre est au fond de vos yeux, ce qu'il me reste à dire est écrit dans vos mains. Je pourrais vous parler d'un extré-

misme déplacé, d'un terrorisme aveugle. Je pourrais vous parler d'une façon d'aimer, d'une façon de se donner. Mais il y a le vent, et puis il y a la mer, la mer... »

— Gr. Balkanski, *Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie* (Volonté Anarchiste, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony) : "Le texte s'appuie sur de nombreuses illustrations et documents historiques, il fait revivre au travers de biographies de militants, d'une étude de la presse et des événements historiques, le mouvement libertaire bulgare, paradoxalement peu connu, mais qui est à compter parmi les mouvements sociaux les plus importants du XX^e siècle."



— Anton Pannekoek, *Les Conseils Ouvriers* (Spartacus, 5, rue Ste-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris) : « Les Conseils Ouvriers sont une sorte de livre "maudit". Il jouit, dans les milieux de l'ultra-gauche, d'une certaine aura, et il arrive même que l'on fasse allusion à l'auteur au hasard d'une page ou d'une note, dans tel ou tel article à la mode. Mais qui a lu ce livre, même parmi ceux qui en parlent ? »

— Rudolph Rocker, *Pionieri della liberta* (Ed. Antistato, Milan) : les origines de la pensée libérale et libertaire aux Etats-Unis. Avec en postface des notes de Ronald Creagh sur la pensée libertaire américaine contemporaine : de Rocker à Bookchin.

— Collectif Junius, *Au-delà du parti* (Spartacus) : « Dans le vieux



mouvement ouvrier, le concept de parti était théorisé comme l'élément clé qui devait permettre pratiquement de passer du capitalisme au communisme. Le collectif Junius expose, entre autres, les critiques les plus pertinentes qui en ont déjà été réalisées : celles des différentes tendances de la gauche allemande ».

— Cornélius Castoriadis, *Le régime social de la Russie* (Le Vent du Ch'min, 5 bis, rue R. Vachette, 93200 Saint-Denis) : Castoriadis présente ici sous forme de thèses, quelques-unes des idées qu'il a élaboré depuis 1946 sur la "question russe" et qu'Agora avait publié dans son premier numéro.

— Périclès Kyriacopoulos, *Luttes paysannes en Grèce après les colons* (Volonté Anarchiste) : « Des faits précis pour démontrer la situation de spoliation et de misère imposée aux paysans par l'Etat, ses partis de droite et de gauche et la bourgeoisie grecque. Nous y voyons comment le caractère inégalitaire de la démocratie reproduit fidèlement les injustices sociales de la dictature des colons ».

— Henri Simon, *Pologne 1980/1982, lutte de classes et crise du capital* (Spartacus) : « C'est un appel à un débat sur le mouvement des classes, sous le capitalisme dans sa zone orientale de domination. Si le capital voit la solution de la crise polonaise dans l'internationalisation, c'est aussi la voie pour la lutte de classe ».



"TOUTE VRAIE LIBERTÉ

ART, politique, idéologie. L'encre a coulé à flots sur leurs rapports. Existe-t-il des règles concourant à la production littéraire ? Le terme production, outre le mérite d'évocation des caractéristiques matérielles de l'art, a l'intérêt de disqualifier le terme de création, par trop d'équivoque. Peut-on faire "tabula rasa" de l'environnement culturel, politique, économique, etc. ? Si l'on se réfère aux textes sacrés (Y a-t-il des chrétiens dans la salle ?) ce serait Dieu qui crée... Or comme le disait Sartre à Mauriac : « Dieu n'est pas un artiste », et d'ajouter malicieusement : « M. François Mauriac non plus ».

Existe-t-il un rapport entre art et anarchie ? Peut-on affirmer avec Arturo Schwarz (1) que tout artiste est nécessairement anarchiste et que tout comportement anarchiste serait production artistique ? C'est, à mon avis, jeter le bouchon un peu trop loin. Mais quel pont peut-il y avoir entre ces deux pratiques ?

Si l'anarchie n'est point désordre et confusion, comme le voudrait encore le langage de la rue — et des médias ! —, mais recherche d'un ordre supérieur fondé sur l'harmonie, sur l'accomplissement de l'individu, ce processus d'individualisation ne se fera que par le refus de tout principe d'autorité et de tout modèle préconçu. L'artiste, par la production de réalités n'existant pas auparavant, sort du modèle dans lequel il est immergé, faisant de la sorte acte de transgression face à la reproduction de la société.

Et la révolution sociale dans tout cela, dira-t-on ? La transformation de la société passe nécessairement par celle de l'individu. Penser l'inverse serait se retrouver dans les habits, pas si neufs que ça, de l'idéologie catholique, ou marxiste, pour qui le bonheur n'est pas pour ici et maintenant, mais carotte promise dans un futur hypothétique.

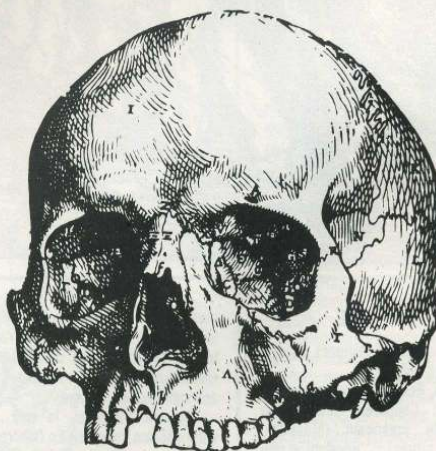
A propos de cette interdépendance du processus d'individualisation au niveau personnel et du processus de libération au niveau social, André Breton disait : « Si la conscience du social est toujours nécessaire, la conscience de ce qui est psychologique l'est encore plus (2) car, toute erreur dans l'interprétation de l'homme induit une erreur dans l'interprétation du monde, et devient, en conséquence, un obstacle pour sa transformation » (3).

Peut-il alors exister des limites à la production artistique ? Celle-ci, doit-elle être soumise, par l'intermédiaire d'une quelconque idéologie, aux intérêts supérieurs de la libération de l'humanité ? Les surréalistes ont essayé de mener de pair ces deux aspects, action politique et/ou production artistique. Cherchant la totalité, luttant pour incarner l'esprit et la lettre de la révolution, pour être verbe et action, pour concilier le rêve et la réalité.

L'un d'entre eux, Benjamin Péret (4), stigmatise dans « Le Déshonneur des poètes » (5) toute tentative de limitation de la liberté artistique : « Le poète s'insurge contre tout, y compris contre les révolutionnaires qui, se mettant sur le terrain de la seule politique, isolée ainsi arbitrairement de l'ensemble du mouvement culturel, préconisent la soumission de la culture à la réalisation de la révolution sociale ».

Dans quelle mesure, l'anarchisme, et ses corollaires : refus de l'autorité et de la délégation, ont-ils influencé la production artistique ? En présentant aujourd'hui quelques avis de personnes venant de différents modes d'expression artistique, on peut commencer à avoir quelques bouts de réponses à cette question.

X. V.-A.



Mais on ne découvrira jamais la réalité une fois pour toutes. La vérité sera toujours nouvelle. » (Guillaume Apollinaire)

EST NOIRE"

BERNARD DUFOUR (peintre) : "RETROUVER LE DANGER DE PEINDRE..."

Il me semble important de dire que le discours idéologique d'un créateur de formes, n'est pas forcément juste. Pour moi, ce qui est absolument dominant, c'est la dimension autobiographique, ce qui m'intéresse, ce sont les créateurs qui prennent des risques avec leur vie et qui deviennent de plus en plus dangereux à eux-mêmes : Artaud, Pound, Céline, Kafka, et cela en dehors de la justesse ou de la fausseté de leurs discours politiques. Et ça, c'est très difficile de le faire comprendre à des militants politiques. A l'inverse, je trouve que des gens raisonnables comme Gide, très préoccupé de ses analyses, a cessé de nous toucher. Et, à mon sens, c'est ce qui établit une espèce de cousinage entre des créateurs de formes et un certain militantisme fou et irrationnel. Ce qui me fascine et c'est ce qui a fasciné tous les

révolutionnaires contemporains, ce sont les échecs successifs : la Commune de Paris, la révolution anarchiste, la guerre d'Espagne, Mai 68, etc. Or, ces échecs poussent en avant, et c'est ce qu'ont très bien compris les frères Taviani dans "Allonsenfants". Ça merde tout le temps, mais à la fin, on met toujours la veste rouge. Le pessimisme des frères Taviani est un pessimisme actif dans lequel je me retrouve : ce n'est pas parce que je peins un homme mort que j'ai une vision négative, désespérée ou pessimiste.

Cela veut dire que ma préoccupation n'est pas celle de mettre en place une analyse juste, un système de propagande, mais de permettre à ma folie personnelle d'aller jusqu'au bout et de retrouver le danger de peindre.



Rimbaud
par Ernest PIGNON-ERNEST.

STEPHANE MAHIEU (poète) :

"CONTRE LES MARIONNETTES IDÉOLOGIQUES..."

J'ENTENDS par acte créateur tout acte indépendant de tout pouvoir ou ordre moral ou politique externe à celui qui agit. L'acte créateur est avant tout individuel. On ne peut pas circonscrire l'acte créateur à la seule activité artistique au sens littéral du mot. Au contraire, il s'agit d'élargir ce concept à tout geste donnant ou renforçant chez un individu la conscience de sa spécificité. Pour moi, un poème, une caresse, le crachat sur le visage d'un policier, ont la même valeur créative.

Par ailleurs, grand nombre d'activités artistiques, œuvre de marionnettes idéologiques qui reproduisent en conséquence la pression exercée sur l'individu, n'ont aucune valeur créative, libératrice. Une quelconque référence à un dogme

politique ou esthétique, ne peut se faire qu'au détriment de la valeur créative dudit geste. Il s'agit d'une confiscation du pouvoir de l'individu au profit d'une organisation externe à lui, dont la force est égale à la somme de mutilations infligées aux individus.

L'acte créateur ne peut rien avoir en commun avec un quelconque Etat ou appareil de parti, il ne peut s'adapter. Les auto-réductions, les vols individuels ou le saccage ont, face à l'Etat, la même fonction qu'un poème. La révolution prend pied dans l'individu. Elle est avant tout la transgression par chacun des individus des normes sociales.

La poésie et le désir poétique doivent contenir le cœur même des faits sociaux.

notes

(1) in "Anarchia e creatività", éd. La Salamandra, Milan 1981, d'où sont tirées toutes les réponses à l'enquête, à l'exception de celle du peintre Bernard Dufour.

(2) "Position politique du surréalisme", in "Les manifestes du surréalisme", Ed. J.J. Pauvert, 1962.

(3) "Les vases communicants", Cahiers Libres, Paris, 1932.

(4) Benjamin Péret, ami de Breton dès l'année 1920, participe aux activités du groupe surréaliste. Après un passage éclair dans la revue d'intellectuels communistes "Clarté", il adhère au Parti Ouvrier Internationaliste, trotskiste. En août 1939, il rejoint Barcelone pour lutter aux côtés du POUM. Ses rapports conflictifs avec ce petit parti trotskiste, l'amènent à rejoindre la compagnie Nestor Makhno de la colonne Durruti. De retour en France, il écrira, avec G. Munis, "Les syndicats contre la révolution" (Losfeld, Le Terrain Vague, 1968), et collaborera au groupe "Socialisme et Barbarie". Il meurt en avril 1959.

(5) Mexique, février 1945.

(6) Centre d'Information pour l'Europe des Libertés, où l'on trouve, depuis Raymond Aron à Jankélévitch, une très grande partie de l'intelligentsia française.

(7) Le groupe Melmoth est formé par : Clive Ball, cinéaste ; Roger Cardinal, écrivain ; Pauline Drayson, poète ; Sala Faiq, poète ; Paul Hammond, écrivain ; Conroy Maddox, peintre ; Tony Pusy, dessinateur ; Michael Richardson, écrivain ; John Welson, peintre et Haifa Zangana, auteur de collages.

aux ciseaux et à la colle :
Xavier VADILLO-AURTENETXE

GROUPE MELMOTH (7)

"LA RÉVOLUTION EST POÉSIE EN ACTION..."

Le problème auquel on est confronté n'est plus tellement celui de la politique isolée arbitrairement de la culture, mais plutôt l'infiltration de la politique dans l'art, le réduisant à un pur objet de consommation.

La Grande-Bretagne est un Etat assistancier qui contrôle nos corps et voudrait même contrôler nos facultés mentales, cherchant à réduire toute forme artistique en produit de consommation. Or, l'acte créatif est un droit instinctif individuel ; le définir comme fonction du système social annule tout de suite ce droit. Les bourses que l'Arts Council octroie aux artistes au nom des libertés de création et d'expression asservissent la production artistique mesurée selon les termes du système. C'est l'impérialisme culturel. Aujourd'hui on doit accepter la consécration du mouvement Dada, sa transformation respectable objet de musée. La bourgeoisie fait la queue au cinéma pour voir ses propres charmes au miroir des films de Bunuel. La révolte s'est transformée en spectacle.

Le problème de l'art révolutionnaire est le même que celui du sabotage ou de l'autogestion : il doit être basé sur la complicité populaire qui mine le pouvoir de l'autorité.

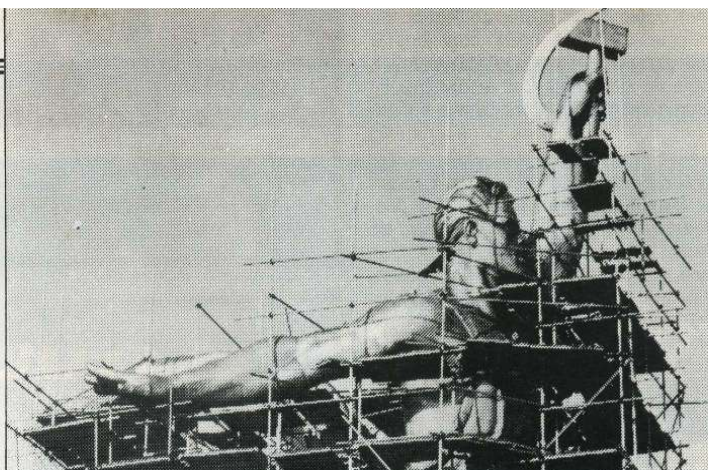
Le graffiti est un symbole merveilleux de l'art anarchiste. Tracé par une main anonyme et invisible (a-t-on déjà vu un graffeur en action ?), il est l'expression spontanée d'un sentiment de joie ou de désespoir auquel tout le monde peut participer. Ce langage immédiat tranche avec la fausse expressivité des communications officielles. Même si le graffiti a été récupéré par la culture dominante, il est, au moment de l'acte, libre expression.

Le surréalisme a cherché à construire des châteaux sur l'abîme existant, pour l'instant, entre subjectivité et objectivité, entre la poésie d'auteur et la poésie faite par tous. Le modèle le plus authentique de communication étant la fusion spontanée des subjectivités sur les barricades ou dans le lit des amants.

La révolution est poésie en action.

Comme la flèche de Guillaume Tell, la bombe d'Emile Henry ou la colonne Vendôme dans les mains de Courbet, la production artistique, par sa trajectoire passionnée, tend vers l'expression intégrale et vers la réalisation de la liberté. Artaud disait : « toute vraie liberté est noire ».

BOURGEOIS
VOUS
N'AVEZ
RIEN COMPRIS



La révolte s'est transformée en spectacle

VINCENT BOUNOURE
(poète)"JE N'AI INVOQUÉ
AUCUN DIEU POUR
PRODUIRE..."

Le refus de l'autoritarisme et de la délégation de pouvoir apparaissent comme la traduction, dans la sphère socio-politique, d'un mouvement central de la pensée qui anime, je crois, toute grande entreprise humaine, et qui détermine dans l'esprit une situation convulsive. Quant à moi, je n'ai invoqué aucun dieu pour produire, j'ai été guidé, dans mes œuvres, par le plaisir sensuel concourant à leur naissance. Il me semble que c'est grâce à la pensée libertaire, par sa nature même, qu'aujourd'hui on peut percevoir la cohérence de nos actions, indépendamment de la sphère où elles se situent, en les lisant comme des traductions dans des langages différents d'une même réaction vitale. De cela découle une cohérence organique des multiples aspects de l'exis-

tence personnelle et, avec elle, l'affirmation, face à l'infamie de "l'ordre" extérieur, d'un autre ordre, intérieur celui-là, d'une autre loi basée sur le désir.

"Contre tout", le poète l'est fatalement à l'heure où règne sans partage un genre de pensée dont il mesure les conséquences mutilantes, dont la rationalité pratique et l'efficacité politique exigent que tout leur soit sacrifié. Il ne suffit pas, en effet, de dénoncer le servilisme des fabricants d'odes à Pétain, à De Gaulle, à Staline, à Mao, et le conformisme de l'art au service de la propagande. Il ne suffit pas de cela, car l'intromission de considérations d'utilité pratique, quelle que soit leur nature, égare le phénomène poétique en altérant son sens. L'unité profonde entre culture et liberté ne peut être perçue que dans la sphère du désir.

PIERRE BOURGEADE,
(romancier et essayiste) :
"LA CONTESTATION
MEURT EN
SE RÉPÉTANT..."

Je pense qu'aujourd'hui on ne peut créer que dans le refus. Refus de l'autorité et du mode de pensée dominant, certainement, mais aussi des modes de contestation dominants. La contestation meurt en se répétant.

J'ai commencé à publier en 1966, au moment où, en France, les sujets et les méthodes du Nouveau Roman étaient considérés contestataires. En fait, ils étaient loin de l'être. Il s'agissait de la dernière transformation d'une écriture et d'une idéologie réactionnaires.

La phrase de Péret date. Dans les années trente, les surréalistes durent se définir. Les uns encensèrent Moscou, les autres non. Moscou n'était pas la seule hydre. Le fascisme était déjà une réalité, Hitler existait déjà. En 1936, il ne s'agissait pas de prendre parti entre Moscou et rien, mais entre fascisme et antifascisme.

Refuser signifiait laisser la place au fascisme.

En France, la situation est complexe du fait de la stagnation politique. Au pouvoir instauré en 1958, destiné en apparence à durer, adhèrent, ouvertement ou avec des remords, de nombreux intellectuels. L'accès aux médias — sans lesquels ils croyaient ne pas pouvoir vivre — était au bout de cette adhésion. Le pouvoir a organisé, en conséquence, une structure de consensus très large pour que l'on puisse y entrer sans trop renoncer de soi-même. C'est le cas du CIEL (6), où certains, qui font profession de foi contestataire et se vantent d'être les vecteurs d'une parole "libre" en Europe, se rangent en rang d'oignons derrière les idéologues de la droite. Dans de telles situations, il n'est pas suffisant d'être anarchiste à la manière de Péret.

NOTRE MEMOIRE

RICARDO FLORES MAGON

"TIERRA Y LIBERTAD !"



C'EST en 1900, à Mexico, que l'on entend parler pour la première fois des frères Magon. L'aîné c'est Ricardo, puis viennent Jésus et Enrique. Fils d'indien et de métisse, tous trois font partie de la petite bourgeoisie. Ils ont suivi des études supérieures de droit, et Ricardo est même devenu avocat. Comme la plupart des gens de leur milieu, ils fréquentent alors les cercles d'intellectuels qui foisonnent dans la capitale. A cette date, le président dictateur Porfirio Diaz, véritable valet des compagnies étrangères, cristallise sur sa personne bien des oppositions. La bourgeoisie, peu nombreuse, rêve de changements à l'européenne, et les 9 millions de paysans attendent avec impatience les grandes réformes agraires promises par Juarez quelques années auparavant.

LES ARTICLES DU "SCORPION"

DE nombreux journaux se font l'écho de ces mécontentements. Les frères Magon, lorsqu'ils créent "Regeneracion" se réclament, eux aussi, de la Constitution de Juarez. Derrière leur journal se retrouvent de larges courants d'opinion, dont le seul point commun est l'anti-porfirisme. La publication atteindra rapidement un tirage de plus de 20000 exemplaires, ce qui ne laisse pas d'être un chiffre impressionnant pour l'époque.

Mais, dès le premier numéro (7 août 1900), la répression va s'abattre sur cet organe de l'opposition et elle ne le lâchera plus. Cette stratégie sans finesse du pouvoir, va amener, involontairement bien sûr, certains journalistes à se radicaliser et à se doter de moyens de lutte plus appropriés. Les frères Magon fondent, la même année, le Parti Libéral mexicain (P.L.M.) dont "Regeneracion" devient le porte-parole. C'est le début d'une longue course de vitesse avec la répression. Elle durera 18 ans.

Ainsi, lorsque le journal est interdit au Mexique, Ricardo Flores Magon en pour-

A chaque révolution, ses héros. Le Mexique de 1910 ne faillit pas à la règle. Il a même fait mieux en enfantant des super-stars : Zapata frémit encore avec les yeux de Marlon Brando, et Pancho Villa ne cesse de chevaucher dans les super-productions hollywoodiennes.

Mais tous les acteurs de la révolution mexicaine n'ont pas eu droit aux faveurs de la postérité et de l'écran. La "Cucara-cha" a peut-être rythmé leur vie, mais certainement pas leur légende. Ils font partie de la cohorte des anonymes, des laissés pour compte de l'histoire.

Tel est le cas de Ricardo Flores Magon, très célèbre pendant les événements de 1910, mais dont la vie n'a engendré aucune épopée. Et pourtant...



Ricardo et Enrique F. Magón emprisonnés à Los Angeles, Californie, en 1916.

suit la publication aux États-Unis (à St-Louis et San Antonio). La diffusion est désormais clandestine, les auteurs d'articles recherchés par le pouvoir. A ce moment-là, Magon publie sous le pseudonyme du "Scorpion" ou du "Colmillo publico" (la dent publique) dans d'autres journaux d'opposition comme "El Hijo del Ahuizote" ou "Exelsior". Mais, quelles que soient les circonstances, tous les écrits de Magon sont, dès lors, centrés sur la propagande. Il en va de même pour les deux pièces de théâtre qu'il écrit et qui rencontrent d'ailleurs peu de succès.

Il reste que cette répression incessante fit évoluer tous les groupes d'opposition, et notamment le plus important d'entre eux : le Parti Libéral.

LE TEMPS DES SOULEVEMENTS

EN septembre 1905, le P.L.M. se modifie de façon importante. Si sa cible essentielle reste la lutte contre la dictature, c'est la tactique blanquiste du soulèvement qui est préconisée prioritairement et qui va faire fuir les militants les plus modérés. A partir de ces nouvelles données, la structure du parti se transforme : à sa tête est nommée une "Junta", un bureau de sept membres parmi lesquels, Ricardo Ribera porte-parole. Le siège de la Junta est désormais à l'étranger, le plus souvent aux États-Unis. Au Mexique même, le parti se constitue en petits groupes clandestins.

En 1906 est publié le programme du P.L.M. dans lequel on trouve d'abord des revendications libérales, au sens classique du terme : réduction du mandat présidentiel à 4 ans, suppression des tribunaux militaires en temps de paix... Mais on y voit aussi apparaître des points plus novateurs : suppression du service militaire obligatoire, suppression des écoles religieuses, journée de travail de 8 heures, salaire minimum... Ce programme montre bien l'existence des deux tendances à l'intérieur du parti. D'un côté, l'influence de la bourgeoisie libérale, de l'autre se dessinent des revendications ouvrières dont la nécessité est apparue à Magon lors de ses exils aux États-Unis.

C'est là, en effet, qu'avec Librado Rivera, il a rencontré les militants du syndicat I.W.W., qui non seulement leur ont apporté l'expérience de leurs luttes, mais aussi, mieux fait connaître d'autres socialistes, notamment Kropotkine. Enfin, les grèves qui éclatent à Catanea, au Mexique, en 1906, contribuent elles aussi à radicaliser les positions du Parti.

A plusieurs occasions, celui-ci met en œuvre sa nouvelle tactique. Il organise des soulèvements à Acayucan, Jimenez et Chihuahua. Dans les trois cas, l'échec succède à l'enthousiasme, et l'exil aux États-Unis est le dernier refuge des militants poursuivis. L'épisode aventureux ne s'arrête pas là, puisqu'ils sont à nouveau arrêtés par les sbires de la tristement célèbre Agence Pinkerton.

Le P.L.M. n'en est pas pour autant ébranlé dans ses convictions. Sa tactique n'est pas modifiée d'un iota. Et, en 1908, une quarantaine de groupes se soulèvent dans les provinces de Coahuila, du Yucatan et de Chihuahua. A nouveau, les troupes gouvernementales répriment les émeutes.

Cependant, la radicalisation politique du parti s'accroît à travers tous ces épisodes.

QUELQUES REPÈRES

La révolution mexicaine de 1910 a été la première du XX^e siècle, précédant de peu celle de Sun-Yat-Sen en Chine, et de quelques années celle des Soviets en Russie.

Si elle a rencontré un écho considérable dans les pays hispaniques, notamment latino-américains, elle n'a pas, dans la tradition européenne, une auréole très prestigieuse. Il y a à cela plusieurs raisons. D'une part, ce ne serait pas une "vraie révolution prolétarienne" (qualificatifs qui ont fait, pendant longtemps, un modèle idéal de la Révolution de 1917). D'autre part, l'État mexicain a détourné cette révolution à son profit, en en laissant son mythe fondateur. Il a ainsi contribué, en institutionnalisant le phénomène, à lui donner une apparence légendaire aux dépens de la réalité historique.

A l'aube de la révolution, le Mexique est un pays dominé par l'oligarchie des latifundistes et de l'Eglise, ainsi que par les compagnies étrangères, notamment américaines. La société reflète cette domination, et la masse des paysans (petits propriétaires ou "peones") est en lutte constante contre les grands propriétaires. Depuis peu, l'industrialisation, qui a donné naissance à un prolétariat limité en nombre, favorise l'éclosion de mouvements d'opposition, à la fois dirigés contre le patronat local et surtout contre les intérêts étrangers. Le cadre idéologique restant toujours fixé par l'Eglise, bien qu'elle ait été affaiblie économiquement par la perte de ses domaines lors de la Réforme de Juárez en 1857.

Il faut ajouter à cette situation assez traditionnelle en Amérique Latine au début du siècle, un problème politique évident. Depuis l'indépendance, les présidents dictateurs se succèdent. En 1910, le général Porfirio Díaz, au pouvoir depuis 27 ans, est réélu pour 6 ans... C'est sur ce problème de la réélection que se cristallise l'opposition. Madero, à la tête du "parti anti-réélectionniste", lance le 20 novembre 1910, un appel au soulèvement, point de départ de la révolution.

Commence alors, au niveau strictement institutionnel, la valse des "pronunciamientos" : Díaz, contraint à l'exil, est remplacé par Madero en 1911. Ce dernier, assassiné, est remplacé par Huerta. A son tour, celui-ci fait ses valises et part pour l'Europe, cédant sa place le 15 juillet 1914 à Carranza. Resterait-il au pouvoir ? Non, puisqu'en 1920 il tombe sous les balles de nouveaux putschistes qui imposent le président Obregon... Il convient d'arrêter là une série qui, en fait, ne prendra fin qu'en 1940, date à laquelle apparaît l'État mexicain, tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Mais pendant la décennie 1910-1920, une autre révolution eut lieu. Ce fut celle menée par les paysans et les ouvriers, auxquels s'allièrent tous les déshérités du pays. Armés par Zapata au sud, par Orozco et Villa au nord, ils occupèrent des terres, exproprièrent des latifundistes et menacèrent sans cesse le pouvoir. La force de certains putschistes a justement résidé dans le fait qu'ils surent s'allier à la bourgeoisie, mais surtout à des troupes comme celle de P. Villa.

L'autre élément qui influença cette révolution, fut l'intervention des États-Unis. Par le soutien qu'ils apportèrent à tel ou tel postulant à la dictature, ils transformèrent le cours des événements. Leurs actions les plus "efficaces" furent, d'une part la répression contre les révolutionnaires mexicains exilés aux États-Unis, et d'autre part, à partir de 1914, l'aide qu'ils apportèrent au gouvernement de Carranza dans sa lutte contre les derniers soulèvements paysans. C'est ainsi, qu'en avril 1919 Zapata fut assassiné, et qu'en 1923, ce fut le tour de Villa.

En 1920, lorsque prend fin la révolution, les intérêts des États-Unis au Mexique se retrouvent, en conséquence, sous la protection de la dictature. En échange, le pays est soumis à la puissance nord-américaine. Mais, à cette date, que reste-t-il de la révolution ? La Constitution de 1917 maintient la loi de "restitutions et dotations" de 1915 qui ne faisait déjà qu'entériner les occupations de terre opérées pendant la période révolutionnaire. Pour éviter d'autres soulèvements paysans, en 1930, l'État mexicain procédera à d'autres distributions de terres. Aujourd'hui c'est une tactique que l'on n'emploie plus, mais à laquelle le pouvoir fait très souvent allusion. Ceci montre les limites des transformations sociales qui eurent lieu au Mexique en 1910.

Quant au niveau politique, il suffit de rappeler qu'en 1968, le massacre de la Place des Trois Cultures à Mexico fut organisé par l'État aux mains du "Parti Révolutionnaire Institutionnel". Ainsi une révolution populaire a-t-elle été transformée en un mythe étatique au nom duquel on assassine.

Año I.—1^o Época. México, Octubre 15 de 1900. Tomo I.—Núm. 10

Regeneración.

PERIÓDICO JURÍDICO INDEPENDIENTE.

Los derechos de autor, en México, son de propiedad exclusiva del autor. No se permite la reproducción total o parcial de este periódico sin el consentimiento expreso del propietario.

El uso de la República mexicana en los artículos, será responsabilidad del autor.

(FUNDADA).

DIRECTORES:

Lic. Jesús Flores Magón.—Lic. Antonio Horcasitas.—Ricardo Flores Magón.

Oficinas: Centro Mercantil, 3er. piso, núm. 20. (México, D. F.) Teléfono 264.

Administrador: Ricardo Flores Magón.

CONDICIONES.

«Branja» suscrita, más los días 7, 14, 21 y último de cada mes y los períodos de suscripción son:

Para la Capital, trimestre adelantado 0 1.50
Para los Estados, M. M. 2.00
Para el Extranjero, M. M. en oro 2.00

Esta doctrina, de un marcado sabor murguiano, es la doctrina de todos los tiranos. Esa doctrina fue la que destruyeron nuestros padres de 57 al proclamar la democracia, redactándola con letra de molde en

La célebre journal des Magones



Soldats-paysans en 1911

Magon, qui désormais voit plus clairement la situation et le rôle des paysans mexicains, proclame dans ses articles la nécessité d'occuper les terres, en même temps qu'il dénonce à travers Diaz, non seulement la dictature, mais le principe même du pouvoir étatique. En conséquence, les magonistes, qui se proclament alors "communistes anarchistes", refusent de soutenir l'opposition "légal" antiporfiriste à la tête de laquelle se trouve Madero.

LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE BASSE CALIFORNIE

EN 1910, la révolution éclate. Contre P. Diaz, Madero qui reprend à son compte les idées de Juarez, jouit d'un large et très disparate soutien dans le pays. A la bourgeoisie, s'ajoutent les petits propriétaires, mais aussi les paysans sans terre regroupés par Pancho Villa. Celui-ci d'ailleurs, apporte à Madero une aide considérable dans la prise de Ciudad Real, en avril 1911, qui marque la chute de Diaz.

Pour "Regeneracion" et le P.L.M., la situation, avec l'arrivée du nouveau président-dictateur ("un millionnaire de plus", dit Magon), se modifie peu. Magon affirme : « Le changement de maître n'est pas une source de liberté ou de bien-être » et, le Parti Libéral reprend sa tactique du soulèvement en mettant sur pied le projet d'une république socialiste en Basse Californie.

Ricardo Flores Magon donne une description assez pertinente de ce territoire mexicain en 1910 : « Le nord de la Basse

Californie est au pouvoir de Cudahy, Otis et autres multimillionnaires nord-américains. Toute la côte occidentale appartient à une puissante compagnie de perles anglaise, et la région où est située Santa Rosalia appartient à une riche compagnie française. » C'est sur un tel territoire que, de janvier 1910 à mai 1911, des magonistes, des militants des I.W.W., des anarchistes mexicains et italiens tentent de créer une "république sociale". En fait, quelque 300 hommes tiendront tête pendant plus d'un an aux soldats mexicains et aux 20 000 américains stationnés en permanence à la frontière. L'histoire n'a retenu de cet événement que le drapeau rouge des émeutiers sur lequel s'inscrivait pour la première fois le mot d'ordre qui deviendra célèbre : "Tierra y Libertad".

Les troupes de Madero mirent donc fin à cette tentative. Mais les opposants au nouveau dictateur se font de plus en plus nombreux. Tous ceux qui ont espéré un changement profond sont déçus par la politique maderiste.

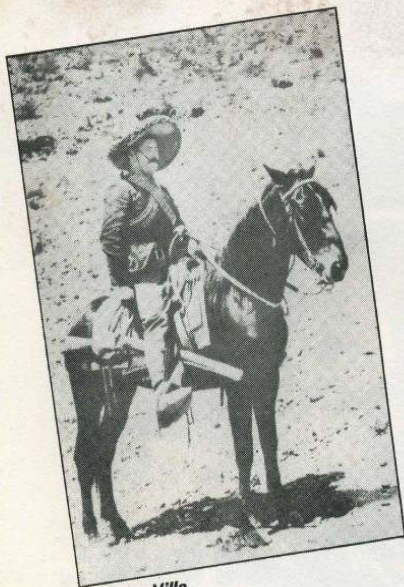
VILLA, ZAPATA ET LE MAGONISME

MADERO est assassiné par la troupe, et Huerta prend le pouvoir. Villa, fervent maderiste, se soulève et organise la division du Nord. Ses liens très étroits avec le futur président Carranza, mais aussi sa pseudo réforme agraire (1), montrent le peu de rapports qu'il a avec le magonisme. Tel n'est pas le cas d'Emiliano Zapata et de ses troupes.

Le zapatisme est très implanté chez les petits paysans du Sud et notamment dans l'Etat de Morelos. Là, influencé par les idées



Ricardo Flores Magon



Pancho Villa

de Magon, Zapata opère une ample expropriation de terres et collectivise des moyens de production. Il faut cependant souligner que ces mesures ne touchent que les deux tiers de la grande propriété foncière et que, surtout, au niveau politique, Zapata n'a jamais remis en cause le principe de l'État. L'utilisation qu'il fait de son pouvoir charismatique ne peut, également, que l'éloigner de R.F. Magon. Mais si les deux hommes sympathisent peu, le magonisme, pendant toute cette période, influence les réformes

les plus radicales des zapatistes. La devise "Tierra y Libertad", reprise par eux, devient synonyme de révolution sociale.

Le Parti Libéral et son journal, quand à eux, maintiennent leurs orientations, et les auteurs des articles, les militants, ne cessent de naviguer entre les prisons mexicaines et l'exil. À partir de 1914, le pouvoir étatique est plus solide et les oppositions plus limitées. Le P.L.M. isolé, continue presque seul la lutte. Désormais, le petit nombre de militants qui le constituent, ne sont qu'anarchistes. S'ils rencontrent toujours un écho important dans la classe ouvrière ou chez les travailleurs de Monterrey, ils sont peu implantés dans la paysannerie qui est peu à peu matée par le pouvoir.

Ainsi, lorsque Magon écrit des articles en solidarité avec la révolution russe qui vient d'éclater, son internationalisme ne trouve aucun prolongement au Mexique même (2).

LA POUSSIÈRE DES EXPLOSIONS

ET toujours, la répression contre "Regeneracion". En 1916 Magon est, encore une fois, emprisonné aux États-Unis où il s'était réfugié. Grâce à une souscription lancée par Emma Goldman, il est libéré sous caution, mais la trêve sera de courte durée. Arrêté de nouveau en 1918, suite à un article contre la guerre impérialiste de 14-18, il est condamné à 18 ans de prison. Sa fin est tragique mais, hélas, courante à cette époque : 4 ans plus tard, dans sa cellule de la prison de Leavenworth (Kansas), on trouva le corps de Magon, assassiné.

Après la mort physique, il y eut la mort politique. Lorsque le Parlement mexicain

apprit sa disparition, il y eut un député pour proposer des funérailles nationales. Elles eurent lieu et, paradoxe de l'histoire, une foule nombreuse accompagna la dépouille vers sa tombe. Magon est ainsi mort deux fois, puis l'histoire a fait silence.

Si, comme le dit Jean Meyer, « ce fut le seul radical conscient que le Mexique ait jamais eu », tous ses contemporains ne partagèrent pas cet avis. Kropotkine, en 1912, parlant de Magon, trouve des mots plus durs : « Malheureusement, les neuf dixièmes (peut-être les 99 %) des anarchistes, ne conçoivent pas la révolution autrement que sous la forme de combats sur les barricades ou d'expéditions triomphantes à la Garibaldi » (3). Ce jugement, certes juste pour l'ensemble du mouvement, évacue tous les autres aspects de la vie militante de Magon. Kropotkine, à des milliers de kilomètres, ne voyait que la poussière soulevée par les explosions. Et cette poussière lui cachait l'influence du magonisme sur les avancées les plus radicales de la Révolution mexicaine. En ce sens, l'histoire a fait comme le "prince" : elle a oublié l'essentiel.

Julie DESGRANGES

(1) Dans l'État du Chihuahua qu'il contrôlait, Villa eut soin, jusqu'en 1914 de ne pas bousculer les intérêts des grands propriétaires américains. Les terres confisquées furent données en paiement à ses lieutenants, quant à la réforme agraire, son application fut reportée à... à la fin des hostilités.

(2) J. Meyer, "La Révolution mexicaine", Calman-Lévy.

(3) "Les Temps Nouveaux", 27 avril 1912.

LA REVOLUTION MEXICAINE ET LE SOCIALISME

DANS les années 1870, les idées socialistes traversent l'Atlantique et pénètrent au Mexique. Des traductions d'œuvres de Proudhon et de Fourier sont alors publiées par un tailleur grec émigré, C. Rodakanaty. Celui-ci participe aussi, dès 1865, à la réorganisation de la Société Privée de Secours Mutuel créée en 1853 mais qui avait été dissoute quelques mois après. Ce fut la première organisation ouvrière du Mexique. Par la suite, apparaissent des fédérations de syndicats qui, rapidement, entrent en relation avec le mouvement ouvrier de Montevideo, en Uruguay.

L'Internationale Jurassienne jouera aussi un certain rôle puisqu'elle donnera le jour à un parti communiste bakouniniste dont l'existence sera malgré tout assez éphémère.

Le début du siècle marque l'épanouissement d'un mouvement ouvrier plus structuré, mieux implanté, mais qui reste toujours limité en nombre et en poids social. Dès 1906, des vagues de grèves déferlent sur Veracruz, Puebla, Tlaxcala, etc. Malgré la répression, le prolétariat s'organise à travers les "Cercles des ouvriers libres". L'influence du magonisme y est prépondérante.

En pleine révolution, en 1912, des ouvriers anarcho-syndicalistes fondent une structure plus large : la "Maison de l'ouvrier mondial", dans laquelle sont représentés les principales branches de métier de la capitale, mais aussi du pays. L'ampleur de cette organisation explique que le pouvoir ait tenté, et réussi, à l'utiliser dans ses combats. Attaqué par Villa et les zapatistes, le futur président Carranza fait appel aux ouvriers pour défendre Mexico. Les négociations furent rapides : moyennant un accord qui obligeait Carranza, après la victoire, à prendre des mesures sociales, les ouvriers s'organisèrent en "bataillons rouges" et mirent en déroute les troupes de paysans insurgés. Cet épisode traduit les limites de la conscience de classe et anticipe sur d'autres collaborations.

Le mouvement ouvrier mis longtemps à se remettre de ce choix désastreux. La plupart des militants, écœurés par cette dramatique "bavure", se retrouvèrent en fait au Parti libéral mexicain.

En 1916, alors que la révolution bat de l'aide, se forme la Confédération des travailleurs mexicains. Dès sa naissance, elle reprend à son compte les thèses magonistes, notamment l'action directe et la collectivisation des terres.

En 1920, l'échec révolutionnaire, dans ses aspects sociaux et économiques, démobilisera pour un temps, l'ensemble du mouvement ouvrier.



Emiliano Zapata

CRAYON NOIR



Il faut que notre sang s'allume et que nous prenions feu,
Pour que s'émeuvent les spectateurs et pour que le monde ouvre enfin les yeux.
Non pas sur nos dépouilles, mais sur les plaies des survivants.

Kateb YACINE



AGORA
parce que frapper de la
plume
c'est encore frapper.
Révoltes
à faire bouger le monde.
AGORA
parce qu'ailleurs c'est
aussi
chez nous, mêmes
visages tendus
et mêmes poings levés.
Salut,
camarade !
AGORA
la liberté grandeur
nature
ça commence tout de
suite.

agora

UN REGARD

LIBERTAIRE

(BIENTÔT MENSUEL)

AGORA
REVUE LIBERTAIRE
B.P. 1214
31037 TOULOUSE CEDEX

